

Approche intégrée vers l'inclusivité



2018

RAPPORT ANNUEL





بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ





18

RAPPORT ANNUEL

Approche intégrée vers l'inclusivité





Lettre du Président du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale	7
Message du PDG	8
2018 en chiffres	11
Faits saillants depuis la création	14
Faits saillants en 2018	16

Introduction

Approche intégrée pour le développement d'un secteur privé inclusif et durable

Chapitre 1

Fournir des financements abordables et adéquats pour le développement du secteur privé

Chapitre 2

Catalyser le financement des petites et moyennes entreprises (PME) dans des contextes fragiles et difficiles

Chapitre 3

Apprendre du passé et tirer parti des succès



23



28



39



48

Organisation et gouvernance

59

Annexe 1 : Approbations et décaissements depuis la création

68

Annexe 2 : Acronymes et abréviations

69

Annexe 3 : Faits saillants financiers

70

Annexe 4 : Rapport du comité de la Chari'a

71

Annexe 5 : Etats financiers audités

72

Annexe 6 : Rapport d'examen financier (copie électronique uniquement)





LETTRE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux

S.E. le Président de l'Assemblée générale
de la Société islamique pour le Développement
du Secteur Privé

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Assalam-O-Alaikum Warahmatullah Wabarakatuh

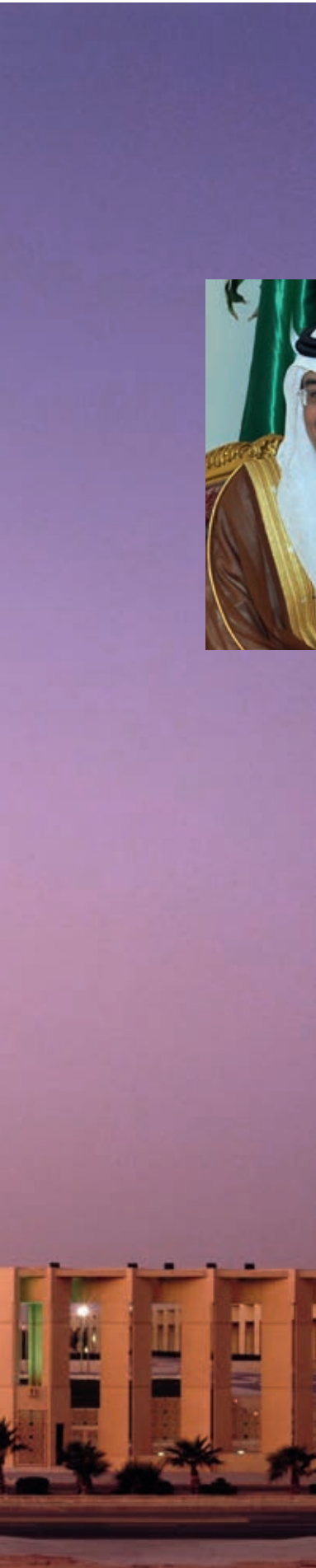
Conformément aux Statuts et Règlements de la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) et au nom du Conseil d'Administration de la SID, j'ai le plaisir de soumettre à cette auguste Assemblée Générale le Dix-neuvième Rapport Annuel de la SID couvrant l'exercice financier 2018.

Ce rapport contient un aperçu du fonctionnement de la SID au cours de l'exercice 2018, y compris ses diverses interventions commerciales, son impact sur le développement ainsi qu'une revue de ses états financiers. La SID déploiera, Insha Allah, tous les efforts nécessaires pour répondre aux attentes de ses actionnaires.

Veuillez accepter, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.



Dr Bandar M. H. Hajjar
Président,
Conseil d'Administration de la SID



MESSAGE DU PDG



Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux

Je suis très heureux de présenter le Rapport Annuel 2018 qui révèle une année fructueuse pour la SID, malgré toutes les difficultés qu'elle a éprouvées.

En 2018, l'activité économique mondiale s'est poursuivie à un rythme soutenu, malgré des risques de récession, notamment l'escalade des conflits commerciaux, les tensions géopolitiques croissantes et le durcissement des conditions financières. Ces risques ont lourdement affecté les marchés de certains pays membres de la SID. Néanmoins, certains pays membres ont eu tendance à tirer parti des conditions économiques et financières mondiales, telles que la hausse des prix des matières premières et des flux financiers accrus. Cependant, dans la plupart des pays membres, les instruments clés pour une croissance économique inclusive et durable restent limités aux instruments fondamentaux ; à savoir : les réformes des structures et des politiques, la forte implication du secteur privé dans les activités économiques nationales et l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Au sein de la SID, nous nous sommes engagés à renforcer la résilience du secteur privé et des économies de nos 54 pays membres face aux chocs mondiaux, régionaux et nationaux, tels que les changements climatiques et les catastrophes naturelles, les guerres et les troubles politiques, ainsi que l'instabilité des prix des matières premières et des devises. Nous sommes déterminés, plus que jamais, à être à la hauteur de la confiance que nous avons reçue de nos actionnaires via leur soutien financier et politique. Grâce à leurs souscriptions dans la deuxième augmentation générale du capital de la SID, nos membres ont reconnu de manière tangible le rôle important que joue la SID dans la promotion du développement durable.

Grâce à nos approches intégrées et novatrices, nous nous efforçons de déployer nos services en tenant compte du contexte et d'utiliser des moyens plus efficaces pour créer des opportunités permettant au secteur privé de s'épanouir dans les communautés où le soutien est le plus nécessaire. Nous le faisons en combinant nos solutions

d'investissement et de conseil. Nous nous efforçons de nous associer à un large éventail de parties prenantes afin de libérer les capacités du secteur privé.

Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) reste au cœur de nos travaux, car il s'est avéré être un puissant levier nous permettant d'atteindre notre principal objectif ; à savoir : la promotion du développement durable et inclusif du secteur privé dans nos pays membres. Aujourd'hui, l'accent mis sur les PME reconnaît et détermine leur potentiel en matière de renforcement de la cohésion sociale, de réduction des inégalités de revenus, de renforcement de la résilience, de responsabilisation des groupes marginalisés et de rétablissement de la sécurité communautaire. En même temps, cette orientation nous permet d'adresser des sujets urgents, tels que la résilience, les changements climatiques, l'innovation et les technologies de rupture. Notre travail dans le financement des infrastructures durables, par exemple, renforce le potentiel productif du secteur privé et renforce la capacité des entreprises à faire face à la concurrence et à prospérer dans des environnements difficiles.

Nous abordons cette tâche avec un bilan de réalisations en matière de développement et d'opérations solides menées au cours des 19 années écoulées depuis notre création. En 2018, nous avons continué à élargir notre empreinte dans nos pays membres et, ainsi, les approbations cumulées brutes de la SID atteignent 6,4 milliards USD et les décaissements cumulés bruts dépassent 3,2 milliards USD. Ces investissements couvrent 51 pays membres et englobent une étendue géographique allant du Suriname dans les Caraïbes à l'Indonésie à l'Est de l'Asie.

Au cours de l'exercice 2018, nous avons approuvé des investissements de 483 millions USD et obtenu six mandats de services du conseil qui élargissent les possibilités d'améliorer les conditions socio-économiques des populations. En témoignage du succès de notre approche d'intervention, des PME réalisent des résultats en matière de développement durable dans des économies telles que le Yémen, l'Ouzbékistan, le Nigeria, le Tadjikistan, le

Mali et la Palestine. En outre, près du cinquième de nos investissements ou approbations l'année dernière a été alloué à nos pays membres les moins avancés.

Nous sommes conscients qu'il faut s'efforcer d'apprendre de notre passé et de tirer parti de nos succès. A cet effet, nous avons commencé en 2018 à évaluer toutes nos activités pour bien comprendre nos forces et nos lacunes. Nous continuons d'étudier en profondeur notre passé afin d'élaborer un plan plus solide pour notre avenir. Les leçons que nous avons apprises nous aideront à orienter le secteur privé vers une contribution plus importante et plus efficace à la croissance et à la prospérité. En outre, les réformes de gestion institutionnelle interne réalisées en 2018 promettent de rendre notre institution plus flexible et résiliente.

Etre résilient, innovant et réactif est encore plus important dans le contexte mondial actuel, avec la rapidité de la technologie de rupture et les changements rapides partout dans le monde. Dans cet environnement concurrentiel et en rapide évolution, le secteur privé et les PME jouent un rôle essentiel pour surmonter les défis du développement. Tous les développeurs doivent travailler ensemble pour catalyser, mobiliser et canaliser plus d'investissements et aider les entreprises à créer les solutions innovantes nécessaires à leur prospérité. En effet, les technologies numériques actuelles et nouvelles constituent des outils de développement qui peuvent aider à augmenter la taille, améliorer l'efficacité et réduire les coûts de notre travail.

Je prie Allah, le Tout-Puissant, de nous guider dans nos efforts pour surmonter les défis qui nous attendent et de nous aider à atteindre le bien-être et la prospérité de la communauté musulmane, Amin.



Ayman Amin Sejiny
PDG de la SID



The background features a collage of various numbers in white and light green, some appearing as large, semi-transparent shapes. A prominent green square is centered in the lower half of the page, containing the year '2018' in large white font and 'en chiffres' in smaller white font below it.

2018

en chiffres



87%
D'INVESTISSEMENT
DANS LE SECTEUR
FINANCIER

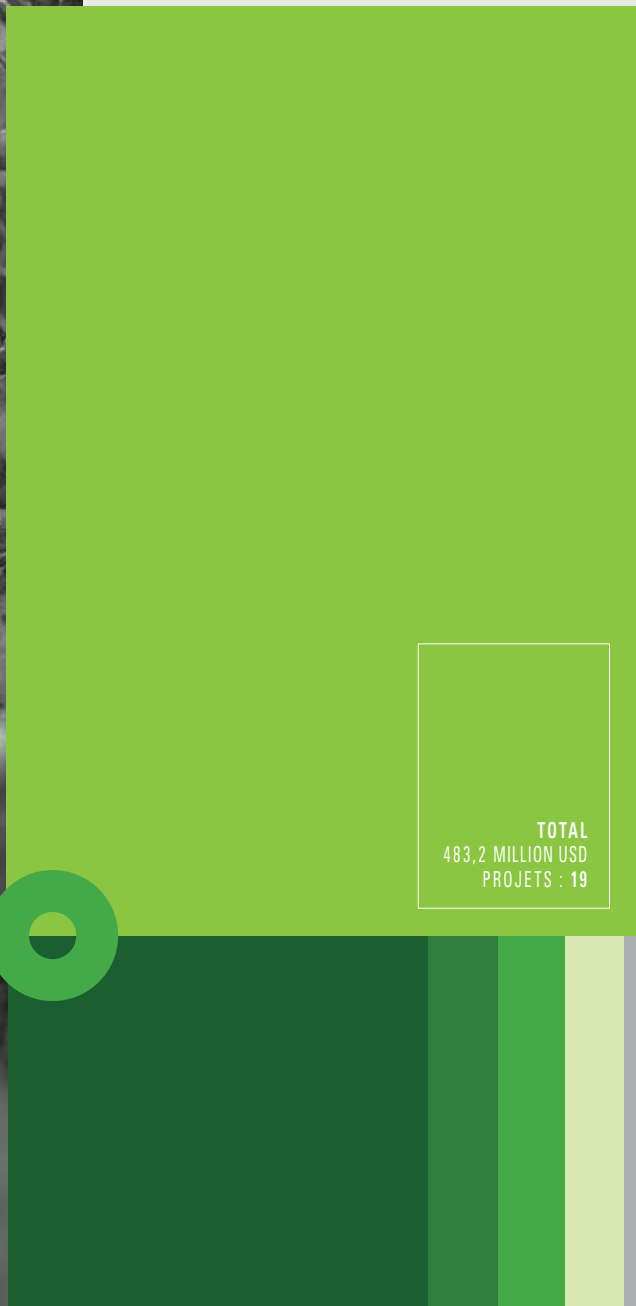
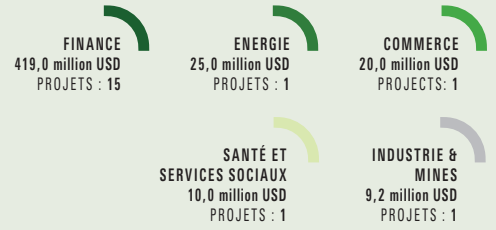
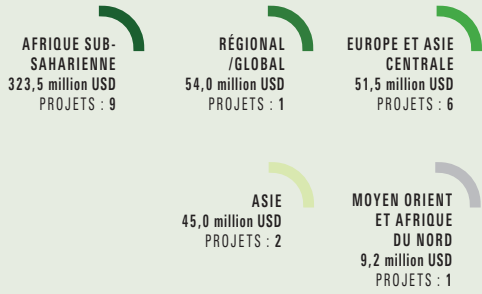
67%
D'INVESTISSEMENT
EN AFRIQUE
SUB-SAHARIENNE


9
PAYS BÉNÉFICIAIRES
(PLUS UN PROJET RÉGIONAL)

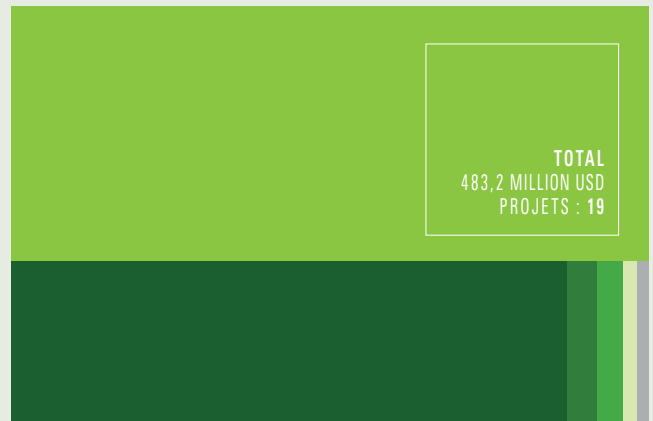

19
PROJETS
APPROUVÉS


483 millions USD
APPROUVÉS

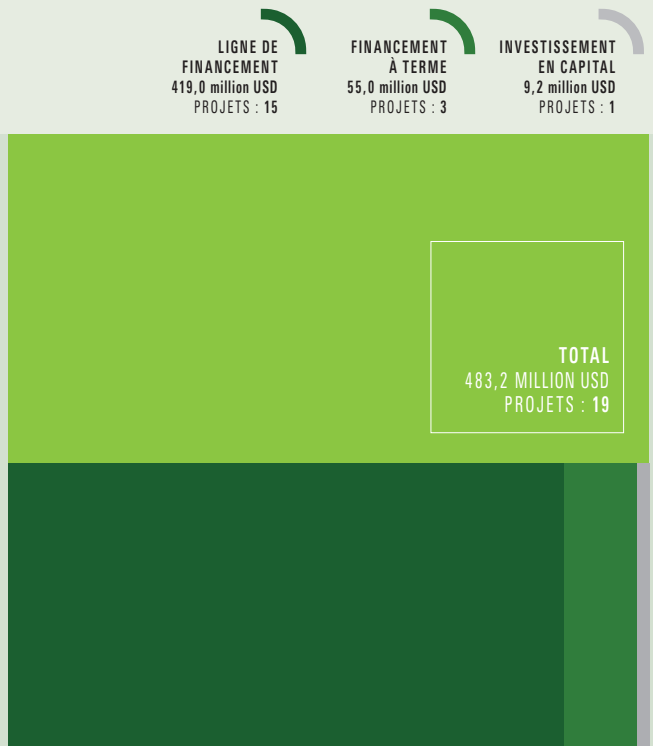




Approbations par région



Approbations par secteur



Approbations par produit



FAITS SAILLANTS DEPUIS LA CRÉATION

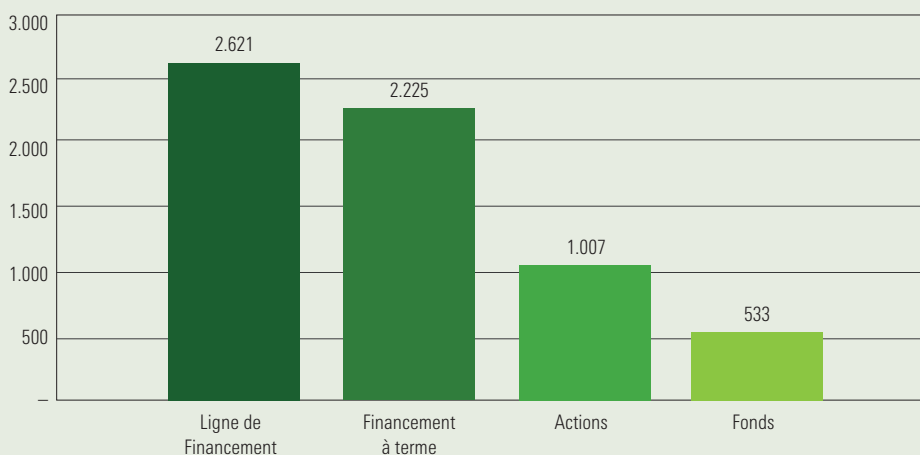
DEPUIS SA CRÉATION EN 1999, LE MONTANT DES APPROBATIONS BRUTES CUMULÉES DE LA SID S'EST CHIFFRÉ À 6,4 MILLIARD USD ALLOUÉS À 400 PROJETS. LES APPROBATIONS DE LA SID SOUTIENNENT UN LARGE ÉVENTAIL D'INDUSTRIES, NOTAMMENT LES FINANCES, LES INFRASTRUCTURES, L'AGRICULTURE, LA FABRICATION, LE PÉTROLE ET LE GAZ. LES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DE LA SID SONT À L'ŒUVRE DANS 51 PAYS MEMBRES

Les approbations brutes cumulées de la SID par modes de financement ont couvert 100 projets en ligne de financement (2.621 millions USD), 218 projets en financement à terme (2.225 millions USD), 78 projets en Capital Investissement (1.007 millions USD), 15 en investissement actions à travers des Fonds (533 millions USD). A la fin de 2018, 76% des approbations étaient allouées au financement par crédit (financement à terme et ligne de financement), suivi de 16% aux actions (actions institutionnelles et actions de sociétés) et les 8% restants aux fonds.

Approbations – par Mode de Financement

Approbations par mode de financement depuis la création

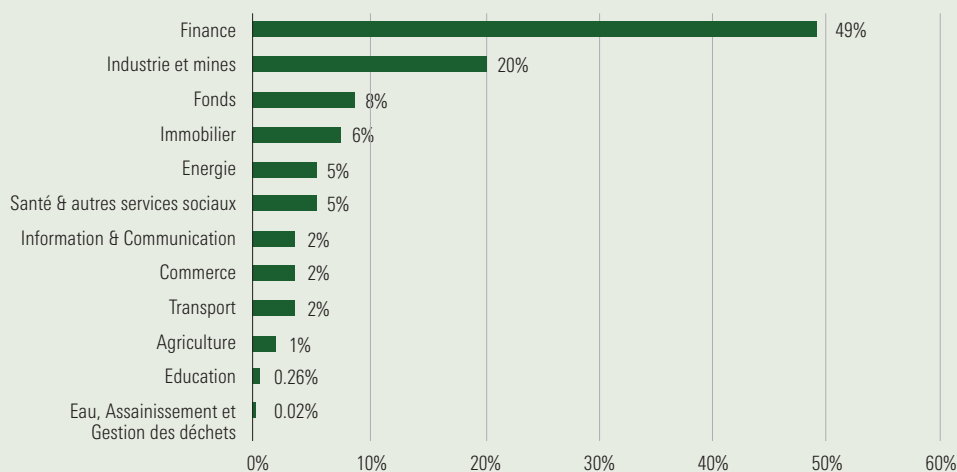
Millions USD



La plus grande part des approbations cumulées de la SID est allouée au secteur financier (49%), suivi par le secteur industriel et minier (20%), avec un montant brut approuvé de 1.261 millions USD. Viennent ensuite des secteurs tels que les fonds, l'immobilier, la santé et les autres services sociaux, l'information et la communication, l'énergie, le commerce et le transport, l'agriculture, l'éducation et l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

Approbations par secteur

Approbations par secteur depuis la création



Décaissements par mode de financement

La SID a décaissé un total de 3.2 milliard USD depuis sa création. Les décaissements varient selon les modes de financements, avec les projets de financement à terme et de lignes de financement (74%), les prises de participation (17%), suivies par les fonds (9%).

Approbations par région

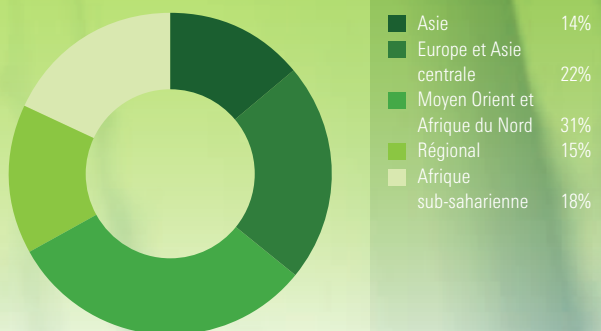
La répartition géographique de nos approbations reflète l'accent mis sur la diversité puisque les opérations d'investissement de la SID ont couvert 51 pays membres, en plus des projets régionaux couvrant plusieurs économies. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) a reçu 31% des approbations de la SID, L'Europe de l'Est et l'Asie centrale (22%), l'Afrique subsaharienne (18%) et l'Asie et le Pacifique (14%). La part des projets régionaux / mondiaux couvrant plusieurs pays dans plusieurs régions représente 15% des approbations.



Décaissements par mode de financement depuis la création



Approbations par région depuis la création



FAITS SAILLANTS EN 2018

EN 2018, LA SID A APPROUVÉ 19 PROJETS D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT POUR 483 MILLIONS USD. CES PROJETS ONT AJOUTÉ DE LA VALEUR AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES PAYS MEMBRES EN CRÉANT DE NOUVEAUX EMPLOIS, SOUTENANT LES CAPACITÉS DE PRODUCTION, FACILITANT LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE ET STIMULANT LES INVESTISSEMENTS TRANSFRONTALIERS.

Approbations – par Mode de Financement

Les lignes de financement (87%) constituaient la majeure partie des approbations de la SID suivies des financements à terme (11%) et actions de sociétés (2%).

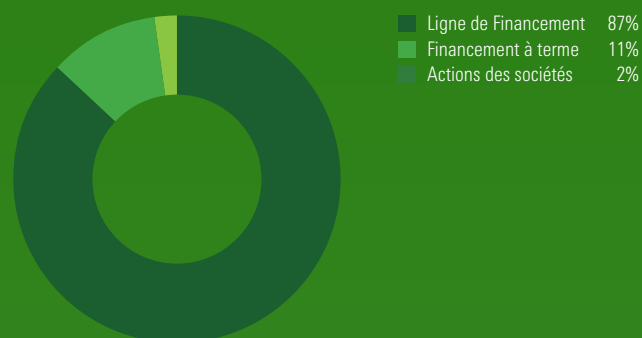
Décaissements – par mode de financement

La SID a déboursé 583 millions USD en 2018. La part la plus importante des décaissements est allouée aux lignes de financement avec 405 millions USD (75%), suivies par le financement à terme (22%) et les actions et les fonds (3%).

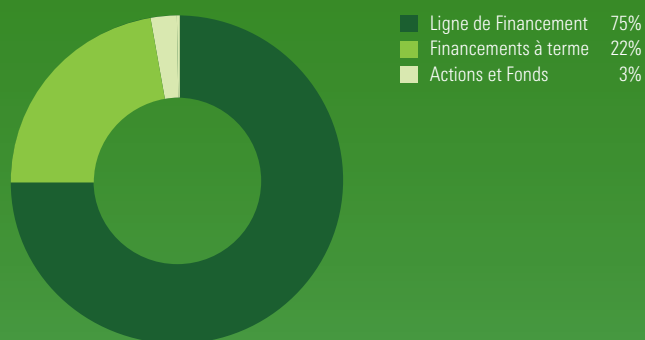
483 Millions USD

En 2018, la SID a approuvé 19 projets d'investissement et de financement pour 483 millions USD

Approbations par mode de financement en 2018



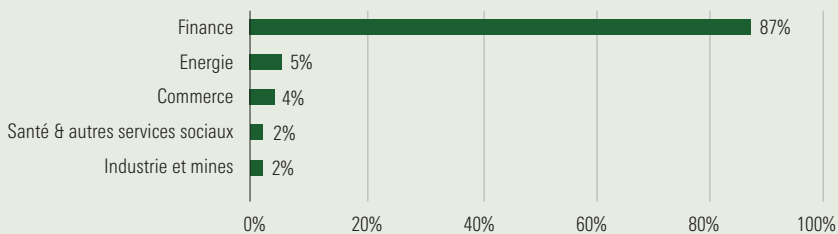
Décaissements par mode de financement en 2018





Approbations par secteur

Approbations par secteur en 2018

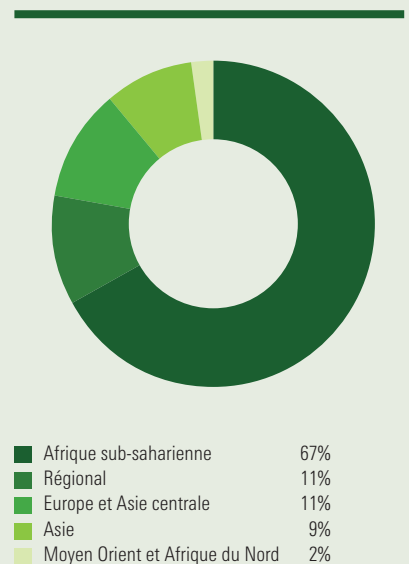


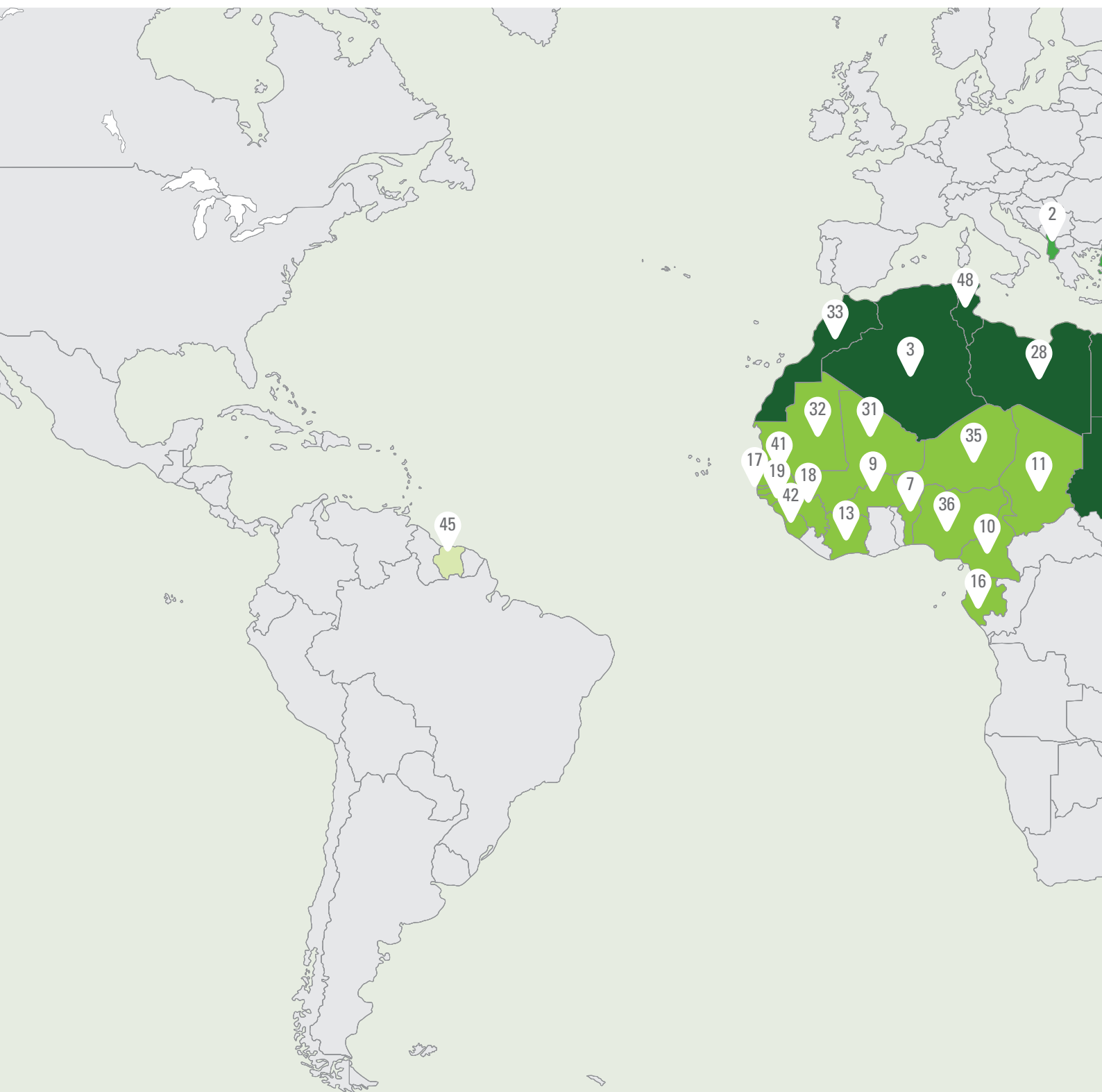
La répartition des approbations de la SID en 2018 reflète notre stratégie de concentration sur le secteur financier, qui a représenté la part la plus importante des approbations avec 419 millions USD (87%), suivi par l'énergie avec 25 millions USD (5%), le commerce avec 20 millions USD (4%), les soins de santé avec 10 millions USD (2%), l'industrie avec 9.2 millions USD (2%).

En 2018, la SID a poursuivi le rééquilibrage de la répartition géographique de ses engagements d'investissement, en allouant des ressources en fonction des besoins de développement des pays membres, l'état des marchés et les priorités stratégiques de la SID. Le montant le plus élevé des approbations de 2018 a été alloué à la région de l'Afrique subsaharienne (67%), suivie par les projets mondiaux et régionaux (11%), l'Europe et l'Asie centrale (11%), l'Asie (9%), le Moyen Orient et Afrique du Nord (2%).

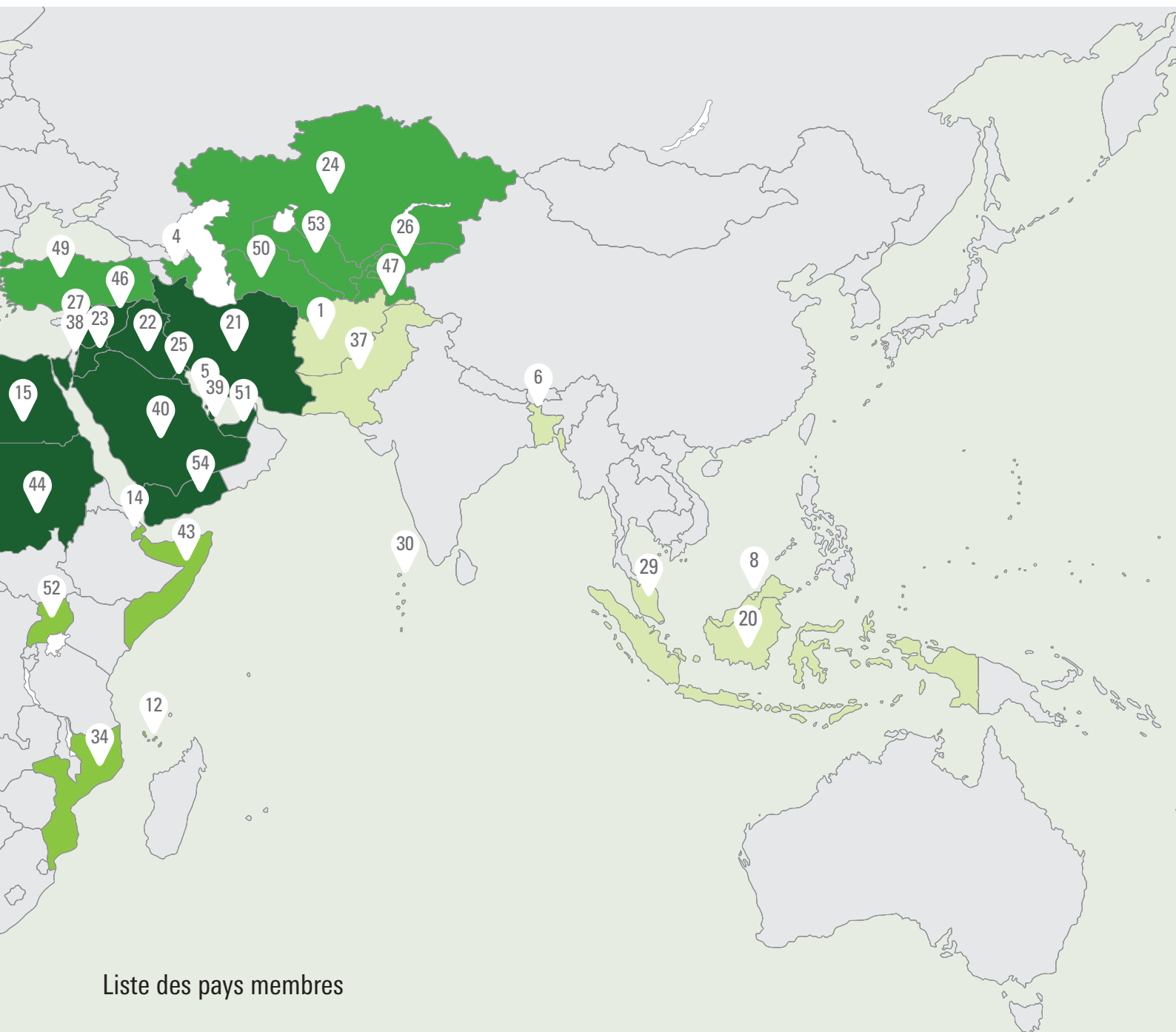
Approbations par région

Approbations par région en 2018





Décharge de responsabilité: Les frontières ou les noms de pays ne reflètent pas nécessairement la position officielle de La SID. Cette carte est fournie à titre d'illustration et n'exprime pas l'opinion ou la position de la SID, concernant le statut juridique d'un pays ou d'un territoire ou concernant la délimitation de frontières.



Liste des pays membres

- | | | | |
|-------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|
| 1. AFGHANISTAN | 15. EGYPTE | 29. MALAISIE | 43. SOMALIE |
| 2. ALBANIE | 16. GABON | 30. MALDIVES | 44. SOUDAN |
| 3. ALGÉRIE | 17. GAMBIE | 31. MALI | 45. SURINAME |
| 4. AZERBAÏDJAN | 18. GUINÉE | 32. MAURITANIE | 46. SYRIE |
| 5. BAHRÉÏN | 19. GUINÉE BISSAU | 33. MAROC | 47. TADJIKISTAN |
| 6. BANGLADESH | 20. INDONÉSIE | 34. MOZAMBIQUE | 48. TUNISIE |
| 7. BÉNIN | 21. IRAN | 35. NIGER | 49. TURQUIE |
| 8. BRUNEI | 22. IRAQ | 36. NIGERIA | 50. TURKMÉNISTAN |
| 9. BURKINA FASO | 23. JORDANIE | 37. PAKISTAN | 51. EMIRATS ARABES UNIS |
| 10. CAMEROUN | 24. KAZAKHSTAN | 38. PALESTINE | 52. OUGANDA |
| 11. TCHAD | 25. KOWEÏT | 39. QATAR | 53. OUZBÉKISTAN |
| 12. COMORES | 26. KIRGHIZISTAN | 40. ARABIE SAOUDITE | 54. YÉMEN |
| 13. CÔTE D'IVOIRE | 27. LIBAN | 41. SÉNÉGAL | |
| 14. DJIBOUTI | 28. LIBYE | 42. SIERRA LEONE | |



A PROPOS DE LA SID

Notre mission

Compléter le rôle joué par la BID par le biais du développement et de la promotion du secteur privé comme moteur de la relance de la croissance économique et de la prospérité.

Notre vision

Devenir la première institution financière multilatérale islamique pour le développement du secteur privé.

Création

La SID a été créée en 1999 pour promouvoir le développement économique de ses pays membres à travers l'octroi de financement au secteur privé, le renforcement de la compétitivité et l'entrepreneuriat, l'octroi de services consultatifs aux gouvernements et aux institutions du secteur privé et l'encouragement des investissements transfrontaliers.

Structure du Capital

Le capital autorisé de la SID est de 4 milliards de dollars américains (USD) dont un montant de 2 milliards USD est ouvert à la souscription, lequel est réparti entre la BID, 54 pays membres et 5 institutions financières publiques.

Objectifs

- Identifier des opportunités dans le secteur privé qui pourraient agir comme moteurs de croissance et fournir une large gamme de produits et de services financiers;
- Encourager le développement des modes de financement et des marchés de capitaux islamiques.

Stratégie

La stratégie décennale du groupe de la BID s'articule autour de cinq piliers stratégiques, qui sont les suivants : (i) infrastructure économique et sociale, ii) développement du secteur de la finance islamique, iii) développement social, (iv) la coopération entre les pays membres, v) Développement du secteur privé

En tant qu'organe de développement du secteur privé à part entière de la BID, la SID est bien positionnée pour jouer un rôle de premier plan dans les efforts du Groupe pour réaliser son mandat de développement et de ses objectifs stratégiques. La stratégie de la SID est ainsi en parfaite harmonie avec la stratégie décennale du Groupe de la Banque. La stratégie actuelle de la SID s'appuie sur une stratégie à quatre volets pour réaliser sa vision et sa mission :

- Le premier pilier : développer des canaux financiers islamiques pour multiplier l'impact du développement. Cela signifiait permettre aux PME l'accès aux ressources financières en renforçant les institutions financières locales dans les pays membres.
- Le deuxième pilier : adopter une approche sélective des interventions sectorielles réelles. Cela signifie que dans les pays membres dont le secteur de la finance islamique est relativement moins développé, la SID finance des entreprises du secteur privé dans des secteurs à fort impact.
- Le troisième pilier : soutenir l'environnement favorable dans les pays membres grâce à des partenariats solides avec la BID et les autres entités du groupe. La SID a pour objectif de se concentrer avec la Banque sur divers domaines tels que les stratégies de partenariat entre les pays membres, le programme de développement des institutions financières, le programme Soukouk et le programme de soutien à l'environnement industriel et commercial.
- Le quatrième pilier : mobiliser des ressources au moyen d'instruments hors bilan, notamment de syndications, d'émissions de Soukouk et d'un ensemble d'activités de développement de fonds.

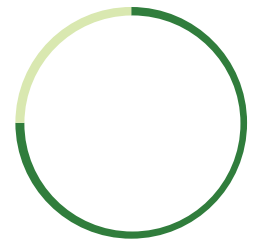


Introduction

Approche intégrée pour le développement d'un secteur privé inclusif et durable



La SID vise à aider ses pays membres à atteindre des objectifs de développement ambitieux en utilisant une approche intégrée visant à supprimer les obstacles entravant le progrès, en particulier dans des environnements et conditions difficiles. A la SID, nous facilitons le développement économique de nos pays membres en fournissant une vaste gamme d'assistance financière et de services de conseil aux projets du secteur privé, conformément aux principes de la Chari'a. Nous considérons nos solutions innovantes, adaptées et efficaces comme une approche intégrée, ce qui signifie que nous proposons des interventions adaptées au contextes et aux besoins communautaires spécifiques. Notre approche est conçue pour promouvoir des moyens efficaces visant à fournir au secteur privé des opportunités de prospérité dans les communautés souffrant des situations difficiles, où le soutien est le plus nécessaire. De plus, notre approche intégrée s'efforce de promouvoir un développement inclusif et durable du secteur privé. Nous renforçons cet objectif en établissant des partenariats solides avec de nombreux acteurs, notamment des gouvernements, des entreprises du secteur privé, des institutions financières internationales (IFI) et des investisseurs institutionnels.



Actuellement, nous nous concentrons sur les activités suivantes :

Financement des PME à travers des intermédiaires locaux

Dans certains pays membres, les systèmes financiers locaux ne répondent pas suffisamment aux besoins du secteur privé, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME). Ce manque de capital a des conséquences négatives sur le développement social et économique. Les PME sont souvent qualifiées de «tiers manquant», terme qui suggère qu'elles sont considérées comme trop importantes pour être soutenues par des institutions de microfinance et trop petites et trop risquées pour être soutenues par des financiers

traditionnels. Par conséquent, la SID joue un rôle important dans la stimulation des marchés de financement du secteur privé et des PME dans ses pays membres.

En tant qu'institution financière internationale, nous pouvons assurer l'accessibilité financière et l'adéquation du financement en travaillant par le biais d'intermédiaires financiers locaux («canaux»). Avec cette approche «canal», nous stimulons la création de marchés financiers locaux. Notre travail repose sur un financement strict et sur les principes de la Chari'a, sélectionne et filtre soigneusement les canaux financiers et calibre judicieusement les contrôles et les incitations.



En 2018, la Société a continué à octroyer des crédits (lignes de financement) à ses nouvelles institutions partenaires et à collaborer étroitement avec les banques islamiques existantes, les sociétés d'Ijara et les sociétés d'investissement (qui constituent des canaux essentiels pour notre travail). Au cours de l'année, nous avons accordé 15 lignes de financement comprenant un projet régional / mondial et des projets en Ouzbékistan, au Nigeria, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso.

Soutien direct aux entreprises

En termes de taille, les entreprises ont du mal à obtenir les fonds nécessaires pour réussir. Une approche unique ne répond pas aux nouveaux besoins des entreprises dans les économies dynamiques d'aujourd'hui. Ainsi, nous adaptons spécifiquement nos interventions pour atteindre les entreprises qui ont du mal à trouver les instruments financiers qui leur permettent d'innover et de se développer. Nous complétons donc notre stratégie de canaux en apportant un soutien direct aux agents du secteur privé, en particulier aux moyennes et grandes entreprises, afin de répondre à leurs besoins les plus critiques et les plus urgents. Nous les aidons de manière à améliorer la productivité, accroître les opportunités, s'intégrer d'une façon plus efficace aux chaînes de valeur mondiales et améliorer les retombées bénéfiques de la technologie et du savoir-faire. Ainsi, nous préparons le terrain pour plus de dynamisme et d'innovation parmi les entreprises.

En outre, dans les marchés couverts par nos interventions, investir dans des infrastructures critiques est essentiel pour libérer la croissance économique et soutenir les capacités de production du secteur privé dans son ensemble, et des PME en particulier. Le manque immense de financement des infrastructures de nos pays membres nous incite à adopter une stratégie qui consiste à tirer parti d'un vaste réseau d'investisseurs et de partenaires pour renforcer nos interventions.

En 2018, la SID a continué d'effectuer de grands investissements dans des projets du secteur réel qui devraient renforcer les capacités de production des entreprises sur les marchés les plus nécessiteux. Par exemple, nos interventions directes ont atteint 55 millions USD de financement alloués exclusivement au Bangladesh et au Tadjikistan.

Catalyser le financement des PME dans les environnements difficiles

Les obstacles au développement sont de plus en plus concentrés et graves dans de nombreuses régions du monde, parfois difficiles à atteindre en raison de l'isolement géographique ou des risques de conflits et troubles. Dans ce contexte, la SID utilise différents moyens pour élargir la portée du secteur privé en créant des emplois, réduisant la pauvreté et augmentant le niveau de vie dans les zones et les contextes géographiques les plus difficiles. Nous travaillons à la mise en place de capacités institutionnelles solides en finance islamique qui créeront des opportunités futures pour catalyser et canaliser de nouveaux investissements et de nouvelles compétences dans ces régions nécessiteuses.

La contribution des PME ne se limite pas au développement économique puisque les PME sont, de plus en plus, perçues comme un moyen de renforcer la cohésion sociale, de réduire les inégalités de revenus, de favoriser la résilience, d'autonomiser les groupes marginalisés et de rétablir la sécurité communautaire. On pense que les PME sont plus agiles et dynamiques pour s'adapter aux circonstances instables que les grandes entreprises. Cependant, les PME sont plus sensibles aux instabilités et plus fragiles que les grandes entreprises dans les conditions difficiles. Par conséquent, La SID utilise des stratégies de conseil solides pour aider les PME à gérer leurs activités dans des zones en difficultés, telles que l'instabilité sociopolitique, le taux élevé du chômage, les conditions de marché peu attrayantes et les catastrophes naturelles graves.

Tout au long de 2018, notre programme des institutions financières islamiques (IFI) a entrepris des mandats destinés à ouvrir la voie au renforcement des partenariats futurs et à approfondir le secteur de la finance islamique dans des marchés et des conditions difficiles. Nous avons également continué d'adapter notre programme de soutien à l'environnement des affaires (IBES) à un groupe plus large de bénéficiaires potentiels. En affinant les programmes de cette manière, nous pouvons jouer un rôle déterminant en aidant les régions les plus en difficulté, comme en témoigne notre portée croissante dans les régions fragiles et touchées par les conflits du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Asie.

APPRENDRE DES ÉCHECS, MISER SUR LE SUCCÈS

A la fin de

2018

la SID avait acquis 766 millions USD d'actifs sous gestion et avait mobilisé plus de deux fois le montant de son capital engagé.

En

2018

la SID a conclu plusieurs partenariats visant à renforcer son objectif d'accroître la prospérité partagée et durable entre ses pays membres. De plus, les activités de syndication et de mobilisation des ressources ont débouché sur une série de transactions et de structures.

En

2018

nous avons ajouté de la profondeur à nos contributions en actions dans des contextes offrant le potentiel de réaliser un impact important sur les marchés en améliorant leurs bases d'actifs et leurs structures de gouvernance.

A la SID, nous sommes fiers de la confiance que nous avons reçu de nos actionnaires via leur soutien financier et politique, exprimés par leurs souscriptions à la deuxième augmentation de capital générale. Nos membres ont exprimé leur connaissance au rôle essentiel joué par la SID dans le développement du secteur privé.

La gouvernance, le leadership et la gestion d'entreprises sont des considérations primordiales pour nos parties prenantes. En 2018, la nouvelle direction de la SID ainsi que son conseil d'administration ont engagé un dialogue approfondi afin de renforcer les liens entre l'investissement, la réforme et l'impact. La SID a lancé un processus de modernisation interne visant à transformer la culture de gestion de l'institution, améliorer son efficacité, développer des produits innovants et améliorer la livraison et la mesure de l'impact.

Accélérer le développement dans des marchés difficiles et des zones instables est une tâche énorme et complexe. Depuis sa création, la SID s'est révélé être un pionnier désireux de s'aventurer dans des environnements difficiles et immatures. Nos investissements en actions dans les secteurs financier et des entreprises couvrent 22 pays. Nous nous sommes lancés dans ce projet en sachant que même si nous échouions, nous tirerions des leçons qui nous aideraient à mieux comprendre comment amener le secteur privé à contribuer davantage à la croissance et à la prospérité dans des contextes difficiles. Nous pouvons maintenant tirer parti de nombreuses leçons apprises au cours de 19 années d'opérations et, par conséquent, nous avons plus confiance que jamais en nos capacités et nos projets futurs. En 2018, nous avons ajouté de la profondeur à nos contributions en actions dans des contextes offrant le potentiel de réaliser un impact important sur les marchés en améliorant leurs bases d'actifs et leurs structures de gouvernance.

La SID favorise la croissance en ajoutant de la profondeur aux marchés des capitaux internationaux et locaux. L'expérience nous a appris que des marchés des capitaux locaux efficaces et profonds constituent des conditions préalables à une prospérité durable. Ils protègent les économies locales contre des risques financiers provenant de diverses sources. En 2018, la SID a travaillé sur son premier Sukuk en monnaie locale (Tenge) au Kazakhstan, qui devrait être émis en 2019. Les recettes du Sukuk seront décaissées à des institutions financières qualifiées au Kazakhstan, qui à leur tour soutiendront le secteur privé, spécifiquement les PME, dans le pays.

Nous avons continué de nouer des liens avec des fonds souverains, des institutions financières, des fonds de pension, des sociétés d'assurance, des fonds de dotation, des fondations, des family offices et des particuliers fortunés offrant des opportunités d'investissement dans les économies en voie de développement et les marchés émergents. A la fin de 2018, la SID avait acquis 766 millions USD d'actifs sous gestion et avait mobilisé plus de deux fois le montant de son capital engagé.

La SID capitalise sur des partenariats solides pour exploiter les ressources potentielles disponibles pour les investissements et les activités de conseil. En 2018, la SID a conclu plusieurs partenariats visant à renforcer son objectif d'accroître la prospérité partagée et durable entre ses pays membres. De plus, les activités de syndication et de mobilisation des ressources ont débouché sur une série de transactions et de structures.



Chapitre 1

Fournir des financements abordables et adéquats pour le développement du secteur privé



En général, les entreprises ont du mal à obtenir un financement adéquat et abordable pour développer leurs activités. A l'heure actuelle, l'accès au financement est l'un des trois principaux obstacles cités par les petites, moyennes et grandes entreprises de nos pays membres. Pour les entreprises opérant en Afrique et dans certaines régions de l'Asie, l'accès au financement tend à être perçu comme le principal obstacle.

Pour fournir un financement abordable et adéquat au secteur privé, la SID utilise deux stratégies de financement, selon le contexte et les besoins, à savoir :

- une approche de financement par canaux (de gros) qui offre un financement aux PME par l'intermédiaire d'institutions intermédiaires
- une approche de financement direct qui fournit un financement au secteur des entreprises

Malheureusement, dans certains pays membres, les institutions financières locales telles que les banques et les institutions financières non bancaires ne répondent pas suffisamment aux besoins du secteur privé ou aux besoins particuliers des PME. Notre statut d'institution financière internationale nous permet d'utiliser notre approche de canaux pour garantir l'accessibilité financière et l'adéquation du financement en travaillant à travers ces intermédiaires financiers locaux (canaux). Nous accordons des lignes de financement aux institutions partenaires locales et régionales par le biais de ce mécanisme, qui joue un rôle clé dans la stimulation du secteur privé.

Nous sommes également déterminés à aider directement les agents du secteur privé et les PME à répondre aux besoins de financement les plus critiques, afin de les aider à devenir plus dynamiques et innovants. Notre approche de financement direct aide les entreprises à mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et régionales, améliorer leur productivité et faciliter l'infusion et la diffusion de technologies. En outre, en collaboration avec notre vaste réseau de partenaires de développement internationaux et régionaux, nous investissons dans des infrastructures essentielles pour stimuler la croissance économique et développer les capacités de production du secteur des entreprises dans nos pays membres.

1.1. **Financement des PME à travers des intermédiaires : stratégie de canaux**

L'approche de la SID en termes de canaux s'efforce de répondre aux besoins de financement des PME de la manière la plus efficace et la plus efficiente. En collaborant avec des institutions financières partenaires locales et régionales, notre stratégie en matière de canaux sert de moteur à la croissance dans divers pays membres.

Avec cette stratégie, nous sommes en mesure de canaliser les financements vers des marchés particulièrement difficiles : des environnements et de lieux très instables et qui ont

des besoins de financement urgents. Le fait de cibler ces zones particulièrement vulnérables permet à la SID d'honorer son mandat de développement et de mettre en pratique sa devise : « Là où la SID mène les autres suivent », c'est-à-dire que nous cherchons à amplifier nos activités dans des pays où d'autres financiers ne s'aventurent pas de s'y investir. Cela crée une fenêtre d'opportunité pour les pays aux économies marginalisées et constitue un catalyseur pour une transformation économique potentielle.

Néanmoins, nous appliquons un financement strict et respectons les normes de la Chari'a en sélectionnant judicieusement nos intermédiaires, qui fournissent les canaux de notre stratégie. Nous calibrons judicieusement les contrôles et les incitatifs. Nous visons à accroître notre présence locale pour mieux nous rapprocher de nos clients et mieux comprendre les besoins et les défis spécifiques du marché. En conséquence, la SID a pu accélérer l'exécution des projets, raccourcir les délais de décaissement, adapter les programmes de formation et améliorer l'alignement avec les objectifs de développement durable des Nations Unies. Cette approche produit des avantages sur le plan du développement avec des succès notables. Parfois, la SID est le seul prêteur international à long terme pour de nombreuses institutions financières locales dans les pays membres.

En 2018, nous avons accordé de 15 lignes de financement d'une valeur brute de 419 millions USD. Les approbations couvraient des projets couvrant des pays tels que l'Ouzbékistan, le Nigéria, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso. En outre, un projet régional a été approuvé pour l'Afrique occidentale et centrale.



ETUDE DE CAS**CÔTE D'IVOIRE****Elargir notre portée et notre couverture**

- Produit** Ligne de financement de 100 millions d'euros
- Client** Institutions financières éligibles opérant en Côte d'Ivoire
- Objectif** (i) financer des projets de développement du secteur privé et / ou (ii) financer des institutions financières et des groupes bancaires en Côte d'Ivoire.

En 2018, la SID a approuvé une enveloppe globale de 100 millions d'euros pour des institutions financières éligibles en Côte d'Ivoire. Les bénéficiaires ultimes de ce mécanisme de financement sont les entreprises du secteur privé, en particulier les PME de la Côte d'Ivoire.

La ligne de financement pour la Côte d'Ivoire permet à la SID de fournir à l'économie ivoirienne un montant non négligeable pour soutenir les PME, aider le budget du gouvernement (en ce qui concerne le revenu imposable croissant), promouvoir la finance islamique et aider le pays à progresser afin de réaliser les objectifs de développement durable des Nations Unies.

**ETUDE DE CAS****PAYS D'AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE**
Couvrir de plus grandes géographies

- Produit** Ligne de financement de 45 millions d'euros
- Client** Afriland, groupe bancaire présent dans neuf pays et avec trois bureaux de représentation
- Objectif** financer des projets de développement du secteur privé dans les pays membres de la SID en Afrique occidentale et centrale.

En 2018, la SID a approuvé une ligne de financement de 45 millions d'euros au titre d'un cadre de financement de Wakala, associée à une facilité de type Mourabaha destinée au groupe Afriland First. Le projet doit être utilisé pour financer des PME dans trois pays membres (Cameroun, Côte d'Ivoire et Guinée). La ligne a été intégralement décaissée au cours des trois premiers mois.

C'est la première facilité accordée par la SID à un holding bancaire. Cette nouvelle approche a permis à la SID de déployer des interventions dans plusieurs pays via une seule transaction.

Cette structure permet à Afriland de financer des PME éligibles en Afrique, notamment en Afrique occidentale et centrale, dans le cadre d'une Mourabaha, d'une Mourabaha en marchandise, ou de tout autre instrument conforme à la Chari'a qui est opérationnel et efficace dans les autres pays membres de la SID.

ETUDE DE CAS

SÉNÉGAL

Ajouter de la profondeur à la finance islamique dans les pays membres africains

- Produit** Ligne de financement de 50 millions d'euros
- Client** Banque Islamique du Sénégal (BIS)
- Objectif** financer des projets de PME et du secteur privé

Cette ligne de financement conforme à la Chari'a vise à financer des projets du secteur privé au Sénégal en passant par l'intermédiaire de la Banque Islamique du Sénégal, qui agit en tant qu'agent de la SID pour la sélection des projets et des PME éligibles.



ETUDE DE CAS

NIGERIA

Interventions de la SID pour soutenir les PME

- Produit** Ligne de financement de 80 millions USD
- Client** Fidelity Bank (40 millions USD) et Bank of Industry (40 millions USD)
- Objectif** financer des projets de PME et du secteur privé au Nigéria

Cette ligne de financement conforme à la Chari'a permettra à Fidelity Bank et Bank of Industry de financer des projets de PME au taux du marché au Nigéria. Les projets visent à promouvoir les meilleures pratiques de gestion et à avoir un impact important sur le développement.





ETUDE DE CAS

OUZBÉKISTAN

Partenariat à long terme pour soutenir les PME

Produit	Ligne de financement de 10 millions USD
Client	Qishloq Qurilish Bank
Objectif	Financement des PME en Ouzbékistan

Dans le cadre d'un partenariat à long terme, la SID a accordé des facilités de ligne de financement au profit de Qishloq Qurilish Bank d'une valeur totale de 21 millions USD sur huit ans. Nous avons accordé notre première ligne de financement de 5 millions USD en 2011; la deuxième ligne d'un montant de 6 millions USD en 2012 (dans le cadre d'une ligne de financement globale pour l'Ouzbékistan); et la troisième ligne de 10 millions USD en 2018.

Une partie importante des activités de la banque est liée à son rôle d'agent gouvernemental dans l'amélioration des conditions de vie de la population rurale, le financement de la construction dans les villages, l'accélération du développement des infrastructures industrielles et sociales dans les zones rurales et le soutien apporté aux PME en accordant des subventions à long terme pour l'achat d'équipement pour les secteurs de la fabrication et des services. La banque couvre toutes les régions du pays et fournit des services financiers dans 42 succursales, qui emploient près de 3.000 personnes.

Jusqu'à présent, la banque a décaissé 21 millions USD et décaissé des financements à 42 sous-projets de PME. En conséquence, les PME ont créé 520 nouveaux emplois dans des entreprises opérant dans la production de papier, de textiles, de volaille, de confiseries et de profils de revêtement en plastique.



ETUDE DE CAS

BURKINA FASO

Diversification de l'offre aux PME dans les pays membres

Produit	Ligne de financement de 4 millions d'euros
Client	Fidelis Finance Burkina Faso
Objectif	Financement des PME au Burkina Faso

Le Burkina Faso est fortement dépendant des PME en tant que moteurs essentiels de la croissance économique, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté. Au Burkina Faso, une grande partie des entreprises privées considèrent l'accès à un financement abordable et adéquat comme le principal obstacle à la croissance des entreprises. Dans ce contexte, le soutien de la SID était extrêmement important pour fournir des fonds aux entrepreneurs locaux afin de faire face à leurs contraintes. En 2018, la SID a soutenu le secteur des PME du Burkina Faso en accordant à Fidelis Finance, une banque de PME opérant localement, une ligne de financement de 4 millions d'euros dans le cadre d'un accord Wakala et une structure de mourabaha en marchandises.

En 2017, Fidelis Finance a remporté le prix Capital Finance International (CFI.co) du meilleur financement à impact social aux PME au Burkina Faso. Le jury a félicité Fidelis Finance pour son offre sur mesure de services de financement aux PME. La ligne de financement de la SID aidera également Fidelis à diversifier ses offres de produits destinés aux PME du Burkina Faso.

ETUDE DE CAS

NIGERIA

Soutenir l'industrie de la finance islamique au Nigeria

Produit Ligne de financement de 20 millions USD

Client Jaiz Bank

Objectif Financement des PME au Nigeria

En 2018, la SID a accordé une facilité de ligne de financement de 20 millions USD à Jaiz Bank au Nigeria. Le mécanisme sera principalement utilisé pour soutenir les PME au Nigeria, où l'accès au financement demeure l'une des principales contraintes du secteur privé. Grâce à ce soutien, la SID vise à créer un impact fort de développement en termes de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et de la promotion de la finance islamique au Nigeria.

Bien que le Nigeria compte une population musulmane importante, Jaiz Bank est la seule banque islamique à part entière du pays. Jaiz Bank a obtenu une licence en novembre 2011, avec un mandat régional pour opérer au Nigeria en tant qu'institution financière sans intérêt. La Banque centrale du Nigeria a récemment accordé à Jaiz Bank une licence lui permettant d'exercer ses activités à l'échelle nationale.

La Jaiz Bank possède un portefeuille riche et équilibré de PME bien établies dans des secteurs d'emploi clés tels que l'agriculture, la construction et le commerce. En outre, la banque promeut l'autonomisation économique des femmes par le biais de sa culture de travail et par le biais d'activités commerciales proposant des produits et des services spécialement conçus pour les femmes.



1.2. Financement direct du secteur privé

Nous complétons notre stratégie de canaux en soutenant et en finançant directement des agents du secteur privé. Ce soutien direct vise à répondre aux besoins les plus critiques et les plus immédiats des entreprises et les aider à devenir plus dynamiques et innovantes. Au lieu de recourir à une stratégie «taille unique», nous nous engageons à adapter nos interventions directement aux marchés et aux clients qui ont du mal à trouver les mécanismes de financement appropriés. Nos efforts visant à renforcer les capacités de production, la résilience des entreprises et la durabilité soutiennent la compétitivité du secteur des entreprises dans nos pays membres. En outre, le financement des infrastructures est une priorité essentielle pour la SID puisque de tels investissements dans les infrastructures peuvent débloquer la croissance économique et soutenir les capacités de production du secteur privé et des PME.

En 2018, nos interventions directes ont représenté des transactions évaluées à 55 millions USD, allouées exclusivement au Bangladesh (45 millions USD) et au Tadjikistan (10 millions USD). En termes de décaissements, nous avons décaissé 120 millions USD.

En 2018, les facilités de financement à court et à moyen terme accordées aux entreprises représentaient la plus grande part des approbations avec 30 millions USD, représentant 55% des interventions directes, tandis que les facilités de financement de projets étaient accordées aux nouveaux projets d'infrastructure, totalisant 25 millions USD (45%).



**LE SECTEUR
DES SOINS DE
SANTÉ AVEC
10 MILLIONS
USD**



**LE SECTEUR DE
L'ÉLECTRICITÉ ET
DE L'ÉNERGIE A
REÇU LA GRANDE
PART AVEC
25 MILLIONS
USD**



**DU SECTEUR DE
L'INDUSTRIE ET
LES MINES AVEC
20 MILLIONS
USD**





ETUDE DE CAS

BANGLADESH

Partenariat pour soutenir l'infrastructure

En 2018, La SID a contribué à hauteur de 24,3 millions USD à un mécanisme de cofinancement à long terme avec deux partenaires : le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) et Infrastructure Development Company Limited (IDCOL).

Ace Alliance Power Limited est une société de production d'énergie à double combustible de 149 MW basée au Bangladesh, parrainée par Summit Group sous forme de BOO (Build Own Operate ou «Construire, posséder et exploiter»). Le projet est le résultat des efforts en cours du gouvernement du Bangladesh pour renforcer la capacité de production d'électricité du pays afin de soutenir le développement de la croissance économique. L'électricité générée par l'usine sera acheminée via le réseau national à un niveau de 132 KV afin d'alimenter la grande région de Dhaka par l'intermédiaire de Kodda avec un poste de 132 KV.

Nos interventions contribueront à renforcer l'intérêt des investisseurs à participer à de futurs projets indispensables dans le secteur de l'énergie au Bangladesh, qui sont grandement axés sur le secteur privé. Le projet confirme le soutien accordé par la SID au Bangladesh pour réduire l'écart entre l'offre et la demande en électricité, améliorer l'efficacité du secteur de l'électricité et fournir un courant électrique abordable.

ETUDE DE CAS

TURQUIE

Cultiver le succès :

Partenariats pour le développement

La construction du projet de l'hôpital de formation et de recherche Manisa en Turquie s'est achevée en octobre 2018. La SID, co-financier du projet (son financement a été approuvé en 2016). YDA, un acteur établi de partenariats public-privé (PPP) en Turquie, a conclu des accords avec le ministère de la Santé pour financer, concevoir et construire des équipements médicaux et d'autres équipements destinés au campus de santé de 558 lits situé à Manisa. Le projet fait partie d'un programme du gouvernement turc visant à collaborer avec le secteur privé afin de construire et d'agrandir des hôpitaux et d'autres établissements de soins de santé à travers le pays. Le programme vise à élargir les ressources disponibles pour fournir des services de qualité dans le secteur de la santé.



ETUDE DE CAS

BANGLADESH

Financement des chaînes de valeur

L'opération prévue pour Meghna Sugar Refinery Limited est une nouvelle raffinerie de sucre d'une capacité de 4.000 tonnes par jour. La raffinerie doit être établie dans la zone économique de Meghna, à environ 50 km de Dhaka. Le projet est parrainé par le groupe Meghna, l'un des plus grands conglomérats au Bangladesh. Le coût total du projet s'élève à 131,6 millions USD, dont 82 millions USD seront financés par différentes institutions de financement du développement, dont la SID, KFW DEG de l'Allemagne, FMO des Pays-Bas et la Banque autrichienne de développement. La SID a approuvé un financement de 20 millions USD pour le projet en 2018.

Le projet devrait aider le Bangladesh à renforcer ses capacités industrielles et productives en matière de :

- création de plus de 1100 emplois
- renforcer la compétitivité de l'industrie sucrière locale en augmentant la capacité de production et en favorisant le transfert de technologie de fournisseurs étrangers
- formation de professionnels locaux
- attirer les investissements étrangers en utilisant les avantages des zones économiques
- exploiter le potentiel d'exportation des pays voisins.



ETUDE DE CAS

EGYPTE

Investir dans les chaînes de valeur de la production

En novembre 2011, dans le contexte des bouleversements historiques qui ont marqué la région MENA, la SID a approuvé un investissement de 22,2 millions USD dans la société Al Sharkeya Sugar Manufacturing Company (ASSM) en Égypte. ASSM est une usine de fabrication de sucre à base de betterave rouge avec une capacité de trituration allant jusqu'à 12000 tonnes par jour et une capacité de raffinage pouvant atteindre 1768 tonnes par jour. L'usine est située dans la région du Delta Est du nord-est de l'Égypte, un centre de culture et de production de betteraves. La région fait actuellement l'objet d'initiatives de planification et de développement visant à en faire la plus grande région productrice de betteraves du pays.

Le projet devrait avoir un grand en termes de création d'emplois, directement, en employant 440 personnes, et indirectement, en renforçant la main-d'œuvre agricole nécessaire pour produire l'approvisionnement en betteraves de l'usine sur environ 80.000 feddans dans la région du Delta. Le projet répond également à l'un des objectifs de l'Égypte en matière de substitution des importations puisque le pays importe près de 1,5 million de tonnes de sucre par an.

Le projet encourage un transfert stratégique de la canne à sucre, la culture traditionnelle de fabrication du sucre en Égypte, aux betteraves, qui nécessitent moins d'eau et produisent plus de sucre par unité de terre. Le projet contribue donc au besoin pressant de trouver et de mettre en œuvre des stratégies d'économie d'eau dans une région en pleine croissance démographique. Le projet contribue également à un autre objectif de développement important : permettre aux communautés rurales d'avoir une économie robuste.

Le projet repose sur de solides bases économiques : la structure de financement était limitée aux fonds provenant d'institutions de financement du développement. En outre, plus de 11 banques commerciales locales et internationales ont participé à une facilité de financement consortiale destinée à financer le projet. Ce projet témoigne de la volonté de la SID d'investir dans ses pays membres à des moments où l'instabilité politique et les défis socioéconomiques peuvent constituer des obstacles pour d'autres institutions financières. La SID continue de soutenir le projet, avec un financement supplémentaire de 12,3 millions USD décaissé en 2018 pour répondre aux besoins du projet et parvenir à sa mise en service à temps.







Chapitre 2

Catalyser le
financement des
petites et moyennes
entreprises (PME)
dans des contextes
fragiles et difficiles

Le secteur privé contribue non seulement au développement économique, mais également à la cohésion sociale, à la réduction des inégalités, à la résilience et à l'autonomisation des femmes et des jeunes. Ce sont des contributions particulièrement importantes dans des contextes difficiles, instables et fragiles. Les PME jouent un rôle important dans ces missions, car on les considère plus agiles et dynamiques pour s'adapter aux situations difficiles et aux environnements instables. Grâce à leur nature, les PME peuvent exploiter différentes opportunités inaccessibles aux entreprises plus grandes ou étrangères.

Les contextes fragiles et difficiles constituent des défis redondants et parfois écrasants, ce qui rend impossible la mise en place de projets et signifie que les problèmes humains, sociaux, économiques et de sécurité ne seront pas traités et réglés. Dans ce contexte, un appel pressant a été lancé en faveur de solutions immédiates et efficaces pour aider le secteur privé dans des contextes instables et fragiles. Pour réussir, nous devons agir différemment et de manière innovante.

La SID se consacre à aider ses pays membres à sécuriser l'accès au financement, à remédier aux instabilités immédiates et à renforcer la résilience face aux défis à venir. Dans des situations instables, de telles mesures peuvent aider les pays membres fragiles à atteindre et à maintenir la stabilité nécessaire pour toute croissance économique.

Pour aller là où on nous convoite le plus et pour atteindre notre double objectif de développement du secteur privé et de la promotion de la finance islamique, nous nous appuyons sur des interventions de conseil et d'assistance technique. Tout au long de 2018, nous avons obtenu un certain nombre de mandats de conseil par le biais de notre programme d'Institutions financières islamiques (IFI). Ces mandats, à leur tour, promettent de renforcer les partenariats futurs et d'approfondir le secteur de la finance islamique dans notre démarche de soutien accord aux PME.

De plus, nous n'hésitons pas à engager nos propres ressources pendant les périodes de vulnérabilité auxquelles sont confrontés les pays membres. La SID, avec ses stratégies de conseil, aide les PME à gérer leurs entreprises dans des zones touchées par l'instabilité sociopolitique, le taux de chômage élevé, les conditions difficiles du marché et les catastrophes naturelles. En 2018, nous avons continué d'adapter notre programme de soutien à l'industrie et à l'environnement des affaires (IBES) afin de soutenir un plus grand nombre de bénéficiaires potentiels dans des environnements fragiles.

2.1. Développer les capacités institutionnelles pour soutenir les PME

Nous menons notre engagement de renforcer les capacités institutionnelles dans des environnements difficiles par le biais du Programme des institutions financières islamiques (IFI), qui offre des solutions de conseil pour :

- établir de nouvelles institutions financières islamiques
- convertir les institutions financières conventionnelles en institutions financières islamiques
- établir des unités commerciales offrant des produits et services conformes à la Chari'a (fenêtres islamiques) dans des institutions financières classiques
- développer des cadres réglementaires de la finance islamique.

Depuis ses débuts en 2012, le programme a permis à la SID de mettre en œuvre ses services au profit de 40 institutions financières dans 26 pays membres, dans diverses régions et dans des endroits difficiles à atteindre. Cette dynamique s'est poursuivie en 2018 avec la signature de quatre nouveaux mandats, y compris la conversion complète de Sohikbank, qui a été mise en place en tant que première banque islamique du Tadjikistan.

Nos interventions ont renforcé l'inclusion financière et la finance islamique dans une vaste étendue géographique et dans des zones très nécessiteuses. Le programme Fenêtre islamique de Coris Bank au Burkina Faso offre un exemple de réussite. Le programme a incité 6000 nouveaux clients à ouvrir des comptes. De telles réussites jouent un rôle déterminant dans la restructuration de l'environnement bancaire du pays. De plus, ces réussites pourraient encourager d'autres banques centrales et conglomérats bancaires à adopter le modèle bancaire islamique comme levier viable de développement économique.

ETUDE DE CAS

TADJIKISTAN

Conversion de la première banque islamique au Tadjikistan

Contexte

En 2018, Sohibkorbank a demandé à la SID de lui accorder des conseils techniques pour convertir la banque en banque islamique constituant la première banque islamique au Tadjikistan. Depuis, la SID a commencé à guider la banque dans son processus de conversion en abordant des problèmes tels que la gouvernance de la Chari'a, le développement de produits, le support juridique, les ressources humaines, les solutions informatiques, la comptabilité, la trésorerie, la gestion des risques et le support marketing et communication.

Résultats

La SID a démontré son engagement à promouvoir la finance islamique sur les marchés où les besoins sont immenses en facilitant la création de la Tawhid Bank, la nouvelle banque islamique. Dans un pays où une grande partie de la population ne profite pas de services bancaires, la banque Tawhid s'est engagée à accroître l'inclusion financière et mobiliser des capitaux pour le développement en introduisant de nouveaux modes de financement et en aidant la population sans services bancaires. Le succès de ce mandat témoigne de l'engagement solide des dirigeants de la banque, du soutien de la Banque nationale du Tadjikistan et du soutien fiable de la SID.



ETUDE DE CAS

INDONÉSIE

Convertir une fenêtre islamique en une banque islamique à part entière

Contexte

En 2018, la SID a ouvert la voie à la conversion de la banque PT Bank NTB, une banque conventionnelle dotée d'un guichet islamique en une banque islamique à part entière (PT Bank NTB Syariah) en Indonésie, qui compte la plus grande population musulmane au monde. L'assistance technique de la SID a porté sur les domaines suivants :

- structurer et développer de nouveaux produits bancaires islamiques
- élaborer un manuel complet de conformité à la chari'a
- énoncer les termes de référence du comité de la chari'a de la banque
- aider à la mise en place de solutions informatiques
- offrir des conseils sur la conception d'une nouvelle structure organisationnelle, de la mission et de la vision de la nouvelle banque islamique
- former le personnel de la banque en matière des opérations bancaires islamiques

Résultats :

La PT Bank NTB Syariah a commencé avec succès à proposer des opérations bancaires islamiques à part entière en septembre 2018. Cette banque devrait avoir un impact positif sur la vie des populations, en particulier à la suite des récents séismes dévastateurs dans sa région (Nusa Tenggara Barat). L'entrée de la banque PTB NTB Syariah est considérée comme une impulsion majeure pour les perspectives d'avenir du secteur bancaire islamique en Indonésie, et une étape importante dans la promotion de la finance islamique et la facilitation de l'accès au financement pour les PME dans les environnements difficiles.



ETUDE DE CAS

MALI, SÉNÉGAL, BÉNIN ET CÔTE D'IVOIRE

Lancement des quatre fenêtres islamiques au sein d'une banque régionale

Contexte

En mai 2017, à la suite de la signature du deuxième accord de collaboration stratégique, la SID a accepté de fournir des conseils techniques aux filiales internationales de Coris Bank pour le lancement de quatre guichets islamiques en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Bénin.

Résultats

En juin 2018, après une collaboration d'un an entre la SID et Coris Bank International pour lancer des opérations bancaires islamiques au sein du groupe, Coris Bank a lancé avec succès des guichets islamiques au Mali, au Sénégal, au Bénin et en Côte d'Ivoire. A travers ces fenêtres islamiques, Coris Bank propose à ses clients des produits et des services alternatifs conformes à la chari'a. Celles-ci devraient assurer l'inclusion financière et la prospérité économique de millions de personnes et d'un grand nombre d'entreprises du secteur privé qui ne sont pas financées en raison de l'absence d'instruments conformes à la chari'a.



ETUDE DE CAS

YÉMEN, NIGERIA ET MALI

Soutien au business féminin au Yémen, au Nigeria et au Mali

En 2018, le partenariat entre la BID et la SID a reçu une allocation de 32,2 millions USD de l'Initiative de financement pour l'entrepreneuriat féminin (We-Fi) dans le cadre du premier tour de candidature pour des projets au Mali, au Nigeria et au Yémen. Les projets visent principalement à aider les petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes, en offrant un soutien pour renforcer les capacités et la résilience, aider à la reprise des activités et faciliter l'intégration des entreprises dans les chaînes de valeur.

Le programme des femmes BRAVE est une tentative visant à soutenir les entreprises dirigées par des femmes et supprimer les obstacles à l'entrepreneuriat féminin dans certaines chaînes de valeur au Yémen, au Mali et au Nigeria, trois des pays les plus vulnérables d'Afrique et du Moyen-Orient. Le programme complètera les initiatives en cours dans ces pays. Ces initiatives mettent l'accent sur l'amélioration des compétences des femmes, la formation et l'accès au financement. L'objectif général est de stimuler l'esprit d'entreprise et la création d'emplois dans des environnements fragiles et déchirés par les conflits.



2.2. Soutenir les environnements des affaires dans des contextes fragiles et difficiles

Les chercheurs et praticiens en matière de développement s'accordent à penser que, pour stimuler l'entrepreneuriat, les dirigeants du secteur privé et leurs gouvernements doivent revitaliser les économies, renforcer la résilience, autonomiser les groupes marginalisés (femmes et jeunes) et améliorer le bien-être de la population. Grâce à nos solutions de conseil contextuelles, nous visons à identifier les défis critiques qui entravent la croissance des entreprises dans les zones géographiques les plus difficiles. Nous travaillons avec des partenaires publics et privés pour identifier et mettre en œuvre des solutions en mobilisant des partenariats stratégiques, des compétences et des ressources. Notre programme de conseil sur mesure « IBES » est essentiel à cet égard. Le programme s'articule autour de quatre thèmes :

- zones économiques spéciales – implication au niveau local
- environnement des affaires – implication au niveau national
- chaînes de valeur – implication au niveau sectoriel
- productivité et innovation des entreprises – implication au niveau de l'entreprise (PME)

En 2018, nous avons lancé deux nouveaux mandats :

- Programme BRAVE pour femmes axé sur la résilience des entreprises et l'aide aux entreprises à valeur ajoutée : ce programme encourage les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) détenues / dirigées par des femmes à accroître les opportunités de croissance des entreprises en facilitant les investissements directs et indirects. En outre, le programme facilite les subventions de contrepartie et offre un soutien pour le renforcement des capacités, le développement du marché et le coaching en affaires. Le programme vise à améliorer l'écosystème entrepreneurial et favoriser la création, la croissance et la résilience des entreprises.
- Développement de la filière agroalimentaire : Ce projet vise à sélectionner un ensemble d'opportunités hautement prioritaires en matière de chaîne de valeur présentant un potentiel d'exportation dans le secteur agroalimentaire au Suriname. L'étude a pour but de fournir des informations de base au gouvernement du Suriname, à la Banque islamique de développement (BID) et à d'autres partenaires du développement, et de les aider à mettre en place des interventions spécifiques offrant le plus grand potentiel de relance économique et sociale.

En 2018, la SID a mené ses travaux dans les zones les plus fragiles et les plus démunies de certains de nos pays membres, comme en témoigne la mise en œuvre et l'achèvement de six mandats :

- BRAVE au Yémen : renforcer la résilience du secteur privé en tant que moteur de la croissance durable pour faire face aux conséquences négatives des conflits en cours.
- Etude de faisabilité d'un terminal céréalier en Azerbaïdjan : évaluation économique de la mise en place d'un terminal céréalier à grande échelle dans le port d'Alyat (Bakou, Azerbaïdjan). La facilité est destinée à recevoir, manipuler et stocker les grains et à fournir les opérations logistiques nécessaires. Elle devrait augmenter la capacité de stockage nationale.
- Grappe de fruits au Tadjikistan : réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la création d'une grappe de traitement des fruits dans la province de Sughd au Tadjikistan.
- Djibouti Phase II : soutien à l'Agence nationale de promotion de l'investissement (NIPA) dans la conception et le pilotage d'un programme de zones industrielles de 219 hectares.
- Parc de la viande Halal au Kirghizistan : réalisation d'une étude de faisabilité relative à une opération destinée à rassembler divers éléments de la chaîne de valeur de la transformation de la viande : exploitations d'engraissement, services vétérinaires, abattage, nettoyage, transformation et conditionnement. L'étude vise à identifier les marchés, les adaptations requises de la chaîne de valeur, les stratégies d'entrée sur le marché et les financements nécessaires au développement du parc.
- Renforcement des capacités pour établir une autorité de zone franche en Mauritanie : mise en œuvre de la première phase de développement des capacités et de soutien institutionnel à l'autorité de la zone franche de Nouadhibou par le biais d'un programme de coopération technique dans lequel la zone économique spéciale d'Aqabah sert de modèle de référence.



ETUDE DE CAS

YÉMEN

BRAVE : Renforcer la résilience des PME en période de fragilité

Au cours de l'une des périodes les plus difficiles de l'histoire moderne au Yémen, la SID a pu poursuivre le soutien apporté aux PME depuis 2016 par le biais de «La résilience des affaires pour les entreprises qui ajoutent de la valeur» (BRAVE).

Le programme est conçu pour fournir une assistance en cas de crise due à un conflit, en combinant les principes de conception de la chaîne de valeur, les mécanismes d'appariement des subventions pour les MPME et les pratiques de crédit bancaire dans un cadre intégré.

En tant que tel, BRAVE s'est opposé aux interventions classiques qui tendent à dépendre d'une série d'événements très stricts (fin du conflit, négociations de paix et dialogue politique, [reconstruction] de l'infrastructure et assistance douce) pour aider les régions en période de conflit ou sortant d'un conflit. Bien que ces interventions prescrites soient également prometteuses, elles échouent souvent à répondre aux besoins immédiats qu'exigent les agents du secteur privé (et en particulier les PME) pour le maintien de leurs activités ou la réparation de biens d'équipement endommagés.

Les banques, jouant un rôle d'administrateur dans le déploiement des subventions, ont joué un rôle central dans le projet. A la suite de l'intervention, plusieurs banques ont accru leur niveau d'engagement auprès des bénéficiaires et des participants externes. Cela a permis d'améliorer la confiance, resserrer les liens et réduire le risque de certains profils de bénéficiaires.

Le programme a pu mettre à profit les réalisations antérieures en déployant 266 subventions de contrepartie aux PME (dont 14 entreprises chefs de file). Les résultats démontrent que le projet renforce la résilience du secteur privé face aux conséquences des conflits en cours.

En 2018, le programme BRAVE a réussi à tirer profit des résultats de 2017. Les PME et les entreprises chefs de file qui avaient suivi une formation et soumis des plans de continuité des activités l'année précédente, ont reçu des subventions. Les résultats peuvent être résumés comme suit :

- Les ventes ont augmenté pour 66% des entreprises.
- On estime que 72% des entreprises ont déclaré une augmentation de leurs bénéfices.
- Près des trois quarts des entreprises (74%) ont signalé une augmentation du nombre de clients.
- Parmi les entreprises chefs de file, 62% ont lancé un nouveau produit.
- La moitié des entreprises participantes ont établi de nouveaux canaux de marché qui ont attiré de nouveaux clients.
- Les entreprises participantes ont soutenu ou maintenu 15.272 emplois (dont 10.572 postes permanents) et créé 885 (571 postes permanents) de nouveaux emplois. Les établissements de santé ayant participé au programme ont pu traiter 742 patients supplémentaires par jour à Aden, Sana'a et Hadramaout.

De plus, le projet s'est étendu à une nouvelle phase destinée à approfondir et à renforcer les chaînes de valeur. A la suite des enseignements et des expériences clés du projet BRAVE initial, BRAVE a organisé des ateliers sur la chaîne de valeur pour informer les entreprises des concepts de l'entreprise principale et fournir des informations sur l'adoption des normes d'Action pour l'Entreprise pour obtenir un impact plus important. Après avoir suivi la formation et la planification continue, les entreprises principales ont largement collaboré avec des experts du projet et des conseillers d'affaires pour concevoir des plans d'affaires.

Le projet travaille actuellement avec 15 entreprises principales (identifiées lors de la première phase du projet) dans les villes de Sanaa, Aden et Mukalla. L'objectif est de se développer à l'échelle nationale en ajoutant 40 entreprises principales.

Dans sa deuxième phase, BRAVE cherche à protéger des chaînes de valeur vitales dans certains secteurs et à améliorer leurs performances. Chaque entreprise chef de file recevra une subvention de contrepartie pouvant aller jusqu'à 50.000 USD, dont une partie sera utilisée pour soutenir directement les autres participants de la chaîne. La nouvelle phase comprendra également 10 associations / coopératives, à sélectionner au niveau national en fonction de leur importance dans leurs chaînes de valeur respectives. Chaque association recevra une subvention de contrepartie pouvant atteindre 40.000 USD, dont une partie sera utilisée pour soutenir directement les autres participants à la chaîne.



ETUDE DE CAS

YÉMEN

Sauver des vies à travers à la résilience Centre Al-Salahi

L'histoire du centre Al-Salahi témoigne de la capacité des interventions de la SID à aider les entreprises à surmonter des défis extrêmes. Suite à la destruction de l'hôpital lors de l'invasion armée d'Aden, le personnel et les patients ont été évacués de l'hôpital. Les dommages ont été estimés à environ 300.000 USD. En conséquence, l'hôpital est resté longtemps inactif et n'a pas été en mesure d'offrir des soins au grand nombre de personnes gravement blessées à cause de la guerre.

En tant que participant au projet BRAVE, le directeur du centre a suivi un cours de continuité des affaires qui l'a aidé à élaborer un plan de redressement pour rétablir les services de santé. L'hôpital Al-Salahi a ensuite reçu la subvention.

Le projet BRAVE a initialement permis de réhabiliter la salle des urgences avec du matériel. Depuis lors, la société a investi plus de 200.000 USD pour réhabiliter un autre bâtiment sur un nouveau site et elle a acheté du matériel médical d'une valeur de 65.000 USD.



ETUDE DE CAS

YÉMEN

Mise à niveau des services de santé Le centre médical de la ville

Le centre médical de la ville d'Aden est considéré comme l'un des centres médicaux les plus importants de la région. De nombreux prestataires de soins et centres de santé dans le sud du Yémen ont recours à ce centre spécialisé dans les tests médicaux destinés aux patients.

Les coupures de courant à long terme et le manque de carburant survenus pendant la guerre ont largement entravé les performances du centre. Avec l'aide de BRAVE, la direction du centre a élaboré un plan de continuité des opérations pour estimer les besoins en expansion. Une fois le plan élaboré, le centre médical a été en mesure d'élargir ses services et d'ajouter de nouveaux dispositifs afin d'améliorer le diagnostic des patients.

Le centre médical a également adopté des technologies modernes pour communiquer avec les clients par le biais de services en ligne et de plates-formes de médias sociaux, ainsi que pour transmettre les résultats de tests par voie électronique. Ces services permettent aux clients de recevoir des résultats sans se rendre au centre, un voyage coûteux et dangereux en temps de conflit. L'expansion a coûté 140.000 USD, soit plus que le montant de la subvention.





ETUDE DE CAS

YÉMEN

Soutenir les chaînes de valeur pendant les périodes difficiles

L'usine alimentaire Mawada à Mukalla a ouvert ses portes pour purifier l'eau, puis s'est ensuite étendue à la production de yaourt. Cependant, les périodes de conflit dans la région ont entraîné de tels problèmes que le propriétaire était sur le point de fermer l'usine à un moment donné. Grâce à une formation à la résilience des affaires, la SID a aidé le propriétaire de l'usine à mieux comprendre comment planifier et atténuer les risques pendant le conflit. Avec l'aide du programme BRAVE, le propriétaire a préparé un plan de continuité des opérations, qui visait à ajouter deux nouveaux produits. L'analyse de la demande du marché a identifié la sauce piquante et le jus de citron comme deux marchés présentant la demande potentielle la plus élevée. En conséquence, la direction de la société a décidé de poursuivre ses activités et de s'élargir pour produire ces éléments supplémentaires. Bien que trouver des matières premières se soit révélé être un défi initial, le propriétaire a finalement décidé d'acheter des citrons à deux grandes exploitations et de passer un contrat avec une grande coopérative agricole régionale qui achète des poivrons rouges cultivés localement. L'expansion de Mawada a entraîné une augmentation des revenus des agriculteurs qui cultivent davantage de produits pour répondre à la demande de l'usine.


Six mois après avoir exploré ses options, l'usine a commencé à produire de la sauce piquante de haute qualité et du jus de citron de source locale pour le marché de Mukalla. L'usine de Mawada vise actuellement à accroître sa part de marché et à élargir sa couverture à d'autres villes yéménites.

Chapitre 3

Apprendre du passé et tirer parti des succès







Faire face aux défis les plus urgents du développement durable dans nos pays d'intervention requiert créativité et courage. Depuis sa création, la SID soutient le secteur privé dans ses pays membres à créer des emplois en fournissant des crédits, des investissements en actions et des solutions de conseil afin de favoriser une croissance rapide et durable. Notre parcours révèle des chapitres de réussites et d'échecs. Nos auto-évaluations nous aident à comprendre et à tirer des leçons de nos expériences afin d'identifier ce dont nous avons besoin de faire plus (et moins) pour accomplir notre mission.

Tirer des leçons des échecs est indispensable pour un avenir meilleur. Nous nous engageons fermement au sein de la SID à tirer les leçons de notre passé pour améliorer les perspectives d'avenir. Forts des nombreuses leçons tirées au cours des 19 dernières années, nous sommes plus confiants quant à nos perspectives et mieux qualifiés de tirer parti de nos atouts. En 2018, nous avons décidé d'effectuer des exercices d'auto-évaluation conçus pour identifier et mettre en évidence les domaines qui méritent une attention supplémentaire.

Depuis sa création, la SID s'est habituée à assumer des tâches difficiles, ce qui lui a permis de jouer un rôle de pionnier dans les environnements chargés et immatures. Nos investissements en actions, dans le secteur financier et celui des affaires, couvrent 22 pays. Nous savons que, quelles que soient les opportunités offertes par un projet, les leçons tirées nous aideront beaucoup dans notre objectif de diriger le secteur privé pour qu'il contribue davantage à la croissance et à la prospérité. En 2018, nous avons élargi nos contributions en actions dans des contextes qui ont démontré un impact et un potentiel extrêmement importants sur les marchés. Nous avons obtenu un impact significatif en améliorant les bases d'actifs et les structures de gouvernance pertinentes. En outre, en 2018, nous avons évalué de manière objective les raisons de la sous-performance de notre portefeuille de crédit et nous avons mis en place des mesures pour protéger les intérêts de la SID.

L'une de nos missions critiques consiste à approfondir les marchés des capitaux internationaux et locaux. Notre analyse et notre expérience soulignent que des marchés de capitaux locaux profonds et efficaces dans nos pays membres sont indispensables pour refléter la prospérité. Ces marchés protègent les économies locales contre toute une série de risques financiers pouvant provenir de diverses sources. Dans cet esprit, nos activités de syndication et de mobilisation de ressources ont généré toute une gamme de transactions et de structures conçues pour mobiliser des ressources et responsabiliser les marchés de capitaux locaux.

En 2018, nous avons continué de connecter des fonds souverains, des institutions financières, des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des fonds de dotation, des fondations, des family offices et des particuliers fortunés offrant des opportunités d'investissement sur les marchés émergents. A la fin de 2018, nous avions un actif sous gestion de 766 millions USD et nous avons réussi à mobiliser plus de deux fois le montant du capital engagé par la SID.

La SID a toujours été fière d'être le fer de lance dédié au secteur privé du groupe de la Banque islamique de développement. Nous considérons cette position comme notre plus grande et première force. En 2018, nous avons continué à exploiter notre rôle dans le développement du secteur privé dans le contexte du Groupe. THIQAH, le forum des affaires

du groupe de la BID, a continué à jouer le rôle de facilitateur et catalyseur au profit du secteur privé de nos pays membres. De même, en collaboration avec le groupe de la BID, la SID a participé de manière intensive à la formulation des stratégies de partenariats avec les pays membres (MCPS) du groupe.

En outre, la SID a noué de nombreux partenariats avec des développeurs mondiaux et régionaux. Ces partenaires renforceront la capacité de la SID à atteindre les objectifs d'augmentation de la prospérité partagée et durable entre ses pays membres.

3.1. Améliorer la qualité des actifs et la gestion du portefeuille

La gestion et le suivi du portefeuille constituent un élément clé de la volonté interne de la SID de renforcer sa culture de gestion des risques et d'améliorer la qualité des actifs en remédiant les projets médiocres et non performants. Nous nous efforçons de négocier et de mettre en œuvre des stratégies pour les projets de crédit non performants. En appliquant les meilleures pratiques mondiales et en exploitant une expertise de classe mondiale, nous nous efforçons de créer de la valeur et de redresser les investissements en actions.

Gestion de portefeuille de crédit

La gestion de notre portefeuille de crédit revêt une importance croissante compte tenu de la situation incertaine de l'économie mondiale. De nombreux pays dans lesquels opère la SID sont sujets à la fragilité, à l'instabilité, aux conflits. Ils dépendent également principalement des prix mondiaux des matières premières.

Dans ce contexte, la gestion de portefeuille chez la SID est difficile en raison de la dispersion de son portefeuille, car elle opère dans plusieurs régions et secteurs faisant face à des conditions de marché et des environnements réglementaires spécifiques. Néanmoins, la SID exerce activement une forte vigilance sur la qualité de son portefeuille d'actifs. Nous suivons une approche d'atténuation ou de minimisation dynamique des principaux risques et défis. Les caractéristiques de notre approche sont les suivantes :

- améliorer le cadre et les mécanismes d'évaluation pour devenir plus dynamique et réactive aux risques politiques et économiques.
- renforcement du cadre juridique
- S'assurer que les implications en termes de coûts et de temps sont bien comprises
- veiller à ce que la valeur des actifs soit maintenue dans des contextes instables et fragiles
- effectuer des analyses approfondies du capital humain pour s'assurer que les ressources appropriées sont en place pour tous les projets

Gestion des investissements en actions

Depuis notre conception, nous avons fait de la prise en charge de tâches difficiles une devise de notre travail. En conséquence, nous avons acquis une réputation bien méritée en tant que pionnier disposé à s'investir dans des environnements difficiles et sous-développés. Nos investissements en actions, dans le secteur financier et celui des affaires couvrent 22 pays. Les leçons que nous avons apprises nous aident beaucoup à orienter le secteur privé pour qu'il contribue davantage à la croissance et à la prospérité. Les principaux objectifs actuels qui orientent notre stratégie d'investissement en actions se résument en trois volets :

- créer et exécuter des sorties optimales pour nos investissements en identifiant des options de sortie claires et viables et en établissant des stratégies de sortie prédéterminées pour les investissements potentiels
- accroître la valeur des entreprises bénéficiaires en gérant de manière proactive l'investissement et en fournissant le soutien et l'assistance stratégique.
- soutenir le développement économique de nos pays membres par le biais de prises de participation dans des entreprises et des projets à différents stades de leur cycle de vie (nouveaux projets, projets existants)

En 2018, la SID a décidé de concentrer ses efforts sur une collaboration étroite avec nos sociétés bénéficiaires et de proposer des solutions à leurs problèmes. La réhabilitation et la structure des investissements en actions existants ont nécessité des efforts concentrés et des ressources dévouées pour un suivi étroit et un soutien aux équipes de gestion proportionnelle. Nous avons complété le suivi régulier par les gestionnaires de portefeuille par des visites plus fréquentes dans les sociétés émettrices, des délocalisations temporaires dans certains lieux d'investissement et une participation à des activités extraordinaires liées à la réhabilitation. Les principales activités en 2018 ont également été les suivantes : mise en place de structures de gestion, dotation de postes, examen des plans d'activités et élaboration d'organigrammes et de systèmes reposant sur les meilleures pratiques opérationnelles.

ETUDE DE CAS

SECTEUR BANCAIRE Promouvoir la finance islamique

La SID possède un portefeuille d'actions bancaires composé des 13 investissements suivants : Zaman Bank (Kazakhstan), Banque islamique des Maldives (Maldives), Al-Baraka Pakistan (Pakistan), la banque Islamique Saba (Yémen), Wifak International Bank (Tunisie), Al Akhdar Bank (Maroc), Byblos Bank Africa (Soudan), Ibdar Bank (Bahreïn) et Tamweel Africa Holding (Sénégal) – une société de portefeuille bancaire ayant des investissements dans quatre banques islamiques en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Niger, Guinée et Mauritanie). En outre, la SID a investi dans Amana Bank (Sri Lanka) par l'intermédiaire de son fonds (Islamic Bank Growth Fund). Ces institutions continuent de jouer un rôle essentiel pour stimuler le développement socio-économique dans certains de ces marchés difficiles et nécessitent.

Les dernières années ont été difficiles pour certaines parties de notre portefeuille d'actions, qui ont été touchées par l'instabilité politique, la chute des prix des matières premières et la volatilité des marchés financiers, entre autres facteurs. Ces défis nous ont incités à saisir l'occasion pour procéder à des examens approfondis de notre portefeuille bancaire existant. En dépit de ce climat international difficile, la stratégie de canaux de la SID qui consiste à accorder nos ressources financières aux PME par l'intermédiaire de nos partenaires a continué de porter ses fruits : 2018 a été marqué par le premier versement de dividendes de Maldives Islamic Bank (Maldives), IBDAR Bank (Bahreïn) et Amanah Bank (Sri Lanka) . En outre, la SID a franchi des étapes importantes, notamment :

- l'augmentation continue du capital de la banque Al-Akhdar après le lancement réussi de ses opérations
- le processus préliminaire «d'introduction en bourse» en cours pour la banque islamique des Maldives
- les efforts de restructuration entrepris par le Holding Tamweel Africa pour résoudre les principaux problèmes en suspens, aligner son cadre de gouvernance avec les nouvelles réglementations locales et assurer la viabilité financière.

Le Club mondial des banques de développement (IDFC)

Le Club mondial des banques de développement (IDFC), créé en 2011, est un réseau de 24 principales IFD et IIF du monde entier, dont 20 sont basées dans des pays en voie de développement. La SID est membre de l'IDFC depuis 2015 et le PDG de la SID est membre du comité de pilotage du club. Travaillant ensemble pour la mise en œuvre des programmes des ODD et de l'Accord de Paris sur le climat, les membres de l'IDFC unissent leurs forces en tant que plate-forme pour promouvoir et exploiter les investissements visant le développement durable dans le monde entier. Selon le récent rapport 2018 sur la cartographie de la finance verte de l'IDFC, les membres du club se sont engagés à verser 220 milliards de dollars américains en finance verte en 2017, soit une augmentation constante de 27% par rapport à 2016. Le siège du secrétariat de l'IDFC est situé à Paris, dans le même bâtiment que l'Agence française de développement (AFD).

Groupes de travail avec les BMD

En 2018, la SID a participé activement à deux groupes de travail des banques multilatérales de développement sur le financement mixte et la mobilisation des ressources du secteur privé. La SID a aussi représenté le groupe de la Banque islamique de développement dans le groupe des banques de développement, notamment la SFI, la Banque européenne d'investissement, la BERD, la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement. Le groupe de travail des banques multilatérales de développement sur le financement mixte a préparé un rapport phare sur le financement mixte de projets du secteur privé, qui comprenait un ensemble de projets et d'études de cas de la SID. De même, pour le groupe de travail des BMD sur la mobilisation des ressources du secteur privé et en étroite collaboration avec d'autres entités du groupe de la Banque (la BID, la SIFC, la SIACE et le FISD), la SID a présenté une série de rapports sur les activités de mobilisation de ressources du secteur privé de la Banque, y compris des études de cas sélectionnées des opérations du groupe.



3.2. Exploiter les ressources du groupe de la BID et ses partenaires mondiaux

Nous avons toujours été fiers d'être la branche dédiée au secteur privé du groupe de la Banque islamique de Développement et nous considérons qu'il s'agit de notre identité fondamentale et de la principale source de notre force. La mobilisation des ressources financières internes et externes et de l'expertise est au cœur de notre modèle d'affaires. Ces partenariats constituent le fondement d'une collaboration et d'une assistance à long terme dans nos pays membres. En collaborant avec les entités du groupe de la BID et les acteurs externes du développement, nous tirons parti de notre riche mélange d'instruments d'investissement, de conseil et de gestion d'actifs, de gouvernance solide et du capital humain solide. Ce sont les piliers de notre force d'affaires.

Forum des affaires du groupe de la Banque islamique de développement (THIQAH)

Le Forum des affaires du groupe de la BID (THIQAH) a été créé en tant que plate-forme unique et innovante pour un dialogue, une coopération et des partenariats efficaces entre des chefs d'entreprises déterminés à s'associer à des opportunités d'investissement prometteuses. Par le biais de la THIQAH, le Groupe de la Banque islamique de développement cherche à renforcer l'efficacité et le succès des partenariats noués entre le Groupe, les chefs d'entreprises et les établissements de nos pays membres.

En 2018, la SID a organisé, en collaboration avec THIQAH, 10 événements internationaux et régionaux et a mis en place 15 sites Web de conférences et médiathèques. En outre, THIQAH a organisé 23 réunions d'affaires (B2B) et événements dans son siège avec la participation de plus de 750 visiteurs associés à la SID en 2018. En outre, THIQAH a identifié avec succès 1.500 opportunités d'investissement et d'opportunités commerciales attrayantes dans les pays membres. Par le biais de THIQAH, la SID et le groupe de la BID mettent à jour et améliorent leurs listes de diffusion et leurs bases de données intégrées, qui regroupent désormais plus de 50.000 représentants d'entreprises, investisseurs et partenaires de haut niveau dans le monde entier.

La stratégie de partenariat avec les pays membres (MCPS)

La Stratégie de partenariat avec les pays membres (MCPS) a été lancée en 2010 par la BID en tant qu'instrument permettant de s'engager dans la stratégie d'aide au développement à moyen terme du groupe de la Banque et de la formuler pour les pays membres. Il s'agit également d'un processus visant à renforcer le dialogue avec les principales parties prenantes des pays membres et d'autres partenaires de développement. En 2018, la SID a contribué à l'élaboration de stratégies de partenariat pour quatre pays membres : la Tunisie, le Maroc, la Turquie et le Gabon.

Protocoles d'accord

A la SID, nous nous engageons à travailler en partenariat avec d'autres institutions mondiales, régionales et locales afin de promouvoir durablement la prospérité partagée entre nos pays membres. En 2018, nous avons de nouveau démontré notre engagement à fournir une assistance à long terme en établissant des bases solides pour de nouveaux partenariats. Nous avons signé plusieurs protocoles d'accord pour favoriser de nouveaux développements dans différents domaines de notre mandat, notamment le renforcement du secteur de la finance islamique, le renforcement des capacités et la collaboration au-delà de nos pays membres.

Protocole d'accord avec SBERBANK de Russie (SBR) Moscou : Aider les clients de SBR à accéder aux produits de la finance islamique chaque mardi à Moscou.

Protocoles d'accord avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), la Banque Wifak, Zitouna Tamkeen, le Fonds Intilaq, la Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises (BFPME) et United Gulf Financial Services (UGFS) : Aider le secteur privé tunisien de différentes manières, notamment en fournissant des plateformes de financement participatif, de crowdsourcing et d'innovation, et en offrant des services de partenariat public-privé aux PME et de la gestion d'événements.

Accord bilatéral avec Sumitomo Mitsui Banking Corporation Europe Limited, une filiale de Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC) : Travailler pour le développement des capacités financières islamiques de ses institutions financières bien établies.

Protocoles d'accord conclus avec Asia Alliance Bank, Hamkorbank, Kapitalbank, Turonbank et la Banque industrielle et de construction ouzbèke : Etudier la possibilité de financer des entreprises du secteur privé en Ouzbékistan dans le cadre d'une ligne de financement conforme à la Chari'a.

Protocole d'accord avec I-FinTech Solutions (IFTS) en Tunisie : Collaborer pour développement de solutions FinTech et à la mise en œuvre de ces technologies dans les banques islamiques du monde entier.



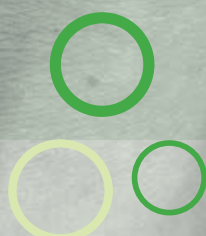
TRANSACTIONS SYNDIQUÉES EN 2018

CONTRIBUTION DE
25
MILLIONS USD
POUR WARBA
BANK K.S.C.P.

Activités de syndication et de financement

Nos équipes de syndication et de mobilisation de ressources ont travaillé sur une série de transactions et de structures pour catalyser, mobiliser et canaliser efficacement les financements externes vers le secteur privé de nos pays membres.

La SID a contribué à hauteur de 25 millions USD en tant qu'arrangeur principal du financement Mourabaha syndiqué de 400 millions USD sur trois ans pour Warba Bank. Warba Bank, la banque à la croissance la plus rapide dans la région MENA, a été créée en 2010 dans l'Etat du Koweït et a été officiellement enregistrée en tant que banque islamique par la Banque centrale du Koweït. Warba Bank entend devenir un champion en matière d'investissement bancaire et d'entreprises grâce à des affaires bancaires de détail innovantes et numérisées, conformes aux principes de la chari'a islamique.



CONTRIBUTION DE
20
MILLIONS D'EUROS
À VAKIF KATILIM
BANKASI A.S

La SID a contribué à hauteur de 20 millions d'euros en tant qu'arrangeur principal mandaté dans le cadre d'un mécanisme de financement Mourabaha syndiqué à double devise de 145 millions USD et de 82 millions d'euros, dirigé par Bank ABC pour Vakif Katilim Bankasi A.S. La Vakif Katilim Bankasi A.S, créée en 2015 en Turquie, a connu une expansion continue avec plus de 720 employés, 63 succursales dans 31 villes et des canaux de distribution alternatifs. La Banque sert les MPME du secteur réel, avec un plan de croissance en maintenant ses investissements dans la technologie et le réseau de succursales pour élargir sa clientèle.

CONTRIBUTION DE
20
MILLIONS USD
POUR LE MINISTÈRE
DES FINANCES DU
PAKISTAN

La SID a contribué à hauteur de 20 millions USD au gouvernement du Pakistan en tant qu'arrangeur principal d'un financement de 200 millions USD d'un produit de syndication de la Mourabaha en marchandises. Le but de la facilité était de faire face à diverses dépenses publiques du gouvernement.

CONTRIBUTION DE
15
MILLIONS USD
POUR UNITED
ARAB BANK

La SID a contribué à hauteur de 15 millions USD en tant qu'arrangeur principal d'un financement à terme syndiqué d'une durée de deux ans de 185 millions USD en faveur de la United Arab Bank, société créée en 1975 dans l'Émirat de Sharjah, aux Émirats arabes unis. Avec 14 succursales, la banque s'est établie comme un fournisseur de solutions de premier plan pour une base commerciale et industrielle en expansion dans tout le pays.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT EN 2018

Pour répondre aux besoins opérationnels et aux besoins de liquidités, la SID a réussi, en 2018, à mobiliser environ 340 millions USD de financement, principalement par le biais de facilités bilatérales.

En 2018, la SID a également achevé avec succès la mise à jour du programme d'émission de certificats de trust, mis en place en décembre 2015. Ce programme est une plateforme d'émission de titres de créance rentables qui sera utilisée pour les émissions de Sukuk tant publiques que privées en 2019. Les émissions publiques individuelles de Sukuk sont cotées à la bourse de Londres et au NASDAQ de Dubaï.

Autonomiser les PME par le biais des marchés de capitaux locaux

Des marchés de capitaux locaux robustes sont essentiels pour un secteur privé durable et dynamique. Ces marchés aident les entreprises à obtenir les financements dont ils ont besoin, favorisent la création d'emplois et accélèrent la croissance économique. Plus important encore, ces marchés peuvent protéger les économies contre l'instabilité et les fluctuations des marchés financiers internationaux.

En 2019, la SID a l'intention d'explorer et de travailler dans diverses juridictions pour émettre des Sukuks en monnaie locale afin de soutenir la croissance et le développement économique de ses pays membres.

Gestion d'actifs pour soutenir le secteur privé

Nos activités visent à connecter des fonds souverains, des institutions financières, des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des fonds de dotation, des fondations, des family offices et des particuliers fortunés offrant des opportunités d'investissement dans les marchés émergents. A la fin de 2018, la SID avait un actif sous gestion de 766 millions USD et avait mobilisé plus du double du capital engagé par la SID. Au cours de l'année, nos activités de gestion d'actifs ont réalisé des approbations de 333,5 millions USD et des décaissements de 343,4 millions USD répartis dans divers secteurs et régions.



ETUDE DE CAS**TUNISIE****PME tunisiennes : Mise en valeur des écosystèmes, structuration intégrée et meilleures pratiques de développement****Contexte et objectifs**

Au quatrième trimestre de 2012, United Gulf Financial Services (UGFS), en partenariat avec la SID, a lancé Theemar, le premier fonds de fonds propres islamiques en Tunisie destiné aux PME. Le fonds vise à aider les PME tunisiennes à améliorer leur compétitivité, faciliter leur accès aux marchés locaux et internationaux, assurer leur croissance et favoriser l'acquisition de capital humain. La SID est intervenue en 2018 pour permettre des synergies entre Al-Wifaq Bank (en Tunisie), United Gulf Financial Services (UGFS – Gestionnaire de fonds Theemar), Baraka Bank Leasing (BEST) et le Fonds Theemar en créant un conseil et des plates-formes communes d'engagement. Grâce au cadre de synergie, les sociétés détenues peuvent obtenir des capitaux directement auprès d'Al-Wifaq et de BEST. Des initiatives d'équilibrage appropriées et des ratios d'effet de levier ciblés pour les PME ont également été mis en place.

Résultats

Depuis sa création, Theemar a eu un impact considérable sur le développement, générant plus de 1.100 emplois en Tunisie. Le fonds sert de success story pour la valeur du financement direct par actions et pour le soutien de la SID en fournissant un accès au financement pour les PME par l'intermédiaire de sociétés bénéficiaires.

Le cas de CityCars est l'un des points forts du portefeuille Theemar. La société, établie en Tunisie depuis décembre 2009, est le distributeur officiel du marché des véhicules et des pièces détachées neufs de la marque coréenne de KIA MOTORS. Grâce à l'expansion rapide de son réseau de 13 agences et à sa gestion par le biais de la SID et du Fonds Theemar, la société a réalisé une croissance rentable. CityCars a réalisé 80% de ses sorties à travers l'introduction en bourse en 2018 et, à ce jour, a généré un taux de rendement initial de 16% pour le fonds.

ETUDE DE CAS**DJIBOUTI****Financement de l'énergie****Contexte**

Le pétrole brut et les produits pétroliers raffinés comptent parmi les produits les plus échangés dans nos pays membres. Par le biais du Trade Premium Fund, nous avons conclu avec le gouvernement djiboutien une facilité de financement Mourabaha d'un montant de 5 millions USD destinée aux importations de pétrole afin de répondre à ses besoins énergétiques.

Résultats

Les transactions offrent des rendements supérieurs à ceux du marché via des facilités de financement renouvelables. Les principales caractéristiques de l'arrangement sont comme suit :

- L'accord à faible risque a été signé directement par le Ministère de l'économie et des finances et repose sur une garantie souveraine du gouvernement de Djibouti.
- L'accord établit une période de financement de 1 à 3 mois, d'une durée maximale de 12 mois.
- La Banque centrale de Djibouti a fourni une garantie de rapatriement des devises.
- L'affaire améliore et facilite le commerce intra-OCI.
- Cet arrangement répond aux besoins économiques et énergétiques de la population croissante de Djibouti.





Organisation et gouvernance

Les opérations de la SID sont examinées et approuvées par des personnalités expérimentées qui apportent leur expertise au profit du développement de nos pays membres.

Chaque décision prise par la SID s'appuie sur une riche expérience. Notre président et les membres de notre assemblée générale, notre conseil d'administration et d'autres conseils et comités sont tous fiers de représenter de manière juste et fidèle nos pays et institutions membres.

Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est l'autorité suprême de la SID qui représente ses membres (pays et institutions). Ses principales fonctions consistent à définir les politiques régissant le travail et la supervision générale de la SID.

Au début de la réunion inaugurale, l'Assemblée générale élit un représentant d'un pays membre pour agir en qualité de Président et un représentant d'un autre pays membre pour agir en qualité de Vice-président jusqu'à la fin de la première réunion annuelle de l'Assemblée générale.

A la fin de chaque réunion annuelle, l'Assemblée générale élit un représentant d'un pays membre pour agir en qualité de Président et un représentant d'un autre pays membre pour agir en qualité de Vice-président jusqu'à la fin de la prochaine réunion annuelle de l'Assemblée générale.

Chaque membre de l'Assemblée Générale dispose d'une voix pour chaque action souscrite et payée, et toutes les questions sont décidées à la majorité des voix exprimées à chaque réunion.

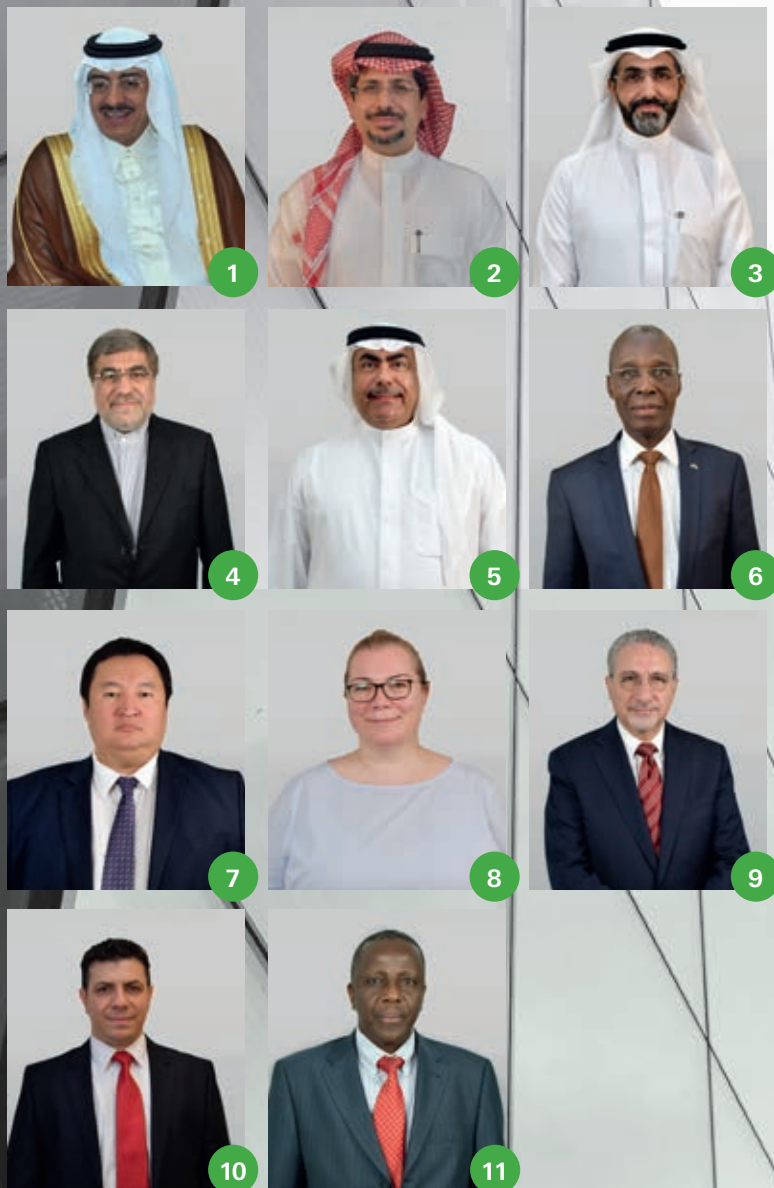
Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est principalement responsable de l'adoption des politiques, de la stratégie opérationnelle, du budget et de la conduite générale des opérations de la SID dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par l'Assemblée générale. Le Conseil est composé de 10 membres et il est présidé par le Président du Groupe de la BID. Parmi les autres membres figurent le Directeur général de la SID ainsi que les représentants de la BID, des groupes des pays membres d'Afrique, d'Asie, de pays arabes d'Asie, des institutions financières publiques et un membre permanent d'Arabie saoudite (représentant le pays avec le plus d'actions après la BID).

Conformément aux Statuts, le Conseil d'administration se réunit lorsque les affaires de la société l'exigent et la majorité des membres du Conseil constitue le quorum pour toute réunion, à condition que cette majorité représente au moins les deux tiers du nombre total des voix des membres. Une réunion extraordinaire peut également être convoquée à tout moment par le Président ou à la demande de trois membres du Conseil.

Les membres du Conseil d'Administration nommés par la BID ont le même nombre de voix que la BID, et chaque membre du Conseil d'Administration a le droit d'exprimer le nombre des voix dont disposent les membres de la société dans le vote aboutissant à son élection.

Le Conseil d'administration est autorisé à exercer tous les pouvoirs de la société, à l'exception des pouvoirs réservés à l'Assemblée générale, mais aussi à définir les conditions et procédures selon lesquelles le Président du Conseil peut présenter divers types de questions dans le cadre d'une procédure accélérée.



Conseil d'administration*

1. Dr. Bandar Mohammed H. Hajjar
(Président du conseil d'administration)
2. M. Ayman Amin M. Sejiny
(Président directeur général)
3. Dr. Fahad M. Al-Turki (Représentant
le Royaume d'Arabie Saoudite)
4. M. Ali Jannati (Représentant du groupe
des institutions financières publiques)
5. M. Nabil S. Al-Abdul Jalil
(Représentant le groupe arabe)
6. M. Justin Damo BARO
(Représentant du groupe de l'Afrique)
7. M. Ulan Aiylichiev
(Représentant du groupe de l'Asie)
8. Mme Zeina Toukan
(Représentant de la BID)
9. Dr. Rami M. S. Ahmad
(Représentant de la BID)
10. Dr. Abdalnasr Mohamed Omar
Abouzkeh (Représentant de la BID)
11. M. Fredrick Twesime Tabura
(Représentant de la BID)

* au 31 décembre 2018

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres, les membres de son Comité exécutif (CE) qui est l'organe de prise de décision rapide. Il a le pouvoir d'approuver toutes les opérations de financement et d'investissement ainsi que tous les autres pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil. Le CE est composé de six membres au maximum, dont les trois sièges sont attribués en permanence au Président du Conseil, au PDG et au représentant de l'Arabie saoudite, respectivement. Les membres du CE siègent par rotation annuelle, ce qui permet à tous les membres du Conseil d'administration de siéger au Comité.

Président Directeur Général

Le PDG, qui est également l'Administrateur général, sous la supervision générale du Président du Conseil d'Administration, dirige les activités quotidiennes de la SID. Le PDG est également responsable de la nomination des cadres et du personnel de la Société. Sur autorisation du Conseil d'administration, le PDG approuve le financement et les investissements de la SID.

Nomination du Président directeur général

Suite à la démission de M. Khaled Mohammed Al-Aboodi en tant que PDG de la SID, le conseil d'administration a élu M. Ayman Amin Sejiny en tant que PDG de la SID pour un mandat de trois ans à compter du 1 octobre 2018.

Comité de la Chari'a

En 1433H, le Comité de la Chari'a de la SID a été intégré dans celui de la BID, constituant ainsi le Comité de la Chari'a du Groupe de la BID. Il est chargé de conseiller le Groupe de la BID sur la conformité de ses produits et transactions à la Chari'a. Le Comité est composé des éminents membres ci-après :

Comité d'Audit

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres, les membres d'un Comité d'Audit chargé de superviser les aspects financiers et de contrôle interne de la SID, ainsi que le respect de son mandat et de faire rapport de ses conclusions au Conseil d'administration.

Membres du Comité Exécutif*

1. Dr. Bandar M. H. Hajjar (Président du conseil d'administration)
2. M. Ayman Amin M. Sejiny (Président directeur général)
3. Dr. Fahad M. Al-Turki
4. Dr. Rami M. S. Ahmad
5. M. Ulan Aiylichiev
6. M. Justin Damo BARO

Comité de la Chari'a du Groupe de la BID*

1. Dr. Hussein Hamed Sayed Hassan (Président)
2. Dr. Abdulsattar Abughuddah (Vice-président)
3. Shaikh Abdulla Bin Sulaiman Al Manea
4. Shaikh Muhammad Taqi Usmani
5. Shaikh Mohammad Ali Taskhiri
6. Dr. Mohamed Raougui
7. Dr. Muhammad Syafii Antonio

Comité d'Audit*

1. Dr. Fahad M. Al-Turki (Président)
2. M. Nabil S. Al-Abdul Jalil
3. M. Fredrick Twesiime Tabura
4. Membre expert indépendant

* au 31 décembre 2018



NOTRE EFFECTIF



Les employés de la SID représentent un large éventail de pays et de milieux culturels. Nous sélectionnons minutieusement des employés passionnés par le développement et la réalisation d'un impact positif.

En 2018, l'effectif de la SID se composait de 215 employés, dont 194 basés au siège de la SID à Djeddah, tandis que les autres travaillent dans nos bureaux régionaux et portail pays. En 2018, la SID a recruté 15 nouveaux membres du personnel représentant 11 nationalités différentes afin de diversifier et améliorer davantage la représentation de nos pays membres au sein de notre équipe.



Apprentissage et développement

Le développement de carrière constitue une partie intégrante de notre approche du développement personnel et de l'avancement professionnel des employés. Au sein de la SID, nous essayons de développer notre personnel à travers un large éventail de méthodes pour assurer une efficacité maximale. Nous avons adopté des cours en ligne pour compléter la formation en classes traditionnelles. A l'heure actuelle, près de 10% de notre personnel professionnel dans différentes divisions a bénéficié de programmes de certification technique en ligne.

Nous comprenons que notre rôle dans la promotion du développement de carrière ne devrait pas se limiter à la formation. Nous nous efforçons donc d'aider le personnel à explorer les intérêts de carrière en fonction des besoins de la société et des compétences de personnel. Conformément à ces efforts continus visant à développer les capacités du personnel et à promouvoir l'efficacité interne, nous avons lancé le programme d'utilisation du personnel en 2018. Grâce à ce programme, environ 5% des membres du personnel professionnel ont été mutés ou transférés dans d'autres départements afin de mieux répondre aux besoins de la SID dans un environnement dynamique.

Enrichir le secteur financier islamique

En 2018, la SID a continué à enrichir l'industrie de la finance islamique grâce au programme MIRAS. Ce programme de deux ans est conçu pour fournir une expérience en matière de la finance islamique à travers des affectations par rotation sur le terrain, de formations en classe, ainsi que de séances de coaching et de mentorat. Les participants reçoivent une maîtrise en finance islamique de l'IE Business School après l'achèvement réussi du programme. Depuis son lancement, le programme a formé plus de 50 professionnels talentueux.

En décembre 2018, la SID a célébré la fin du cycle de sa sixième cohorte de 10 associés. Nous pensons que ces candidats sont maintenant bien qualifiés pour devenir des ambassadeurs de l'industrie de la finance islamique dans le monde entier.





Opportunités pour la prochaine génération de professionnels potentiels

Le programme de stages de la SID offre aux candidats débutants et aux étudiants universitaires la possibilité de développer leurs compétences au sein d'un environnement professionnel et de répondre aux exigences académiques. Nous pensons que ce programme est bénéfique dans les deux sens : notre personnel professionnel reçoit une formation pour superviser les stagiaires et pour répondre aux exigences des plans d'apprentissage des stagiaires. Parallèlement, les stagiaires reçoivent un feedback objectif et un coaching continu de la part des superviseurs. Les avis des stagiaires sur l'expérience sont positifs.

MODERNISER NOS CAPACITÉS INTERNES

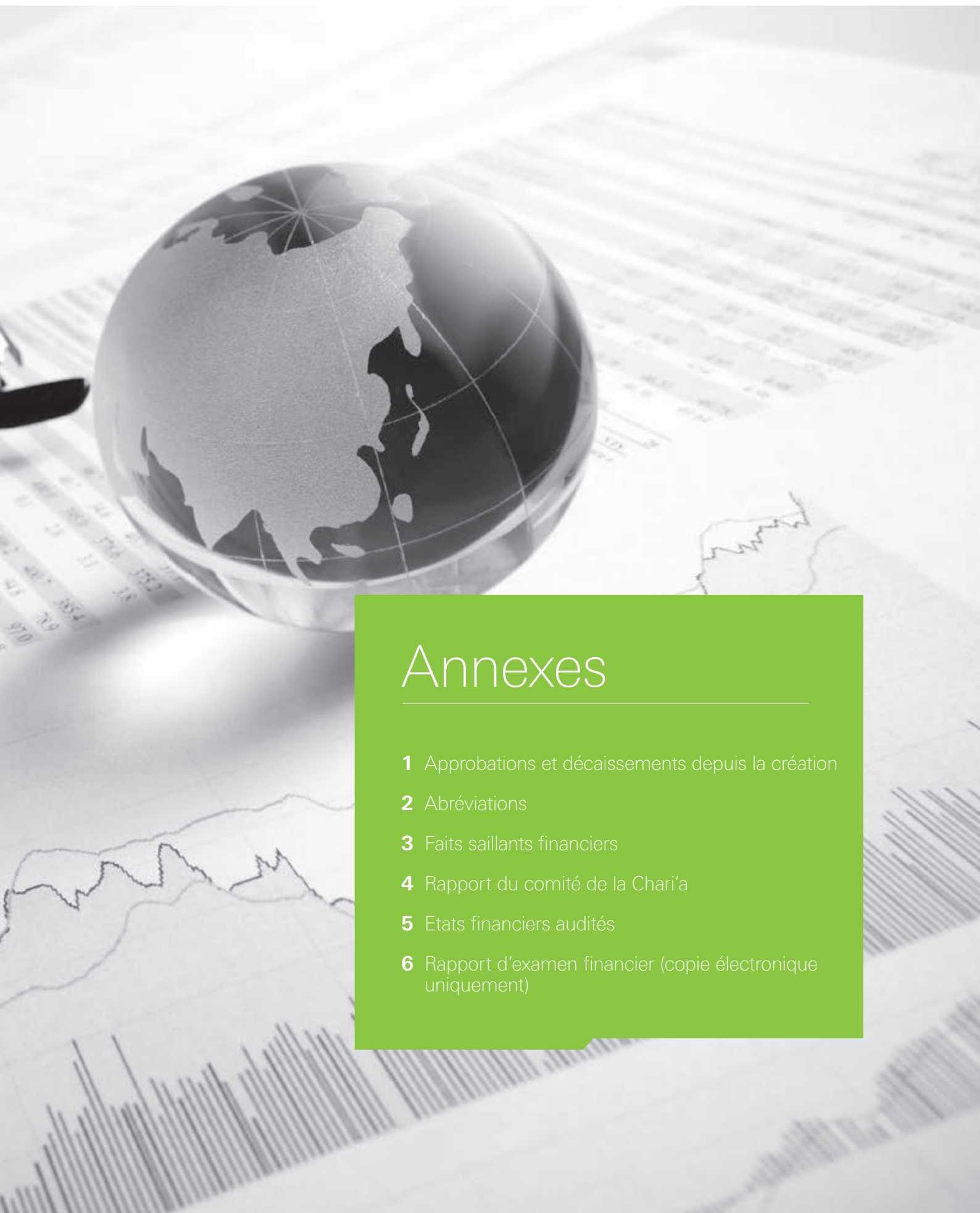
La SID s'efforce de fonder les décisions de gestion sur des informations fiables. Pour un processus de prise de décision mieux informé, l'une des principales priorités de la SID en 2018 était l'utilisation croissante de l'analyse des personnes, un outil conçu pour aider les gestionnaires à prendre des décisions concernant les employés et les effectifs. Notre personnel des ressources humaines et nos professionnels de l'informatique ont développé un nouveau système interne avec des tableaux de bord modernes et de nouvelles métriques pour capter plus d'informations et avoir un impact positif sur la prise de décision future.

RENFORCEMENT DE NOTRE CULTURE

L'amélioration de la culture de notre organisation est au cœur du succès et de la croissance de la SID et nous pensons que le moyen le plus rapide de réussir en affaires consiste à investir dans notre équipe et à promouvoir une culture de travail positive.

La culture en milieu de travail a fait l'objet d'une attention particulière en 2018. A cet effet, pour créer et promouvoir une culture d'engagement et de responsabilité, la SID a constitué des groupes de travail composés de professionnels de différents départements et de différents niveaux d'emploi. L'initiative Flambeau « Torch » a contribué à créer une culture positive parmi les individus sur le lieu de travail. Une série de sessions et d'activités a rassemblé des personnes de tous les niveaux. En outre, nous avons continué à modifier nos politiques internes, adopter de nouvelles pratiques pour responsabiliser notre personnel féminin sur le lieu de travail et réduire l'écart entre les sexes.





Annexes

- 1 Approbations et décaissements depuis la création
- 2 Abréviations
- 3 Faits saillants financiers
- 4 Rapport du comité de la Chari'a
- 5 Etats financiers audités
- 6 Rapport d'examen financier (copie électronique uniquement)

ANNEXE 1. APPROBATIONS ET DÉCAISSEMENTS DEPUIS LA CRÉATION

Pays	Approbations (Million USD)	Décaissements (Million USD)
Albanie	4,3	3,3
Algérie	33,0	-
Azerbaïdjan	143,8	102,9
Bahreïn	83,8	18,2
Bangladesh	323,4	230,9
Bénin	13,2	-
Brunei	3,7	-
Burkina Faso	43,9	18,8
Cameroun	45,0	17,1
Tchad	28,2	5,5
Côte d'Ivoire	147,4	-
Djibouti	4,0	4,0
Egypte	261,5	168,9
Gabon	46,7	-
Gambie	27,4	6,2
Guinée	2,8	2,8
Indonésie	170,8	60,8
Iran	164,9	36,3
Iraq	25,0	-
Jordanie	109,1	37,1
Kazakhstan	242,8	34,0
Koweït	14,1	14,1
Kirghizistan	49,9	22,1
Liban	7,0	-
Libye	76,0	10,0
Malaisie	109,7	75,5
Maldives	33,4	31,4
Mali	80,8	55,6
Mauritanie	79,0	57,7
Maroc	8,2	4,7
Mozambique	40,0	20,1
Niger	21,4	13,2
Nigeria	342,6	130,4
Pakistan	224,9	66,8
Palestine	7,0	4,0
Qatar	46,2	-
Arabie Saoudite	596,0	360,1
Sénégal	158,4	64,5
Sierra Leone	6,0	6,0
Soudan	79,6	52,8
Suriname	2,0	-
Syrie	152,5	56,3
Tadjikistan	54,5	42,4
Tunisie	47,8	44,7
Turquie	555,9	249,6
Turkménistan	2,5	-
Emirats unis arabes	93,9	50,9
Ouganda	50,0	-
Ouzbékistan	368,9	290,6
Yémen	177,3	99,7
Régional	975,8	618,7
Total	6.386	3.189



CA	Conseil d'administration
CE	Comité Exécutif
EEAC	Europe de l'Est et Asie centrale
IF	Institution Financière
GLOF	Ligne globale de financement
IBES	Appui à l'environnement des Affaires et de l'Industrie
SID	Société islamique pour le Développement du Secteur privé
BID	Banque Islamique de Développement
IFI	Institutions financières islamiques
ITFC	Société islamique de financement du commerce
LOF	Ligne de financement
PM	Pays membres
BMD	Banques Multilatérales de Développement
FMM	Fonds du Marché Monétaire
PA	Protocole d'accord
IFNB	Institutions financières non bancaires
ZES	Zones Economiques Spéciales
ZIS	Zones Industrielles Spéciales
PME	Petites et Moyennes Entreprises
ASS	Afrique Subsaharienne
UIF	Fonds d'Investissement
ASG	Actif sous gestion
BOO	Construire, posséder et exploiter
BRAVE	La résilience des entreprises et l'aide aux entreprises à valeur ajoutée
IFI (programme)	Programme des institutions financières islamiques
PMMA	Pays membres les moins avancés
SPPM	Stratégies de partenariat des pays membres
MENA	Moyen Orient et Afrique du Nord
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
PPP	Partenariat public-privé

ANNEXE 2. ABRÉVIATIONS

ANNEXE 3. FAITS SAILLANTS FINANCIERS

En 000 USD

	2018	2017	2016
Déclaration de revenus :			
Revenu Total	(281,666)	(61,943)	70,359
Total des dépenses d'exploitation	43,921	45,077	50,269
Revenu net (perte)	(325,587)	(107,020)	20,090
Bilan :			
Actifs Liquides	1,531,382	1,296,629	841,560
Actifs Opérationnels nets	1,450,485	1,572,531	1,551,396
Autres actifs	88,961	131,500	183,102
Total d'actifs	3,070,828	3,000,660	2,576,058
Emprunts et dettes à Long Terme	2,019,553	1,877,475	1,491,335
Fonds propres	1,003,990	1,062,508	1,023,558
Ratios :			
Rendements sur actifs	-10.73%	-3.84%	0.94%
Rendements sur fonds propres	-31.51%	-10.26%	1.97%
Dettes / fonds propres	201.15%	176.70%	145.70%
Fonds propres / Actifs	32.69%	35.41%	39.73%
Liquidité / Total d'Actifs	49.87%	43.21%	32.67%



ANNEXE 4. RAPPORT DU COMITÉ DE LA CHARI'A

Au nom d'Allah, le Clément, le Miséricordieux

Rapport du Comité de la Chari'a de la SID – 31 Décembre 2018

Au : Conseil d'administration de la Société islamique pour le développement du secteur privé

B.P. 54069, Djeddah 21514
Royaume d'Arabie Saoudite

Assalamu Alaikum Wa Rahmatullahi Wa Baratuhu

Le Comité de la Chari'a de la Société Islamique pour le Développement du Secteur Privé (SID) a été établi conformément à l'Article 29 de l'Accord portant sur la création de la SID. Conformément aux dispositions de cet article et pour accomplir sa mission, le Comité est tenu de présenter le rapport suivant :

Il est de la responsabilité du Comité d'émettre un avis indépendant sur les opérations de la SID couvrant la période de son mandat sur une base annuelle et de le consigner dans un rapport adressé au Conseil d'administration.

Le Comité a examiné les contrats relatifs aux opérations approuvées par la SID pour l'exercice clos au 31 décembre 2018, afin de s'assurer de leur conformité avec les principes et les règles de la Chari'a islamique. Le Comité a reçu toutes les explications nécessaires de la part de la Direction de la SID et en a discuté avec ses hauts fonctionnaires.

Sur la base de ce qui précède, le Comité a conclu qu'il n'y avait aucune violation des principes et provisions de la Chari'a islamique concernant la gestion des liquidités et les opérations de la SID au cours de l'exercice allant du 1 Janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Le Comité saisit cette occasion pour remercier la Direction et l'ensemble du personnel de la SID pour leurs efforts entrepris pour assurer la conformité de toutes les opérations avec les principes de la Chari'a, en recourant au Comité pour atteindre cet objectif.

Le Comité prie le Tout-Puissant de d'accorder tout le succès ainsi que la guidée à la SID dans ses activités.

Wassalamou Alaikoum wa Rahmatu Allah wa Barakatouh.

Comité de la Chari'a

Signé Par:

Dr. Hussein Hamid Hassan
Le Président du Comité

Aboubacar Salihou Kante
**L'Auditeur interne chargé de la
Chari'a du Groupe de la BID**

ANNEXE 5.
ETATS
FINANCIERS
AUDITÉS

31 DECEMBRE
2018

Index

- 73** Rapport d'audit
- 74** Etat de la situation financière
- 75** Compte de résultat
- 76** État des variations des capitaux propres des membres
- 77** État des flux de trésorerie
- 78** Notes annexes aux états financiers



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Your Excellencies the
Chairman and Members of
the General Assembly

Excellence Monsieur le Président
Mesdames et Messieurs les
membres de l'Assemblée Générale
Société Islamique pour le
Développement du Secteur Privé
Djeddah, Royaume d'Arabie
saoudite



Ernst & Young & Co.

(Experts-comptables)
13ème étage – Tour de la route du Roi
La route du Roi Abdulaziz (Route du Malek)
B.P. 1994
Djeddah 21441
Royaume d'Arabie Saoudite

Numéro d'enregistrement: 45/11/323
C.R: 403027664

Tel: +966 12 221 8400
Fax: +966 12 221 8575

jeddah@sa.ey.com
www.ey.com/mena

Rapport des états financiers

Nous avons vérifié les états financiers de la Société islamique pour le développement du secteur privé ("la Société") au 31 décembre 2018) et les documents qui les accompagnent, relatifs à l'état des recettes, l'état des flux de trésorerie et l'état des variations des fonds propres pour l'exercice clos à cette date. La responsabilité de ces états financiers et du respect de l'engagement pris par la Société de mener ses opérations conformément aux principes de la Charia, incombe aux dirigeants de la Société. La nôtre consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nous avons réalisé notre audit en nous conformant aux normes définies en la matière pour les institutions financières islamiques par l'Organisation des normes de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (AAOIFI). Ces normes requièrent de notre part de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un audit consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les montants et informations contenus dans les états financiers. Il consiste également à porter une appréciation sur les principes comptables suivis et les estimations importantes retenues par la direction, ainsi qu'à évaluer la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments recueillis dans le cadre de cet audit sont suffisants pour fonder notre opinion.

OPINION

A notre avis, les états financiers mentionnés ci-dessus donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2018 ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les règles et principes de la Charia déterminés par le Comité de la Charia du Groupe de la BID, ainsi qu'avec les normes de comptabilité financière publiées par l'AAOIFI.

Pour Ernst & Young

Ahmed I. Reda

Expert-Comptable
Licence numéro 356

3 Rajab, 1440H
10 Mars 2019

Djeddah
18/46/MNA



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

	Note	31 Décembre 2018 USD	31 Décembre 2017 USD
ACTIF			
Trésorerie et soldes bancaires	5	662 847 206	517 533 923
Placements de produits via les institutions financières	6	115 287 311	145 659 653
Placements dans les Soukook	7	753 247 701	633 435 553
Financement Mourabaha	8	293 594 682	307 148 873
Financement de la Vente à tempérament	9	509 563 471	410 135 601
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	10	162 159 796	141 645 771
Actifs d'Istisna'a		22 882 095	18 570 233
Investissement en fonds propres	11	462 284 924	695 030 382
Autres actifs	12	88 754 570	131 153 339
Immobilisations corporelles		206 834	346 397
TOTAL ACTIF		3 070 828 590	3 000 659 725
PASSIF ET FONDS PROPRES			
PASSIF			
Soukook émis	13	980 000 000	1 178 807 157
Financement Mourabaha	14	1 039 552 869	698 667 929
Charges à payer et autres passifs	15	31 641 685	41 972 776
Passif au titre du régime de retraite du personnel	16	14 650 523	17 664 426
Montants dus au Fonds de solidarité de la SID	17	993 175	1 039 521
TOTAL PASSIF		2 066 838 252	1 938 151 809
FONDS PROPRES			
Capital-actions	18	1 310 932 808	1 047 414 212
Réserve	19	(297 046 695)	28 540 159
Déficit actuariel de la pension de retraite	16	(9 895 775)	(13 446 455)
TOTAL FONDS PROPRES		1 003 990 338	1 062 507 916
TOTAL PASSIF ET FONDS PROPRES		3 070 828 590	3 000 659 725

COMPTE DES RESULTATS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

	Note	31 Décembre 2018 USD	31 Décembre 2017 USD
REVENU			
<i>Actifs de Trésorerie</i>			
Placements de produits via les institutions financières		13 687 008	8 230 993
Placements dans les Soukook		12 235 176	14 706 599
		25 922 184	22 937 592
<i>Investissements en fonds propres, nets</i>	11.4	(241 960 520)	(87 237 251)
<i>Actifs financiers</i>			
Financement Mourabaha		13 531 630	12 050 536
Financement de la Vente à tempérament		30 900 860	17 578 723
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB), net	21	8 622 865	10 171 659
Actifs d'Istisna'a		899 496	603 657
		53 954 851	40 404 575
Provision pour dépréciation pour le financement de l'actif	22	(79 332 297)	(17 740 165)
Cout de financement		(58 194 136)	(36 536 951)
Gains sur juste valeur de produits dérivés nets des pertes de devises	23	8 058 041	2 651 641
<i>Autre revenu</i>			
Frais administratifs		7 611 180	7 807 404
Commissions de Moudarib		1 587 529	3 454 625
Honoraires d'experts-conseils		687 379	2 315 646
		9 886 088	13 577 675
TOTAL PERTE D'EXPLOITATION		(281 665 789)	(61 942 884)
Dépenses de personnel		(34 908 363)	(36 239 791)
Autres dépenses administratives		(8 868 074)	(8 698 625)
Amortissement		(144 629)	(139 152)
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION		(43 921 066)	(45 077 568)
PERTE NETTE		(325 586 855)	(107 020 452)
Produits de placements non-conformes à la Charî'a	17	63 107	385 047
Transfert au fonds de solidarité de la SID	17	(63 107)	(385 047)
TOTAL DES PRODUITS / (PERTES) CONFORMES A LA CHARIA		(325 586 855)	(107 020 452)

Les notes en annexe (1 à 34) font partie intégrante des états financiers

ETAT DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

	Note	Capital-actions USD	Pertes cumulées USD	perte nette USD	Déficit actuariel USD	Total USD
Solde au 31 décembre 2016		882 368 110	153 207 968	-	(12 018 510)	1 023 557 568
Prises de participations au titre de l'exercice		148 962 745	-	-	-	148 962 745
Perte nette de l'exercice		-	-	(107 020 452)	-	(107 020 452)
Transfert à la Réserve		-	(107 020 452)	107 020 452	-	-
Perte actuarielle pour l'exercice des pensions de retraite	16.3	-	-	-	(1 427 945)	(1 427 945)
Dividende sous forme de :						
Actions	19	16 083 357	(16 083 357)	-	-	-
Espèces	19	-	(1 564 000)	-	-	(1 564 000)
Solde au 31 décembre 2017		1 047 414 212	28 540 159	-	(13 446 455)	1 062 507 916
Prises de participations au titre de l'exercice		263 518 596	-	-	-	263 518 596
Perte nette de l'exercice		-	-	(325 586 854)	-	(325 586 854)
Transfert à la Réserve		-	(325 586 854)	325 586 854	-	-
Perte actuarielle pour l'exercice des pensions de retraite	16.3	-	-	-	3 550 680	3 550 680
Solde au 31 décembre 2018		1 310 932 808	(297 046 695)	-	(9 895 775)	1 003 990 338

ETAT DES FLUX DE LA TRESORERIE

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

	Note	2018 USD	2017 USD
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
Revenu / (perte) net de l'exercice		(325 586 855)	(107 020 452)
Ajustements pour :			
Gains / (pertes) sur la juste valeur des investissements en fonds propres, net	11	242 177 673	88 104 549
Cout de financement		58 194 136	36 536 951
Amortissement		24 760 827	31 878 688
Provision pour dépréciation pour le financement de l'actif net	22	79 332 297	17 740 165
Provision pour passif de retraite du personnel	16.3	3 503 716	4 970 247
Perte non réalisés sur juste valeur de placements dans les soukook		13 392 946	2 923 750
Gains non réalisés sur juste valeur de produits dérivés nets des pertes de devises	23	(8 058 041)	(2 651 641)
		87 716 699	72 482 257
Variations de l'actif et du passif du financement :			
Placements de produits via les institutions financières		30 372 342	(119 354 485)
Placements dans les Soukook nets de perte de valeur juste		(153 215 341)	(254 114 907)
Financement Mourabaha net de perte de valeur		399 228	(39 538 262)
Financement de la vente à tempérament net de perte de valeur		(103 971 562)	(1 490 367)
Ijarah Muntahia Bittamleek, net de perte de valeur		(45 130 223)	(25 393 442)
Actif Istisna'a		(4 311 862)	(18 570 233)
Investissements en fonds propres		(9 432 215)	(27 651 058)
Autre actif net de perte de valeur		(658 379)	8 058 205
Charges à payer et autres passifs		(8 601 083)	(9 257 558)
Fonds de Solidarité de la SID		(46 346)	169 495
Montants en espèces utilisés dans les activités d'exploitation		(206 878 742)	(414 660 355)
Cout de financement versé		(49 506 445)	(32 523 051)
Passif de pension de retraite versée	16	(2 700 000)	(2 776 245)
Montants en espèces utilisés dans les activités d'exploitation, net		(259 085 187)	(449 959 651)
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(5 066)	(19 394)
Montant net utilisé pour les activités d'investissement		(5 066)	(19 394)
ACTIVITES DE FINANCEMENT			
Produit du Soukook émis		-	82 472 078
Remboursements des Soukook émis		(200 000 000)	-
Produit du financement Murabaha		340 884 940	728 667 929
Remboursements au titre du financement Muarabaha		-	(425 000 000)
Participation au capital-actions		263 518 596	148 962 745
Dividende payé en espèces		-	(600 000)
Montant net provenant des activités de financement		404 403 536	534 502 752
ACCROISSEMENT NET DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		145 313 283	84 523 707
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		517 533 923	433 010 216
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	5	662 847 206	517 533 923

Les notes en annexe (1 à 34) font partie intégrante des états financiers

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

1 ACTIVITES

La Société islamique pour le développement du Secteur privé (la « Société ») est une institution spécialisée internationale créée en vertu de l'Acte constitutif (l'accord) signé et ratifié par ses membres. Elle a démarré ses opérations à la suite de la réunion inaugurale de l'Assemblée générale tenue le 6 Rabi Thani 1421H (8 juillet 2000).

Aux termes de l'Acte constitutif, l'objectif de la Société est de promouvoir, en se conformant aux principes de la Charia, le développement économique de ses pays membres, à travers des actions en faveur de la mise en place, de l'expansion et de la modernisation d'entreprises privées produisant des biens et services, de manière à appuyer les efforts de la Banque islamique de développement (« BID »).

En sa qualité d'institution financière multilatérale, la Société n'est soumise à aucune autorité de réglementation extérieure. Elle mène ses activités conformément aux dispositions de son Acte constitutif et à ses règles et réglementations internes.

Par ailleurs, la Société exerce ses activités à partir de son siège basé à Djeddah, en Arabie Saoudite.

2 BASE DE LA PRESENTATION

Les présents états financiers ont été établis conformément aux normes comptables publiées par l'Organisation de comptabilité et d'audit pour les institutions financières islamiques (OCAIFI) et aux règles et principes édictés en la matière par le Comité de la Charia du Groupe de la BID. S'agissant des questions qui ne sont pas prises en compte par les normes de l'OCAIFI, la Société applique les normes internationales d'information financière (IFRS) établies ou adoptées par le Conseil des normes comptables internationales (IASB) et se fonde sur l'interprétation faite par le Comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (IFRIC) de l'IASB compétent en la matière.

La préparation d'états financiers nécessite l'utilisation de certaines estimations et hypothèses comptables déterminantes qui influent sur les montants constatés des actifs et passifs. Elle requiert également que la direction fasse preuve de jugement dans le cadre de l'application des politiques comptables de la Société. Les aspects auxquels il convient d'accorder le plus d'attention ou qui revêtent une plus grande complexité, ou pour lesquels les hypothèses et estimations sont particulièrement significatifs, sont détaillés à la Note 4.

Durant l'exercice clos au 20 Dhul Hijjah, 1434H (3 novembre 2013), la Société a procédé sans délai à l'adoption des amendements relatifs aux « Entités de placement » contenus dans l'IFRS 10 « états financiers consolidés » et les modifications apportées dans l'IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » et dans l'IAS 27 « états financiers séparés » (les 'Amendements'), effectifs à compter du 1^{er} janvier 2015. En conséquence, elle n'a pas préparé les états financiers consolidés et appliqué les mesures de transition concernant les modifications aux IFRS 10 et 12 pour autant qu'elles se rapportent aux amendements relatifs aux entités de placement.

Entité de placements

Est considérée comme entité de placement, une entité qui : (a) obtient des fonds d'un ou de plusieurs investisseurs, dans l'objectif de fournir à cet/ces investisseur(s) des services de gestion d'investissements ; (b) s'est engagée auprès de ses investisseurs à ce que son objectif d'affaires consiste à n'investir des fonds que dans le seul but d'obtenir en retour un gain en capital, un produit financier ou les deux à la fois ; c) mesure et évalue la performance de l'ensemble de ses investissements sur la base de la juste valeur.

La Société répond à la définition et présente les caractéristiques typiques d'une « entité de placement » selon la description qui en est donnée dans les Amendements. Aux termes des Amendements, une entité d'investissement est tenue de justifier ses placements auprès de filiales et d'associés à la juste valeur, à travers le compte de résultat.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES

Ci-après un résumé des principales méthodes comptables de la Société :

Convention comptable

Les états financiers sont établis selon la méthode du coût historique, sauf pour l'évaluation de la juste valeur de certains de ses actifs en accord avec les politiques comptables adoptées.

Transactions en devises

i) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les présents états financiers sont libellés en Dollar des États-Unis ("USD"), qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société.

ii) Transactions et soldes

Les transactions dans des monnaies autres que le Dollar des États-Unis ("USD") sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont reconvertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Toutes les différences sont imputées au compte de résultat.

Les éléments non monétaires évalués au coût historique et libellés en devises étrangères, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de comptabilisation initiale. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur et libellés en une devise étrangère sont convertis en utilisant les taux de change en vigueur à la date à laquelle la juste valeur est déterminée. Le gain ou la perte découlant de la conversion d'éléments non monétaires évalués à la juste valeur est traité en fonction de la constatation du gain ou de la perte sur la variation de la juste valeur de l'élément.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Aux fins de l'état de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires et les placements de produits via des institutions financières dont l'échéance est de trois mois au plus à la date d'acquisition.

Placements de produits via les institutions financières

Les placements de produits sont effectués par le biais d'institutions financières et utilisés pour l'achat et la cession de produit avec un bénéfice fixe. L'achat et la vente de produits sont limités par les termes de l'accord entre la Société et d'autres institutions financières islamiques ou conventionnelles. Les placements de produits sont initialement comptabilisés au coût réel, y compris les charges d'acquisition liées au placement et évalués par la suite au coût amorti minoré de toute dépréciation.

Mourabaha

Les créances au titre du financement du Mourabaha sont des accords par lesquels la Société cède à un client un produit ou un bien, qu'elle avait acheté et acquis sur la foi d'une promesse d'achat par le client.

Financement de la vente à tempérament

Le financement par versements échelonnés est un contrat de vente où les remboursements sont effectués sur une base échelonnée sur une période préconvenue. Le prix de vente comprend le coût majoré d'une marge bénéficiaire convenue.

Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB)

Il s'agit de biens achetés par la Société, à titre individuel ou en participation avec d'autres entités, puis loués aux bénéficiaires pour utilisation, conformément à un accord d'Ijarah Muntahia Bittamleek. Selon les termes dudit accord, la propriété des biens loués est transférée aux bénéficiaires à l'expiration de la période de crédit-bail et après règlement de l'intégralité du montant prévu par l'accord.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

Actifs liés à l'Istisna'a

L'Istisna'a est un accord conclu entre la Société et un client, en vertu duquel la Société cède audit client un bien qui est fabriqué ou acquis par l'acheteur pour le compte de la Société, selon des spécifications et à un prix convenus d'avance.

Après la réalisation du projet, l'actif Istisna'a est transféré au compte des créances Istisna'a.

Placements

Les placements de la Société sont classés par catégories comme suit :

i) Filiales

Une entité est classée comme filiale de la Société si cette dernière peut exercer un contrôle sur ladite entité. Le contrôle concerne le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité, dans l'objectif de tirer un bénéfice de ses opérations. Il est supposé exister lorsque la Société détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de ses filiales, au moins 50% des droits de vote dans l'entité, à moins qu'il ne soit possible d'apporter une démonstration claire du contraire. Par ailleurs, le contrôle peut également exister en vertu d'un accord avec les autres actionnaires de l'entité ou avec l'entité elle-même, indépendamment du niveau de participation de la Société au capital de l'entité concernée.

L'adoption des Amendements de l'IFRS 10 a permis à la SID d'être dispensée de la consolidation de ses filiales. La Société mesure et évalue la performance de l'essentiel de ses filiales sur la base de la juste valeur parce que cette méthode permet d'obtenir des informations plus pertinentes. Aux termes des Amendements, les investissements dans des filiales sont évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les gains ou pertes résultant de l'évaluation des filiales à la juste valeur, sont comptabilisés directement sur le compte de résultat.

ii) Entreprises associées

Est classée comme entreprise associée de la Société toute entreprise sur laquelle la Société peut exercer une influence significative. L'influence significative est présumée lorsque la Société détient, directement ou à travers ses filiales, au moins 20 pour cent des droits de vote dans l'entité, sauf s'il est possible de démontrer le contraire. L'influence significative peut également exister par le biais d'un accord avec les autres actionnaires de l'entité ou avec l'entité elle-même, indépendamment du niveau de la participation de la Société au capital de l'entité concernée.

L'adoption des Amendements entraîne la nécessité de se conformer aux exigences selon lesquelles les investissements dans des entreprises associées doivent être évalués à la juste valeur sur le compte de résultat. Ces investissements sont initialement et ultérieurement évalués à la juste valeur. Les éventuels gains ou pertes non réalisés résultant de l'évaluation à la juste valeur des entreprises associées, sont comptabilisés directement sur le compte de résultat.

iii) Autres investissements

Les entités où la Société n'exerce pas de contrôle ou d'influence significative sont classées sous la catégorie : autres investissements.

iv) Placements dans les Soukook

Les Soukook sont des certificats de valeur égale représentant une part indivise de la propriété à des actifs corporels, des usufuit, des services ou (dans la propriété) d'actifs d'un projet particulier, évalués à la juste valeur par l'état du résultat.

v) Évaluation initiale

Tous les investissements sont initialement enregistrés dans le bilan à la juste valeur. Tous les coûts de transaction sont comptabilisés directement dans le compte de résultat.

vi) Évaluations ultérieures

Après la comptabilisation initiale, tous les investissements sont évalués à la juste valeur et tout gain ou perte découlant d'une modification à juste valeur est inclus dans le compte de résultat dans l'exercice au cours duquel il est survenu.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

Dépréciation et non recouvrement d'actifs financiers

A la date du bilan, une évaluation est faite afin de déterminer s'il existe des éléments permettant de conclure qu'un actif financier ou groupe d'actifs financiers a subi une dépréciation. Plusieurs étapes sont nécessaires pour déterminer le niveau de dépréciation approprié. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est déprécié lorsque la preuve objective démontre qu'un événement de perte est survenu après la comptabilisation initiale de l'actif/des actifs et que l'événement de perte a une incidence sur les flux de trésorerie futurs de l'actif/des actifs qui peut être évaluée de manière fiable.

La preuve objective que les actifs financiers sont dépréciés peut inclure des difficultés financières importantes de l'emprunteur ou de l'émetteur, le manquement ou la défaillance d'un emprunteur, la restructuration des créances par la Société selon des termes et conditions que la Société n'aurait pas envisagé autrement, les indications qu'un emprunteur ou un émetteur sera en faillite, la disparition d'un marché actif pour une sécurité ou d'autres données observables relatives à un groupe d'actifs tels que des changements défavorables dans le statut de paiement des emprunteurs ou des émetteurs du groupe ou des conditions économiques en rapport avec les manquements du groupe.

La Société considère la preuve d'une dépréciation tant au niveau d'un actif spécifique, qu'au niveau collectif. Tous les actifs de financement individuels importants sont évalués pour des pertes de valeur spécifiques. La provision collective pour dépréciation pourrait être basée sur la détérioration dans le classement interne, les notes de crédit externes attribuées à l'emprunteur ou au groupe d'emprunteurs, le climat économique actuel dans lequel interviennent les emprunteurs et sur l'expérience et les modèles de manquement historiques intégrés dans les composantes des actifs de financement.

Les pertes de valeur sur les actifs de financement sont évaluées en tant que différence entre la valeur comptable des actifs de financement et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au taux de rentabilité effectif initial de l'actif.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat et reflétées dans la provision pour dépréciation. Les ajustements à la provision pour dépréciation sont comptabilisés à titre de charge ou de crédit dans le compte de résultat de la Société. La dépréciation est déduite de la catégorie d'actifs de financement dans le bilan.

Lorsque des actifs de financement sont jugés irrécouvrables, ils sont sortis du bilan contre la provision pour dépréciation associée, et toute perte excédentaire est comptabilisée dans le compte de résultat. Ces actifs ne sortent du bilan qu'après l'achèvement de toutes les procédures nécessaires et la détermination du montant de la perte. Les recouvrements ultérieurs au titre de montants antérieurement sortis du bilan, sont crédités sur le compte de résultat de la Société.

Instruments financiers islamiques dérivés

Les instruments financiers islamiques dérivés représentent les contrats en devises à durée différée, et les swaps de taux bénéficiaire. Ils sont basés sur les modèles du marché financier international islamique (IIFM) et l'association internationale des swaps et dérivés (ISDA). Ils sont utilisés par la Société pour atténuer le risque de fluctuation des devises et le coût du financement pour les placements dans les institutions financières, les investissements Soukouk, les actifs de financement et les Soukouk émis. Ils sont d'abord comptabilisés à la juste valeur à la date de la signature du contrat, puis réévalués à leur juste valeur à la fin de la période de clôture. Les gains ou pertes qui en résultent sont comptabilisés dans le compte de résultat. Les instruments dérivés ayant une juste valeur positive ou négative sont présentés au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou « revenus accumulés et autres éléments de passif », respectivement.

Actifs fiduciaires

Les actifs détenus en fiducie ou à titre fiduciaire ne sont pas traités comme des actifs de la Société et ne sont donc pas inclus dans les états financiers.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût net d'amortissement accumulé et de toute dépréciation dans la valeur. Le coût moins la valeur résiduelle estimée des immobilisations corporelles fait l'objet d'amortissement par la méthode linéaire sur la période de leur vie utile estimée, selon la formule suivante :

- Meubles et accessoires 15%
- Équipement informatique 33%
- Automobiles 25%
- Autres équipements 20%

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe et lorsque les valeurs comptables sont plus élevées que le montant recouvrable estimé, les actifs sont ramenés à leur montant recouvrable, soit la plus élevée de leur juste valeur minorée des coûts de vente et de leur valeur d'utilité.

Les éventuels coûts de maintenance et réparation sont imputés au compte de résultat. Les améliorations qui accroissent la valeur ou augmentent de manière considérable la durée de vie des actifs y relatifs sont capitalisées.

Passifs financiers

Tous les Soukouk émis, le financement mourabaha et d'autres passifs émis sont initialement reconnus au coût, net de frais de transaction, car étant la juste valeur de la contrepartie reçue. Par la suite, tous les passifs financiers à rendement sont évalués au coût amorti en tenant compte de tout escompte ou prime. Les primes sont amorties et les escomptes sont comptabilisés selon la rentabilité effective jusqu'à l'échéance et sont passés au « coût de financement » dans le compte de résultat.

Sortie du bilan des actifs financiers et des passifs financiers

Actifs financiers :

Un actif financier (ou, lorsque applicable, une partie de l'actif financier ou une partie d'un groupe d'actifs financiers similaires) est sorti du bilan lorsque :

- Les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant de l'actif a expiré ;
- La Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie provenant d'un actif et (a) a transféré la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif, ou (b) n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité de tous les risques et avantages des actifs, mais a plutôt transféré le contrôle de l'actif ; ou
- la Société a conservé le droit de recevoir des flux de trésorerie provenant de l'actif, mais a pris l'engagement de les payer intégralement à un tiers, sans retard important, en vertu d'un *arrangement «pass through»* (accord de rétrocession).

Lorsque la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie provenant d'un actif ou a conclu un accord de rétrocession, et n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif, ni transféré le contrôle de l'actif, ce dernier est comptabilisé tant que la Société continue de participer à l'actif.

Passifs financiers :

Un passif financier est sorti du bilan lorsque l'obligation spécifiée dans le contrat n'est pas acquittée, a été annulée ou a expiré.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

Compensation

Les actifs et passifs financiers ne sont comptabilisés, avec compensation des montants nets, que s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants enregistrés et que la Société a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et régler le passif simultanément. Les revenus et les dépenses ne sont présentés que sur une base nette, lorsque cela est autorisé dans le cadre des procédures comptables et d'établissement de rapport applicables, ou pour les gains et pertes découlant d'un groupe de transactions similaires.

Soukook émis

Les actifs de Sukuk ont été comptabilisés dans les états financiers de la SID, qui l'agent de service, tout en notant que la SID a vendu ces actifs à un prix aux détenteurs de sukuk par l'intermédiaire d'une entité ad hoc (SPV) à travers un contrat de vente valide, transférant la propriété de ces derniers aux détenteurs de sukuk.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation (juridique ou implicite) découlant d'un événement passé, et les coûts de règlement de l'obligation sont probables et peuvent être évalués de manière fiable.

Passif au titre du régime de retraite du personnel

La Société dispose de deux régimes définis d'avantages postérieurs à l'emploi, partagés avec le fonds de retraite des entités du groupe de la BID, qui comprennent le régime de retraite du personnel et le régime médical post-emploi, qui nécessitent tous les deux des contributions à verser dans les fonds gérés séparément.

Un régime de prestations défini est un régime de retraite qui définit un montant de prestations de retraite qu'un employé recevra à la retraite, et qui dépend généralement d'un ou de plusieurs facteurs tels que l'âge, les années de service et le pourcentage du dernier salaire brut. Les actuaires indépendants calculent l'obligation au titre des prestations définies sur une base annuelle en adoptant la méthode des unités de crédit projetées pour déterminer la valeur actuelle du régime de prestations défini et les coûts de service connexes. Les hypothèses actuarielles sous-jacentes sont utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations prévues. La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies jusqu'à la détermination de la date de la retraite par l'escompte des flux de trésorerie futures estimés (liées au service accumulé à la date de clôture) en utilisant les rendements disponibles sur les obligations de sociétés de haute qualité. Pour les années intermédiaires, l'obligation au titre des prestations définies est estimée à l'aide de techniques de reconduction actuarielles qui permettent une accumulation de prestations supplémentaire, des flux de trésorerie réels et des variations dans les hypothèses actuarielles sous-jacentes. Les pertes ou les gains actuariels, le cas échéant, sont comptabilisés immédiatement dans les réserves au titre des capitaux propres des membres au cours de l'exercice concerné. Le passif du régime de retraite est comptabilisé en tant que partie des autres passifs dans le bilan. Le passif représente la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies de la Société, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime de retraite. Les contributions de la Société au régime de prestations définies sont déterminées par le Comité de Régime de Retraite, avec les conseils des actuaires de la BID, et les cotisations sont transférées aux gestionnaires indépendants du régime de retraite pour l'obligation médicale et la charge de retraite.

L'obligation médicale et la charge de retraite ainsi que les frais relatifs pour l'exercice concerné sont déterminées à l'aide d'évaluations actuarielles. L'évaluation actuarielle consiste à faire des hypothèses sur les taux d'escompte, les hausses de salaire futures, etc. En raison de la nature à long terme de telles obligations, ces estimations sont assez incertaines.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

3 RESUME DES POLITIQUES COMPTABLES IMPORTANTES (suite)

Comptabilisation des Revenus

(i) Placements de produits via les institutions financières

Le revenu issu du placement de produits par le biais d'institutions financières est comptabilisé en fonction du temps écoulé entre le décaissement effectif des crédits et la date d'échéance.

(ii) Placements non conformes à la Charia

Tout revenu lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements de produits par le biais d'institutions financières et à d'autres investissements, considéré par la direction comme étant incompatible avec la Charia, n'est pas inscrit dans le compte de résultat de la Société mais comptabilisé comme passif à utiliser à des fins caritatives.

(iii) Financement du Mourabaha et de la vente à tempérament

Les produits du financement du Mourabaha et de la vente à tempérament sont accumulés sur la base du temps écoulé entre la date effective du décaissement et la date prévue du remboursement des versements.

(iv) Istisna'a

La Société utilise la méthode des bénéfices différés pour la comptabilisation du revenu tiré des actifs de l'Istisna'a, méthode par laquelle une répartition proportionnelle des bénéfices différés est faite sur la période financière future du crédit.

(v) Ijarah Muntahia Bittamleek

Les produits de l'Ijarah Muntahia Bittamleek et de l'Ijarah sont répartis de manière proportionnelle entre les périodes financières couvertes par le contrat Ijarah.

(vi) Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de percevoir un dividende est établi.

(vii) Commission de gestion

La commission de gestion est comptabilisée sur la base des engagements, une fois que les services ont été exécutés..

(i) Commissions d'administration et de consultation

Le revenu issu des services administratifs et consultatifs est constaté sur la base de la fourniture des services selon les termes des accords conclus.

(ii) Investissement dans les Soukook

Les produits d'investissements dans des Soukook sont accumulés sur la base du temps écoulé, au taux nominal, suivant les termes de l'investissement Soukook.

Zakat et Taxes

En sa qualité d'institution financière multilatérale, la Société n'est pas assujettie à la Zakat ou à l'impôt dans les pays membres. Ses fonds propres font partie du Baitul Mal, qui est exonéré de la Zakat.

Information sectorielle

Le Conseil des Directeurs est l'organe de décision suprême, car étant responsable de l'ensemble des décisions concernant l'affectation de ressources aux initiatives de développement menées dans ses pays membres. Lesdites initiatives sont entreprises par le recours à un certain nombre de produits financiers islamiques, ainsi qu'indiqué dans le bilan, lesquels produits sont financés essentiellement par les capitaux propres de la Société et les emprunts. La direction n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts au sens de la définition de la norme FAS 22 « Information sectorielle » puisque le Conseil des Directeurs assure le suivi de la performance et de la situation financière de la Société dans son ensemble. Par ailleurs, les rapports internes fournis au Conseil des Directeurs ne présentent pas des informations financières distinctes en ce qui concerne la performance de la Société, au niveau envisagé dans le cadre de la norme FAS 22.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

4 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES

Les estimations, les hypothèses et jugements font l'objet d'une évaluation continue et se fondent sur l'expérience antérieure et d'autres facteurs, notamment les avis professionnels et l'attente d'événements futurs qui sont jugés raisonnables au regard des circonstances du moment. Les principaux domaines pour lesquels la Direction a eu recours à des estimations et hypothèses ou exercé son jugement, sont les suivants :

i) Entité de placement

En déterminant ce qu'est une entité de placement, la Société a pris en considération ce qui suit :

- a) La Société fournit des services de gestion d'investissements à un certain nombre d'investisseurs, par rapport à l'investissement dans le fonds géré ;
- b) La Société génère des capitaux et des revenus à partir de ses placements qui, à leur tour, seront distribués aux investisseurs actuels et futurs ; et
- c) La Société évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur, conformément aux politiques définies dans ces états financiers, à l'exception des actifs de financement. La Direction estime que, si la Société avait porté ces actifs de financement à leur juste valeur, les montants n'auraient pas été sensiblement différents de leurs valeurs comptables.

Le Conseil des Directeurs a conclu que la Société se conforme à la définition d'une entité de placement. La conclusion des Directeurs est réévaluée sur une base annuelle, concernant l'un quelconque des critères ou changements de circonstances.

ii) Provision pour dépréciation d'actifs financiers

La Société fait appel à son jugement pour l'estimation de la provision pour dépréciation d'actifs financiers. La méthode d'estimation de la provision pour dépréciation d'actifs financiers est exposée à la note 2 sous « Dépréciation et non recouvrement d'actifs financiers ».

iii) Détermination de la juste valeur

La Société détermine la juste valeur de la quasi-totalité d'actifs financiers à la clôture de chaque exercice. La majorité d'actifs financiers de la Société ne sont pas cotés. La juste valeur d'actifs financiers qui ne sont pas cotés sur un marché actif est déterminée par le biais de techniques d'évaluation, notamment la technique des flux de trésorerie actualisés (DCF), les comparaisons entre coûts et valeur comptable (P/B), les récentes transactions et, le cas échéant, la valeur nette de l'actif (NAV). Lorsque cela est nécessaire, la Société fait appel à des tiers évaluateurs. Dans le cas des start-ups et des sociétés se trouvant encore au stade de décaissement du capital, la direction considère le coût de tels investissements comme étant une approximation de la juste valeur à la date du bilan.

Les modèles utilisés pour déterminer la juste valeur sont validés et périodiquement révisés par la direction. Pour ce qui est des modèles DCF et multiples de P/B comparables, l'on a recours notamment à des données observables tels que les taux d'escompte, le taux de croissance terminale, les multiples P/B de sociétés/banques comparables par rapport au portefeuille pertinent de la société/banque, ainsi que des données non observables, comme la décote de négociabilité. La Société tient également compte de la situation géopolitique des pays d'implantation des compagnies de son portefeuille et applique le taux d'actualisation approprié.

(iv) Passif au titre du régime de retraite du personnel

L'obligation médicale et la charge de retraite ainsi que les frais relatifs pour l'exercice concerné sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. L'évaluation actuarielle consiste à faire des hypothèses sur les taux d'escompte, les hausses de salaire futures, etc. En raison de la nature à long terme de telles obligations, ces estimations sont assez incertaines.

(v) Continuité d'exploitation

La Direction de la Société a évalué la capacité de la Société à poursuivre son exploitation et est convaincue que la Société dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible. De plus, la Direction ne prévoit pas d'importants facteurs pouvant entraver la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Par conséquent, les états financiers ont été préparés sur une base de continuité.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

5 TRÉSORERIE ET SOLDES BANCAIRES

	31 Décembre 2018 USD	31 Décembre 2017 USD
Avoirs en banque	108 852 233	214 479 945
Placements de produits via les institutions financières (Note 6)	553 000 000	302 000 000
	661 852 233	516 479 945
Solde bancaire lié au Fonds de solidarité de la SID	994 973	1 053 978
TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	662 847 206	517 533 923

Certains comptes bancaires dont le solde est 4.709.427 USD (31 décembre 2017 : 1.581.508 USD), sont au nom de la Banque islamique de développement (BID). Cependant, ces comptes bancaires sont détenus au bénéfice de la Société qui en assure de ce fait la gestion et l'exploitation.

Les placements de produits inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont les placements dont l'échéance initiale est inférieure à trois mois. Les placements de produits dont l'échéance initiale est supérieure à trois mois sont décrits à la note 6.

6 PLACEMENTS DE PRODUITS VIA LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Placements de produits via les institutions financières	668 287 311	447 659 653
Moins : Placements de produits via les institutions financières pour une période de trois mois au maximum (Note 5)	(553 000 000)	(302 000 000)
	115 287 311	145 659 653

Les Placements de produits via les institutions financières comportent un montant de 1.498.865 USD (2017 : 1.871.210 USD) fourni à une partie liée à la société, à partir duquel la Société a réalisé un bénéfice de 34.543 USD (31 décembre 2017 : 149.899 USD).

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

7 PLACEMENTS DANS LES SOUKOUK

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Bilan d'ouverture	633 435 553	382 244 396
Ajouts de l'exercice	270 594 991	311 518 723
Rachat	(126 545 292)	(60 824 976)
Pertes de change	(326 153)	3 421 160
Pertes à la juste valeur non réalisées	(13 392 946)	(2 923 750)
Provision pour dépréciation (Note 22)	(10 518 452)	-
	753 247 701	633 435 553

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Institutions financières	517 394 466	534 484 119
Gouvernements	235 853 235	98 951 434
	753 247 701	633 435 553

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
AAA	82 896 850	33 348 675
AA+ to AA-	-	49 723 400
A+ to A-	385 570 032	286 704 026
BBB+ ou inférieur	255 650 190	234 444 917
Non noté	29 130 629	29 214 535
	753 247 701	633 435 553

	Investissement en Soukouk comptabilisé à la valeur juste			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2018 (USD)	724 117 072	-	29 130 629	753 247 701
2017 (USD)	604 215 018	-	29 220 535	633 435 553

Les investissements en Soukouk comprennent un montant de 82.896.850 USD (31 décembre 2017: 33.348.675 USD) investi dans des soukouks émis par la BID, à partir desquels la Société a réalisé un bénéfice de 1.228.626 USD (31 décembre 2017: 519.000 USD).

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

8 FINANCEMENT MOURABAHA

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Financement Mourabaha	316 539 255	316 938 483
Moins : Provision pour dépréciation (note 22)	(22 944 573)	(9 789 610)
	293 594 682	307 148 873

Tous les achats de biens effectués dans l'objectif d'une revente par le biais d'un financement Mourabaha sont spécifiquement motivés par le client. La promesse de ce dernier l'engage entièrement. En conséquence, toute perte subie par la Société du fait d'une défaillance du client, avant la vente du bien, est imputée au client.

Le financement Mourabaha comprend un financement de 100.914.418 USD (31 décembre 2017: 103.409.545 USD) fourni aux parties liées de la Société, à partir duquel la Société a réalisé un bénéfice de 2.612.831 million USD (31 décembre 2017: 2.211.175 USD)

9 FINANCEMENT DE LA VENTE À TEMPÉRAMENT

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Financement des la vente à tempérament	524 792 926	420 821 363
Moins : Provision pour dépréciation (note 22)	(15 229 455)	(10 685 762)
	509 563 471	410 135 601

Tous les biens achetés aux fins de revente, au titre du financement lié à la vente à tempérament, concernent spécifiquement la revente ultérieure au client. La promesse de ce dernier l'engage entièrement. En conséquence, toute perte subie par la Société du fait d'une défaillance du client, avant la vente du bien, est imputée au client.

Le financement de la vente à tempérament comprend un financement de 6.068.164 USD (31 décembre 2017 : 6.138.039 USD) accordé à des parties liées de la Société, duquel la Société a réalisé un bénéfice de 302.526 USD (31 décembre 2017: 402.147 USD).

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

10 IJARAH MUNTALIA BITTAMLEEK (IMB), NET

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Coût :		
<i>Actifs non encore utilisés :</i>		
Aditions et Transferts aux actifs utilisés	45 130 223	25 393 442
<i>Actifs utilisés :</i>		
Au début de l'exercice	314 947 558	289 554 116
Transfert à partir des actifs non utilisés	45 130 223	25 393 442
A la fin de l'exercice	360 077 781	314 947 558
Coût total	360 077 781	314 947 558
Amortissement cumulé :		
Au début de l'exercice	173 301 787	141 562 251
Charges de l'exercice	24 616 198	31 739 536
A la fin de l'exercice	197 917 985	173 301 787
Ijarah Muntalia Bittamleek net	162 159 796	141 645 771

L'Ijarah Muntalia Bittamleek comprend un financement de 6.607.279 USD (31 décembre 2017: 8.321.037 USD) fourni aux parties liées de la Société, duquel la Société a réalisé un bénéfice de 1.009.991 USD (31 décembre 2017: 854.108 USD).

Certains des actifs mentionnés ci-dessus représentent la part de la Société dans des accords liés à l'Ijarah Muntalia Bittamleek.

Au cours de l'exercice, de provisions pour dépréciation d'un montant de 75.519.480 USD (31 décembre 2017: 34.655.843 USD) ont été reclassées de «Ijarah Muntalia Bittamleek» dans «Autres actifs».

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

11 INVESTISSEMENTS EN FONDS PROPRES

La Société effectue, directement ou par le biais d'intermédiaires, des prises de participation au capital. En fonction de la détention effective de la Société, les investissements dans les capitaux propres à la fin de l'exercice sont comme suit:

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Filiales (Note 11.1)	260 192 879	400 546 229
Entreprises associées (Note 11.2)	115 595 141	161 794 239
Autres investissements	86 496 904	132 689 914
	462 284 924	695 030 382

L'évolution des placements de l'exercice est présentée ci-après :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Au début de l'exercice	695 030 382	755 483 873
Ajouts de l'exercice	23 440 288	32 210 567
Cessions	(14 008 073)	(4 559 509)
Gains / pertes de juste valeur, net (Note 11.4)	(242 177 673)	(88 104 549)
A la fin de l'exercice	462 284 924	695 030 382

11.1 Placements dans des filiales

Le pourcentage de participation effective dans des filiales et les pays d'immatriculation de celles-ci à la fin de l'exercice et la nature de l'activité se présentaient comme suit :

Nom de l'entité	Pays d'immatriculation	Nature de l'activité	% Participation effective	
			31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Azerbaijan Leasing	Azerbaïdjan	Crédit-bail	100	100
ICD Asset Management Limited	Malaisie	Gestion d'actifs	100	100
Islamic Banking Growth Fund	Malaisie	Fonds capital-investissement	100	100
Ijarah Management Company	Arabie Saoudite	Crédit-bail	100	100
Sante Alexandra Company	Egypte	Fabrication	100	100
Taiba Leasing	Ouzbékistan	Crédit-bail	100	100
Tamweel Africa Holding	Sénégal	Banque	100	100
Maldives Islamic Bank	Maldives	Banque	70	70
ASR Leasing LLC	Tadjikistan	Crédit-bail	67	67
Al Majmoua Al Mauritania	Mauritanie	Immobilier	53	53
Tahfeez United Company (formerly Catalyst International)	Arabie Saoudite	Services consultatifs	100	100
Taha Alam Sdn Bhd	Malaisie	Services consultatifs	50	50
Ewaan Al Fareeda Residential Co.	Arabie Saoudite	Immobilier	50	50

- a) En plus des investissements ci-dessus, il y a certaines filiales portées à leur valeur nulle ou la SID a investi dans les années précédentes et les a entièrement compromis par la suite.
- b) Il n'existe aucune disposition réglementaire ou contractuelle limitant la possibilité pour les filiales de transférer des fonds sous forme de dividende en espèces ou de rembourser des prêts ou avances qui leur ont été accordés par la SID. Il arrive à la Société d'apporter une assistance financière sous forme d'avances versées à ses filiales.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

11.2 Investissements dans des entreprises associées

Le pourcentage de participation effective dans des filiales et les pays d'immatriculation de celles-ci, à la clôture de l'exercice et la nature de leurs activités se présentaient comme suit :

Nom de l'entité	Pays d'immatriculation	Nature de l'activité	% Participation effective	
			31 décembre 2017 USD	31 décembre 2016 USD
Al-Akhtar Bank	Maroc	Banque	49	49
Enmaa Ijara Company	Egypte	Crédit-bail	47	47
Theemar Investment Fund	Tunisie	Fond	41	41
Anfaal Capital Company	Arabie Saoudite	Services-conseils en placement	38	38
Kyrgyzstan Ijara Company	Kirghizistan	Crédit-bail	37	37
Kazakhstan Ijara Company	Kazakhstan	Crédit-bail	36	36
Albania Leasing	Albanie	Crédit-bail	36	36
Al Fareeda Residential Fund	Arabie Saoudite	Immobilier	33	33
Palestine Ijarah Company	Palestine	Crédit-bail	33	33
Halic Finansal Kiralama A.S.	Turquie	Crédit-bail	33	33
Wifack International Bank	Tunisie	Crédit-bail	30	30
Royal Atlantic Residence	Gambie	Immobilier	25	25
Adritech Group International	Jordanie	Agriculture	25	25
Saudi SME Fund (Afaq)	Arabie Saoudite	Fonds	25	25
Al Sharkeya Sugar	Egypte	Fabrication	22	22
Jordan Pharmaceutical Manufacturing Co.	Jordanie	Fabrication	22	22
Saba Islamic Bank	YÉMEN	Banque	20	20
Arab Leasing Company	SOUDAN	Crédit-bail	20	20
PMB Tijari Berhad	Malaisie	Crédit-bail	20	20
Turkish Asset Management (K.A.M.P)	Turquie	Fond	20	20

En plus des investissements ci-dessus, il y a certaines entreprises associées portées à leur valeur nulle ou la SID a investi dans les années précédentes et les a entièrement compromis par la suite.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

11 INVESTISSEMENTS EN FONDS PROPRES (suite)

11.3 Juste valeur des investissements

La norme SFAS 25 établit une hiérarchie de techniques d'évaluation, selon que les données de ces évaluations sont observables ou non. Les données observables reflètent les informations du marché obtenues de sources indépendantes; les données non observables traduisent les hypothèses de la Société à propos du marché. Ces deux types de données ont donné naissance à la hiérarchie des évaluations à la juste valeur suivante :

Niveau 1 – Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des placements identiques.

Niveau 2 – Données autres que les prix cotés du Niveau 1 qui sont observables pour les placements, soit directement (en tant que prix) ou indirectement (découlant du prix).

Niveau 3 – données concernant les placements qui ne sont pas fondés sur des paramètres observables du marché (données inobservables).

Cette hiérarchisation requiert l'utilisation des données observables lorsqu'elles sont disponibles. La Société prend en compte, chaque fois que possible, les prix pertinents et observables du marché, aux fins d'évaluation.

	Placements en fonds propres évalués à la juste valeur			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2018 (USD)	16 590 903	-	445 694 021	462 284 924
2017 (USD)	29 853 351	-	665 177 031	695 030 382

Les investissements en capitaux propres qui ne sont pas cotés sur un marché actif ont été comptabilisés à leur juste valeur estimée à l'aide d'une ou de plusieurs techniques d'évaluation appliquées en tenant compte du secteur et de l'environnement commercial de l'entité bénéficiaire. Ces techniques comprenaient principalement les multiples de marché, la valeur liquidative ajustée, les flux de trésorerie actualisés, les transactions comparables récentes, les gains excédentaires et la méthode résiduelle. Les hypothèses et les apports de ces techniques d'évaluation de la juste valeur sont tirés de marchés supervisés dans la mesure du possible, mais lorsque cela n'est pas réalisable, une estimation est nécessaire pour établir la juste valeur reposant sur des hypothèses. Les seules modifications apportées aux hypothèses ou d'autres facteurs liés au marché pourraient avoir une incidence importante sur la juste valeur déclarée des investissements. La validité de ces modèles est testée en les calibrant sur les prix de toutes les transactions de marché courantes observables dans le même instrument (sans modification ni reconditionnement) lorsqu'elles sont disponibles. Pour évaluer l'importance d'une donnée particulière dans l'ensemble de la mesure, la direction procède à une analyse de sensibilité ou à des techniques de tests de résistance.

Historiquement et pour l'année en cours, la direction avait tenu compte des spécificités de l'entité bénéficiaire ainsi que de son environnement macro-économique. Les apports spécifiques à l'entité bénéficiaire comprenaient principalement les multiples de marché, la performance réelle des activités par rapport aux prévisions et les révisions des plans d'affaires. Les apports macroéconomiques comprenaient des informations spécifiques à un pays ou à une région, ainsi que les taux de change. En outre, la direction a mis au point certaines techniques d'évaluation afin de refléter de manière appropriée les circonstances et l'environnement économique en constante évolution. Les techniques d'évaluation ainsi que les apports significatifs utilisés pour mesurer la juste valeur des investissements en capitaux propres classés par niveau pour chaque secteur important au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 sont les suivantes:

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

Secteur	Technique d'évaluation	Apport significatif	Portée	31 Décembre 2018 USD	
Services financières	Valeur liquidative ajustée, Net	-	-	145 169 849	
	Evaluations relatives	-	-	136 529 112	
	Gains excédentaires	Coût des capitaux propres	14.5% - 15.8%		28 701 246
		Taux de croissance	4.0%		
		Facteur de persistance	85.0%		
	Flux de trésorerie actualisés	Coût des capitaux propres	18.9%		5 591 983
	Taux de croissance	5.8%			
	Autres techniques	-	-	4 700 083	
Industrie et mines	Valeur liquidative ajustée, Net	-	-	47 799 561	
	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'escompte	24.6%	12 909 647	
		EV/EBIDA	9.53%		
	Autres techniques	-	-	2 761 815	
Services sociaux	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'escompte	11.4%	6 568 449	
		Taux de croissance	2.5%		
Autres	Flux de trésorerie actualisés	Coût des capitaux propres	15.0%	45 721 129	
	Valeur liquidative ajustée, Net	-	-	8 091 147	
	Autres techniques	-	-	1 150 000	
Total				445 694 021	

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

11.3 Juste valeur des investissements (suite)

Outre ce qui précède, dans certains cas, la SID a appliqué une prime de contrôle allant jusqu'à 25%, en tenant compte, par exemple, du niveau de l'actionnariat, de la représentation du conseil d'administration et de l'influence sur le processus décisionnel. De même, dans certains cas, un escompte allant jusqu'à 25% était appliqué pour manque de possibilité de commercialisation.

Secteur	Technique d'évaluation	Apport significatif	Portée	31 Décembre 2017 USD	
Services financières	Valeur liquidative ajustée, Net	-	-	162 623 557	
	Evaluations relatives	-	-	154 192 238	
	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'escompte	6.13% - 21.5%		129 873 769
		Coût des capitaux propres	9.1% - 21.5%		
		Taux de croissance	3% - 8.7%		
Modèle de dividende distribuable	Coût des capitaux propres	20.1%		3 393 191	
	Taux de croissance	4.4%			
	Autres techniques	-	-	7 055 354	
Industrie et mines	Valeur liquidative ajustée, Net	-	-	69 867 574	
Services sociaux	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'escompte	15.1%	9 821 280	
		Coût des capitaux propres	14.9%		
		Taux de croissance	2%		
Autres	Valeur liquidative ajustée, Net	-	-	122 193 870	
	Autres techniques	-	-	1 202 811	
	Flux de trésorerie actualisés	Taux d'escompte	9.9%	4 953 387	
		Coût des capitaux propres	15.1%		
		Taux de croissance	1.5%		
Total				665 177 031	

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

Opération de rapprochement des éléments du Niveau 3

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Au début de l'exercice	665 177 031	720 787 158
Ajouts de l'exercice	23 440 288	32 210 567
Cessions	(5 201 858)	(4 559 509)
Gains nets de juste valeur non réalisés	(237 721 440)	(83 261 185)
A la fin de l'exercice	445 694 021	665 177 031

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Gains / (pertes) de juste valeur, net	(242 177 673)	(88 104 549)
Dividende	217 153	867 298
	(241 960 520)	(87 237 251)

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

12 AUTRES ACTIFS

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
l'Ijarah Muntahia Bittamleek, versements nets à recevoir	96 028 770	97 114 751
Solde à payer par les parties liées (Note 20.2)	28 940 492	30 273 917
Juste valeur positive des instruments financiers islamiques dérivés (Note c)	18 482 180	7 002 211
Produits à recevoir de la cession d'actions (Note a)	16 844 093	16 844 093
Revenu accumulé	12 566 515	9 944 615
Avances aux employés	8 691 835	10 825 369
Produits à recevoir à l'échéance des certificats du Trésor/ Soukook (Note b)	8 077 352	8 077 352
Portion non amortie des frais d'émission du Soukook	6 294 180	6 529 790
Autres créances	8 704 822	9 301 720
	204 630 239	195 913 818
Moins : Provision pour dépréciation (Note d) et (Note 22)	(115 875 669)	(64 760 479)
	88 754 570	131 153 339

- (a) Cela représente le produit à recevoir sur la vente des actions. La transaction a été soumise à des procédures d'arbitrage par les autorités de réglementation compétentes d'un pays membre. La Société estime que le solde est entièrement déprécié. Par conséquent, une provision pour dépréciation de la perte comptable a été fournie.
- (b) Le 23 juillet 2008 (Rajab 20 1429H), la Société a conclu un accord avec une contrepartie pour investir dans les Soukook avec une option de conversion en actions du capital de l'entité détenue au moment de l'offre publique initiale (OPI). Les Soukook s'étaient échus durant l'exercice 1431H. Cependant, les formalités de l'OPI n'ont pas été complétées et le montant est en souffrance depuis lors. La Direction est en discussion avec la direction de l'entité détenue et examine diverses options. Par conséquent, la Direction a déprécié la totalité du montant.
- (c) Les instruments financiers islamiques dérivés représentent les contrats de change à terme et les contrats de swap de devises. Les swaps de taux bénéficiaire à terme et de devises croisées sont détenus pour atténuer le risque de fluctuation de la devise pour les placements auprès des institutions financières, les investissements de Soukook, les actifs de financement et les Soukook émis. Les swaps de taux bénéficiaire sont détenus pour atténuer les effets de la fluctuation dans l'évolution du coût d'emprunt en faisant correspondre l'emprunt à taux variable avec le revenu à taux variable. Le tableau ci-dessous comporte la juste valeur positive et négative des instruments financiers islamiques dérivés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

12 AUTRES ACTIFS (suite)

Instrument financier islamique dérivé	Montant Notionnel (USD)	Juste valeur positive (USD)	Juste valeur Négative (USD)
Swaps de devise croisée	302 305 661	2 266 006	3 579 188
Swaps de taux bénéficiaire	472 650 000	7 253 788	2 091 520
Contrats à terme	233 483 343	8 962 386	255 726
31 décembre 2018	1 008 439 003	18 482 180	5 926 434

Instrument financier islamique dérivé	Montant Notionnel (USD)	Juste valeur positive (USD)	Juste valeur Négative (USD)
Swaps de devise croisée	490 378 170	-	14 241 736
Swaps de taux bénéficiaire	464 355 000	6 461 271	102 499
Contrats à terme	45 284 049	540 940	2 860 292
31 décembre 2017	1 000 017 219	7 002 211	17 204 527

d) Au cours de l'exercice, de provisions pour dépréciation d'un montant de 75.519.480 USD (31 décembre 2017: 34.655.843 USD) ont été reclassées de «ljarah Muntahia Bittamleek» dans «Autres actifs».

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

13 SOUKOUK ÉMIS

Date d'émission	Date de maturité	Monnaie d'émission	Montant émis USD	Taux	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Coté (note a)						
13/04/2017	13/04/2021	USD	300 000 000	2.468% Fixe	300 000 000	300 000 000
Non coté (note b)						
28/12/2018	30/12/2019	USD	80 000 000	3M LIBOR + 0.80%	80 000 000	80 000 000
22/02/2017	22/02/2018	KWD	200 000 000	3.4% Fixe	-	198 807 157
24/02/2017	24/02/2024	USD	350 000 000	3M LIBOR + 0.55%	350 000 000	350 000 000
19/07/2017	19/07/2024	USD	250 000 000	3M LIBOR + 0.75%	250 000 000	250 000 000
			1 180 000 000		980 000 000	1 178 807 157

- (a) Au cours de l'exercice prenant fin au 31 décembre 2016 la Société par l'intermédiaire d'une entité ad hoc (SPV), une entité enregistrée dans les îles Caïmans, a émis des Soukous d'une valeur de 300 million USD qui sont cotés à la Bourse de Londres et à Nasdaq Dubaï. Les Soukous sont protégés contre certains actifs de la Société, y compris le Mourabaha, l'Istisna'a, la Vente à tempérament, les actifs ljarah, les investissements autorisés conformes à la charia et tout actif remplacé. Ces actifs sont sous le contrôle de la Société et doivent continuer à être assurés par la Société.
- (b) Les certificats de fiducie (Soukous) confèrent aux détenteurs de certificats le droit de recevoir à intervalles convenus, des paiements (distributions périodiques) sur les éléments de profit de la vente à tempérament de la Société, les actifs Istisna'a et ljarah vendus à chaque émission par la Société aux fiduciaires. La Société, en tant que tierce partie, garantit aux fiduciaires une performance ponctuelle des actifs constitutifs du portefeuille.

14 FINANCEMENT MOURABAHA

Le financement Mourabaha est reçu d'institutions financières sous des accords de financement de Mourabaha des produits. Le financement a des échéances qui varient de 2 à 4 ans (31 décembre 2017 : 2 à 4 ans)

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

15 CHARGES À PAYER ET AUTRES PASSIFS

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Juste valeur négative des instruments financiers islamiques dérivés (Note 12(d))	5 926 434	17 204 527
Solde à payer aux parties liées (Note 20.3)	441 553	7 108 236
Bénéfice accumulé sur les Soukook émis	4 425 079	4 834 485
Bénéfice cumulé à verser au titre de financement Mourabaha	11 747 750	4 726 995
Dividende à verser (Note 19)	4 108 563	4 108 563
Autres montants à payer	4 992 306	3 989 970
	31 641 685	41 972 776

16 PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL

Régime de Retraite du Personnel (SPP)

Le SPP est un régime de retraite à prestations déterminé, qui est entré en vigueur le 1 Rajab 1399H. Toute personne employée à temps plein par la Société, à l'exception des employés à durée déterminée, tel que défini dans les politiques d'emploi de la Société, est éligible pour participer au SPP, à l'achèvement de la période de stage, généralement 1 an.

Le Comité de la Pension dont les membres sont nommés par le Président du Groupe de la BID, au nom de ses employés, administre le SPP en tant que fonds distinct. Le de gestion des investissements de la Caisse de retraite est responsable de la supervision des activités de placement et actuarielles du SPP. Les actifs du SPP sont investis conformément aux politiques définies par le Comité de gestion des investissements de la Caisse de retraite. La BID et ses filiales souscrivent au risque des activités de placement et actuarielles de la SRP et partagent les dépenses administratives.

Les principales caractéristiques du SPP sont :

- (i) L'âge normal de départ à la retraite est 62 ans.
- (ii) Arrivé à l'âge de retraite, l'employé a droit à 2,5% de la rémunération moyenne la plus élevée (salaire de base + indemnité compensatrice du coût de la vie) pour chaque année de service ouvrant droit à pension.

Au titre du régime, l'employé contribue à hauteur de 9% de son salaire de base annuel, tandis que la contribution de la BID et de ses filiales s'élève à 21%.

Système de couverture médicale post-emploi du Personnel (SRMP)

Dès le 1^{er} Mouharram 1421H, la Banque a établi le système de couverture médicale pour son personnel retraité conformément à la résolution du Conseil des Directeurs exécutifs en date du 18 Chawwal 1418H. Ce système de couverture médicale a été étendu aux membres du personnel des filiales du Groupe, c.-à-d. sur le SPP. La BID et ses filiales financent le SRMP à hauteur de 1% et son personnel à hauteur de 0,5% des salaires de base, respectivement.

Le système de couverture médicale post-emploi est conçu pour verser un montant mensuel aux employés retraités éligibles pour couvrir leurs frais médicaux. La gestion du système de couverture médicale post-emploi (SRMP) est indépendante du régime de retraite du personnel (SPP). Les contributions sont investies de la même manière que pour le régime de retraite du personnel sous la responsabilité du Comité de gestion des investissements de la Caisse de retraite.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

16 PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL (suite)

Système de couverture médicale post-emploi du Personnel (SRMP) (suite)

Les droits mensuels payables à chaque retraité sont calculés selon la formule suivante :

Rémunération mensuelle moyenne la plus élevée x période minimum de contribution x 0,18% } /12.

La répartition des passifs nets de retraite du personnel au 31 décembre 2018 est la suivante :

	2018	SPP	SRMP	Total
	31 décembre 2018 (USD)			
Actifs du régime (note 16.1)		37 465 191	1 821 114	39 286 305
Obligations au titre des prestations définies (DBO) (note 16.2)		(50 175 375)	(3 761 453)	(53 936 828)
Passifs net du régime de retraite du personnel		(12 710 184)	(1 940 339)	(14 650 523)

	2017	SPP	SRMP	Total
	31 décembre 2017 (USD)			
Actifs du régime (note 16.1)		35 598 339	1 701 561	37 299 900
Obligations au titre des prestations définies (DBO) (note 16.2)		(50 622 358)	(4 341 968)	(54 964 326)
Passif net du régime de retraite du personnel		(15 024 019)	(2 640 407)	(17 664 426)

16.1 Le mouvement de la valeur actuelle des actifs du régime se résume ainsi qu'il suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Solde au 1 janvier	35 598 339	31 842 820	1 701 561	1 501 482
Revenu des actifs du régime	1 472 322	1 450 266	75 299	64 304
Rendement des actifs du régime supérieur au taux d'escompte	-	616 734	-	2 964
Contributions aux participations du régime	1 100 000	1 138 073	61 000	60 370
Contribution de l'employeur	2 577 000	2 655 505	123 000	120 740
Décaissements à partir des actifs du régime	(2 192 159)	(2 105 059)	(84 449)	(48 299)
Autres	(1 090 311)	-	(55 297)	-
	37 465 191	35 598 339	1 821 114	1 701 561

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

16.2 Le mouvement de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies se présente comme suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Solde au 1 janvier	50 622 358	43 934 811	4 341 968	3 451 970
Coûts de service actuels	2 547 024	4 070 599	260 400	370 286
Coût des obligations au titre des prestations définies	2 061 591	1 891 472	182 322	152 460
Contributions aux participations du régime	1 100 000	1 138 073	61 000	60 370
Déficit / (gain) actuariel net	(3 524 451)	1 692 462	(982 968)	355 181
Décaissements à partir des actifs du régime	(2 192 158)	(2 105 059)	(84 449)	(48 299)
Autres	(438 989)	-	(16 820)	-
	50 175 375	50 622 358	3 761 453	4 341 968

16.3 Sur la base des évaluations actuarielles, les dépenses du régime de retraite et de couverture médicale pour l'exercice se présentent comme suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Coûts des services rendus – bruts	2 547 024	4 070 599	260 400	370 286
Coût de l'obligation au titre des prestations définies	2 061 591	1 891 472	182 322	152 460
Revenu des actifs du régime	(1 472 322)	(1 450 266)	(75 299)	(64 304)
Coût comptabilisé dans le compte de résultat	3 136 293	4 511 805	367 423	458 442
Pertes / (gains) actuarielles résultant des hypothèses	(3 524 449)	1 692 462	(982 969)	355 181
Rendement des actifs du régime (inférieur) / supérieur au taux d'escompte	(1 163 720)	(616 734)	(2 086)	(2 964)
Perte actuarielle comptabilisée dans l'état des capitaux propres des membres	(4 688 169)	1 075 728	(985 055)	352 217

16.4 Le tableau ci-dessous présente les actifs du régime par catégories principales :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Investissements Soukook	14 296 060	18 555 664	1 008 025	1 348 119
Fonds géré et ventes à tempérament	6 427 652	7 977 500	-	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie et placements en produits	12 539 365	5 034 106	803 992	224 918
Terres	4 396 985	4 001 502	-	-
Autres	(194 871)	29 567	9 097	128 524
	37 465 191	35 598 339	1 821 114	1 701 561

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

16 PASSIF AU TITRE DU RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL (suite)

16.5 Les hypothèses utilisées pour calculer le passif des plans de retraite sont comme suit :

	SPP		SRMP	
	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Fonds géré et ventes à tempérament	4,50%	4,15%	4,50%	4,15%
Investissements Soukouk	4,50%	4,50%	4,50%	4,50%

Le taux d'escompte utilisé pour définir les prestations est choisi en référence aux taux à long terme des obligations d'entreprise AA.

17 FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA SID

Le montant indiqué représente le revenu net accumulé au 31 décembre 2018 provenant de placements de liquidités auprès de certaines banques et institutions financières conventionnelles, qui a été cessé par la SID, ainsi que des revenus jugés non conformes aux principes de la Charia. Selon les recommandations du Comité de la Charia du Groupe de la BID, ce revenu doit être utilisé à des fins caritatives et par conséquent, il est assimilé à un passif. L'utilisation de ce passif relève de la responsabilité du Comité des Œuvres de bienfaisance mis en place au sein de la Société. Les sources et l'utilisation du Fonds de solidarité de la SID à la clôture de l'exercice visé, sont présentées ci-dessous :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Sources		
Au début de l'exercice (des placements conventionnels et autres)	1 039 521	870 026
Transfert à partir du Compte de résultat durant l'exercice (frais de paiement tardif uniquement)	63 107	385 047
Revenu réalisé	16 798	6 845
	1 119 426	1 261 918
Utilisateurs		
Œuvres de bienfaisance	(126 251)	(222 397)
A la fin de l'exercice	993 175	1 039 521

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

18 CAPITAL-ACTIONS

A la clôture de l'exercice, la situation du capital social de la Société était la suivante :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Capital-actions autorisé : 400 000 actions à 10 000 USD l'unité	4 000 000 000	4 000 000 000
Capital-actions souscrit :		
Disponibles à la souscription : 200 000 actions à 10 000 USD l'unité	2 000 000 000	2 000 000 000
Capital-actions non encore souscrit	(279 790 000)	(242 765 336)
	1 720 210 000	1 757 234 664
Versements dus et non encore réglés	(409 277 192)	(709 820 452)
Capital libéré	1 310 932 808	1 047 414 212

Le capital libéré de la Société représente des montants reçus des membres suivants :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Banque islamique de développement (BID)	534 681 958	472 181 958
Pays membres	626 845 850	473 297 254
Iran Foreign Investment Company	40 000 000	40 000 000
Saudi Public Investment Fund	101 205 000	53 735 000
Bank Keshavarzi	6 000 000	6 000 000
Bank Mellî	2 000 000	2 000 000
Banque Nationale d'Algérie	200 000	200 000
Capital libéré	1 310 932 808	1 047 414 212

19 RESERVE ET DIVIDENDE

Conformément aux dispositions prévues à la Section 1 de l'article 33 des Statuts de la Société, il appartient à l'Assemblée générale de déterminer, après déduction du montant à affecter aux réserves, la proportion du revenu net et des excédents devant être distribuée à titre de dividende. En général, il n'y aura pas de distribution de dividende avant que le niveau desdites réserves a atteint 12,5% du capital souscrit.

Il n'y a pas eu de distribution de dividende en 2018.

Lors de sa séance plénière tenue le 18 mai 2017 (correspondant au 22 Sha'aban 1438H) à Djaddeah, Arabie Saoudite, l'Assemblée générale, en vertu de la résolution AG 17/1/438 a approuvé un dividende de 17.647.357 USD en proportion du capital versé détenue par chaque membre comme suit :

- (a) Pour la BID, 8.032.979 USD seront alloués sous forme d'actions.
- (b) Pour les institutions financières publiques, un dividende en espèces de 1.564.000 USD.
- (c) Pour les pays membres, un dividende de 8.050.378 USD à distribuer sous forme d'actions.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

20 TRANSACTIONS ET SOLDES LIES AUX PARTIES APPARENTEES

Les parties liées représentent les filiales, les sociétés associées, les actionnaires, les directeurs et le personnel de gestion clé de la Société, et les entités contrôlées, contrôlées conjointement ou fortement influencées par ces parties. Les politiques de tarification et les termes de ces opérations sont approuvés par la direction de la Société.

20.1 Ci-après les détails des principales transactions liées aux parties apparentées effectuées pendant l'exercice :

		Décembre 2018 USD	Décembre 2017 USD
Groupe de la banque islamique de développement	Déficit actuariel retraite et location (note a)	2 087 890	2 088 900
Islamic Banking Growth Fund	Commission de gestion	-	448 630
Sante Alexandra	Avance	190 553	-
ICD Fixed Income Limited	Commission de gestion	-	3 294 060
Tamweel Africa Holding	Avance	217 222	270 564
Catalyst Group International	Avance	540 453	645 523
Ijarah Management Company	Avance	184 811	234 160
Wifack International Bank	Avance	44 255	-
Members / Directors / Shareholders	Indemnités & Honoraires	-	338 396
Maldives Islamic Bank	Recharges	-	137 804
Taiba Leasing	Avance	222 517	-
Taiba Titrisation	Avance	197 433	-

(a) Certains soldes et transactions entre les parties liées ont été présentés dans les notes 7 à 10.

20.2 Solde à payer par les parties liées était comme suit:

	Décembre 2018 USD	Décembre 2017 USD
Sante Alexandra	6 754 151	6 563 598
Tamweel Africa Holding	4 826 209	5 043 431
Catalyst Group International	4 803 102	4 262 649
ICD Fixed Income Limited	1 433 045	3 035 596
Bidaya Home Financing Company	2 863 024	2 863 024
Caspian Leasing	2 144 660	2 144 660
Taiba Titrisation	1 724 127	1 526 694
Ijarah Management Company	604 254	789 065
Société Internationale Islamique de financement du commerce (SIFC)	590 011	578 163
Wifack International Bank	500 968	545 223
Taiba Leasing	254 633	477 150
Islamic Banking Growth Fund	448 630	448 630
Al Majmoua Mouritania (MMI)	330 005	330 007
La banque islamique de développement	515 569	-
Autres	1 148 104	1 666 027
	28 940 492	30 273 917

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

20.3 Solde à payer aux parties liées était comme suit :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Banque islamique de développement (BID)	-	2 758 644
Fonds Waqf	-	4 317 666
Fonds du marché monétaire de la SID	115 742	-
Fonds de retraite	147 339	-
Royal Atlantic	145 878	-
Autres	32 594	31 926
	441 553	7 108 236

20.4 La compensation payée ou payable au personnel de gestion clé est comme suit :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Salaires et autres avantages à court terme	3 222 907	2 959 293
Avantages postérieurs à l'emploi	348 067	322 694
	3 570 974	3 281 987

21 IJARAH MUNTAHIA BITTAMLEEK, NET

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Revenu de Ijarah Muntahia Bittamleek,	33 239 063	41 911 195
Amortissement	(24 616 198)	(31 739 536)
A la fin de l'exercice	8 622 865	10 171 659

22 ALLOCATION DE DÉPRÉCIATION POUR L'ACTIF DE FINANCEMENT

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Au début de l'exercice	85 235 851	67 495 686
Charges de l'exercice, nettes	79 332 297	17 740 165
A la fin de l'exercice	164 568 148	85 235 851

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

22 ALLOCATION DE DÉPRÉCIATION POUR L'ACTIF DE FINANCEMENT (suite)

La répartition de la provision pour dépréciation d'actifs financiers est la suivante :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Financement Mourabaha (Note 8)	22 944 573	9 789 610
Vente à tempérament (Note 9)	15 229 454	10 685 762
Créances d'Ijarah Muntahia Bittamleek (Note 12)	75 519 480	34 655 843
Placements dans les Soukouk (Note 7)	10 518 452	-
Autres actifs (Note 12)	40 356 189	30 104 636
	164 568 148	85 235 851

23 GAINS / (PERTES) NET SUR JUSTE VALEUR DE PRODUITS DERIVES NETS DES PERTES / (GAINS) DE DEVICES

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Pertes de change	23 312 566	(24 949 601)
Gains sur la juste valeur de produits dérivés	(15 254 525)	27 601 242
	8 058 041	2 651 641

24 ACTIFS FIDUCIAIRES

24.1 Fonds d'investissement

Le Fonds d'investissement de la SID (Labuan) LLP (auparavant – Fonds d'investissement de la la Banque islamique de développement) (le «Fonds») a été créé en vertu de l'article 22 des Statuts de la Banque islamique de développement («la Banque» ou «la BID») à Djeddah, en Arabie Saoudite. Le Fonds a commencé ses activités le 1^{er} janvier 1990. Conformément à la Convention de l'Islamic Limited Liability Partnership (la «Société» ou la «Convention») datée du 3 novembre 2015 le Fonds était également enregistré en vertu de la Loi de Territoire fédéral de Labuan, Malaisie. Par conséquent, le nom du Fonds a été changé de Fonds d'investissement de la BID à Fonds d'investissement de la SID (Labuan) LLP. Le numéro d'enregistrement du Fonds est LLP00181

Le Fonds a pour objectif de contribuer au développement économique des pays membres, par la mobilisation de l'épargne des institutions et des investisseurs individuels et son placement dans des projets productifs mis en œuvre dans les pays membres concernés. Conformément à la Convention de l'Islamic Limited Liability Partnership (la «Société» ou la «Convention») datée du 3 novembre 2015.

Au 31 décembre 2018 le montant total des actifs du fonds sous gestion, était de 151,96 million USD (31 décembre 2017: 189,8 million USD).

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

24.2 Fonds du Marché Monétaire

Le Fonds du Marché monétaire de la SID (Labuan) LP ("FMM") est une société islamique à responsabilité limitée de Labuan (LLP) enregistrée au titre de la Loi 2010 du 22 juillet 2014. L'objectif du partenariat est de réaliser un revenu périodique par le biais de placements, d'investissement et de financement de produits conformes à la Charia.

Au 31 décembre 2018 le montant total des actifs du FMM sous gestion de la SID était de 198,56 million USD (31 décembre 2017: 229,8 million USD).

24.3 Corporate Premium Fund

Le Fonds « Corporate Premium Fund » de la SID (Labuan) LLP (le «Fonds») est un fonds d'investissement à capital variable constitué en vertu de l'accord islamique de Sociétés à responsabilité limitée (la «Société» ou l'«Accord») daté du 17 novembre 2015 et domicilié au Territoire fédéral de Labuan, Malaisie. L'objectif de la société est d'obtenir des revenus compétitifs et périodiques à travers des investissements et financements viables et conformes aux principes de la Chari'a et aux politiques d'investissement approuvées.

Au 31 décembre 2018 l'actif net de CPF sous la direction de la SID s'élevait à 56,66 million USD (2017: 65,4 million USD).

24.4 Trade Premium Fund

Le Fonds « Trade Premium Fund » de la SID (Labuan) LLP (le «TPFs») est un fonds d'investissement à capital variable constitué en vertu de l'accord islamique de Sociétés à responsabilité limitée (la «Société» ou l'«Accord») daté du 17 novembre 2015 et domicilié au territoire fédéral de Labuan, Malaisie. L'objectif de la société est d'obtenir des rendements compétitifs et périodiques en investissant dans des investissements de financement commercial viables, à court terme et relativement aux risques faibles, conformément aux principes de la charia et aux politiques d'investissement approuvées.

Au 31 décembre 2018 l'actif net de TPF sous la direction de la SID s'élevait à 38,34 million USD (2017: 37,1 million USD).

La SID gère L'UIF, le MMF, le CPF et le TPF en tant que gestionnaire contre des commissions de gestion incluses dans le compte de résultat sous Commission de gestion. Ces fonds sont cogérés dans le cadre d'un véhicule à usage spécial: "ICD Fixed Income Limited".

24.5. Autres

Certains placements en produits, investissements Soukook et en capitaux sont au nom de la Société, sont dans l'intérêt des entités du groupe de la BID et sont gérés par les entités respectives.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

25 MONTANT NET DES AVOIRS EN DEVICES ETRANGERES

Ci-après la répartition de ces actifs nets par devises, en montants équivalents en USD à la clôture de l'exercice considéré :

	31 décembre 2018 USD	31 décembre 2017 USD
Euro	230 728 209	233 997 130
Roupie pakistanaise	8 087 136	15 923 216
Tenge du Kazakhstan	7 925 326	7 831 299
Dirham marocain	4 479 652	4 024 118
Dinar jordanien	5 350 995	3 434 705
Dirham des Émirats Arabes Unis	3 648	993 045
Livre sterling	104 443	146 546
Ringgit malaisien	(53 027)	25 427
Dinar Islamique	556	220
Franc CFA (XOF)	(62 288)	(12 037)
Livre turque	(82 101)	(72 693)
Roupie indonésienne	(58 364)	(78 443)
Riyal saoudien	(217 519 925)	(162 237 579)
	38 904 260	103 974 954

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

26 CONCENTRATION DES ACTIFS

26.1 La concentration des actifs par zone géographique à la clôture de l'exercice est comme suit :

31 Décembre 2018	Afrique USD	Asie USD	Australie USD	Total USD
Trésorerie et soldes bancaires	8 039 932	531 807 274	123 000 000	662 847 206
Placements de produits via les institutions financières	23 788 443	91 498 868	-	115 287 311
Placements dans les Soukook	29 649 080	723 598 621	-	753 247 701
Financement Mourabaha	42 061 999	251 532 683	-	293 594 682
Financement de la Vente à tempérament	357 925 715	151 637 756	-	509 563 471
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	76 815 610	85 344 186	-	162 159 796
Actifs d'Istisna'a	-	22 882 095	-	22 882 095
Investissements en fonds propres	228 582 686	233 702 239	-	462 284 925
Autres actifs	20 465 777	68 288 792	-	88 754 569
Immobilisations corporelles	-	206 834	-	206 834
	787 329 242	2 160 499 348	123 000 000	3 070 828 590

31 Décembre 2018	Afrique USD	Asie USD	Australie USD	Total USD
Trésorerie et soldes bancaires	621 278	516 912 645	-	517 533 923
Placements de produits via les institutions financières	23 788 443	121 871 210	-	145 659 653
Placements dans les Soukook	19 220 535	614 215 018	-	633 435 553
Financement Mourabaha	25 838 096	281 310 777	-	307 148 873
Financement de la Vente à tempérament	264 904 523	145 231 078	-	410 135 601
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	40 839 944	100 805 826	-	141 645 770
Actifs d'Istisna'a	-	18 570 233	-	18 570 233
Investissements en fonds propres	365 766 809	329 263 573	-	695 030 382
Autres actifs	12 699 255	118 454 085	-	131 153 340
Immobilisations corporelles	-	346 397	--	346 397
	753 678 883	2 246 980 842	-	3 000 659 725

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS
 Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

26 CONCENTRATION DES ACTIFS (suite)

26.2 La concentration des actifs par le secteur économique à la clôture de l'exercice est analysée ci-après :

31 décembre 2018	Services financiers USD	Industrie et mines USD	Services Sociaux USD	Autres USD	Total USD
Trésorerie et soldes bancaires	662 847 206	-	-	-	662 847 206
Placements de produits via les institutions financières	115 287 311	-	-	-	115 287 311
Placements dans les Soukook	468 358 467	-	284 889 234	-	753 247 701
Financement Mourabaha	119 441 594	99 179 948	56 732 063	18 241 076	293 594 681
Financement de la Vente à tempérament	504 785 128	4 778 344	-	-	509 563 472
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	-	110 848 684	4 637 926	46 673 186	162 159 796
Actifs d'Istisna'a	-	-	22 882 095	-	22 882 095
Investissements en fonds propres	333 407 136	63 471 023	8 723 262	56 683 503	462 284 924
Autres actifs	55 049 088	15 567 559	10 492 662	7 645 261	88 754 570
Immobilisations corporelles	206 834	-	-	-	206 834
	2 259 382 764	293 845 558	388 357 242	129 243 026	3 070 828 590

31 décembre 2017	Services financiers USD	Industrie et mines USD	Services Sociaux USD	Autres USD	Total USD
Trésorerie et soldes bancaires	517 533 923	-	-	-	517 533 923
Placements de produits via les institutions financières	145 659 653	-	-	-	145 659 653
Placements dans les Soukook	534 484 118	-	-	98 951 435	633 435 553
Financement Mourabaha	138 442 617	112 696 289	33 809 559	22 200 408	307 148 873
Financement de la Vente à tempérament	410 135 601	-	-	-	410 135 601
Ijarah Muntahia Bittamleek (IMB) net	-	119 936 304	6 819 553	14 889 913	141 645 770
Actifs d'Istisna'a	-	-	18 570 233	-	18 570 233
Investissements en fonds propres	483 556 756	69 867 574	13 255 985	128 350 067	695 030 382
Autres actifs	42 840 035	66 452 816	5 042 018	16 818 471	131 153 340
Immobilisations corporelles	346 397	-	-	-	346 397
	2 272 999 100	368 952 983	77 497 348	281 210 294	3 000 659 725

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

27 ECHEANCES CONTRACTUELLES DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Les échéances contractuelles des éléments de l'actif et du passif de la Société, en fonction de leur durée respective ou de la période prévue pour leur conversion en espèces, étaient comme suit à la clôture de l'exercice :

31 décembre 2018	Moins de 3 mois USD	3 à 12 mois USD	1 à 5 ans USD	Plus de 5 ans USD	Pas de maturité fixe USD	Total USD
Actifs						
Trésorerie et soldes bancaires	662 847 206	-	-	-	-	662 847 206
Placements de produits	90 287 311	-	25 000 000	-	-	115 287 311
Placements Soukook	162 685 140	145 769 089	444 793 472	-	-	753 247 701
Financement Mourabaha	69 211 203	40 176 233	110 748 087	73 459 159	-	293 594 682
Financement de la vente à tempérament	91 631 130	197 602 601	220 329 740	-	-	509 563 471
Ijarah Muntahia Bittamleek, net	64 350 491	548 329	37 128 481	60 132 495	-	162 159 796
Financement Istisna'a	-	808 239	4 451 025	17 622 831	-	22 882 095
Investissements en fonds propres	-	-	-	-	462 284 924	462 284 924
Autres actifs	7 193 844	68 395 869	10 672 525	2 492 332	-	88 754 570
Immobilisations corporelles	-	206 834	-	-	-	206 834
	1 148 206 325	453 507 194	853 123 330	153 706 817	462 284 924	3 070 828 590
Passifs						
Soukook émis	-	80 000 000	900 000 000	-	-	980 000 000
Financement Mourabaha	-	-	1 039 552 869	-	-	1 039 552 869
Charges à payer et autres passifs	-	31 641 685	-	-	-	31 641 685
Passifs au titre du régime de retraite du personnel	-	-	-	-	14 650 523	14 650 523
Montants dus au Fonds de solidarité de la SID	993 175	-	-	-	-	993 175
	993 175	111 641 685	1 939 552 869	-	14 650 523	2 066 838 252

31 décembre 2017	Moins de 3 mois USD	3 à 12 mois USD	1 à 5 ans USD	Plus de 5 ans USD	Pas de maturité fixe USD	Total USD
Actifs						
Trésorerie et soldes bancaires	517 533 923	-	-	-	-	517 533 923
Placements de produits via les institutions financières	91 788 443	51 871 210	2 000 000	-	-	145 659 653
Placements Soukook	30 023 100	19 614 000	583 798 453	-	-	633 435 553
Financement Mourabaha	48 231 509	56 149 016	134 724 994	68 043 354	-	307 148 873
Financement de la vente à tempérament	58 644 945	132 909 429	218 581 227	-	-	410 135 601
Ijarah Muntahia Bittamleek, net	6 757 418	20 641 619	98 344 847	15 901 886	-	141 645 770
Actifs d'Istisna'a	-	-	3 032 011	15 538 222	-	18 570 233
Investissements en fonds propres	-	-	-	-	695 030 382	695 030 382
Autres actifs	15 854 175	-	115 299 165	-	-	131 153 340
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	346 397	346 397
	768 833 513	281 185 274	1 155 780 697	99 483 462	695 376 779	3 000 659 725
Passifs						
Soukook émis	198 807 157	-	980 000 000	-	-	1 178 807 157
Financement Mourabaha	-	-	698 667 929	-	-	698 667 929
Charges à payer et autres passifs	41 972 776	-	-	-	-	41 972 776
Passifs au titre du régime de retraite du personnel	-	-	-	-	17 664 426	17 664 426
Montants dus au Fonds de solidarité de la SID	1 039 521	-	-	-	-	1 039 521
	241 819 454	-	1 678 667 929	-	17 664 426	1 938 151 809

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

28 SUPERVISION DU COMITE DE LA CHARIA

Aux termes de l'article 29 (1) de ses Statuts, la Société doit avoir un comité de la Charia. Étant membre du Groupe de la BID, elle a recours au Comité de la Charia du Groupe de la BID. Ce comité décide si certaines catégories d'investissement sont conformes à la Charia et examine toutes questions qui lui sont soumises par le Conseil des Directeurs, le Comité exécutif ou la Direction de la Société.

29 GESTION DU RISQUE

Les activités de la Société l'exposent à divers risques (risque de crédit, risque du marché et risque de liquidité) liés à l'utilisation d'instruments financiers. La haute direction, sous la supervision du conseil, supervise et gère les risques liés aux instruments financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations, faisant ainsi subir à l'autre partie une perte financière.

La Société est exposée au risque de crédit aussi bien dans ses opérations financières que ses activités de trésorerie. Le risque de crédit existe parce que les bénéficiaires et les contreparties de la trésorerie pourraient manquer à leurs obligations contractuelles ou les investissements de la Société pourraient subir une baisse de valeur.

Pour toutes les catégories d'actifs financiers détenus par la Société, le plafond de l'exposition au risque de crédit correspond à leur valeur comptable indiquée au bilan. Les éléments d'actif contribuant à soumettre la Société au risque de crédit sont notamment les soldes bancaires, les placements de produits par les institutions financières, les investissements Soukouk, le financement Mourabaha, le financement de la vente à tempérament, le financement Ijarah Muntahia Bittamleek, le financement Istisna'a et les autres actifs. Ce risque est atténué de la manière suivante :

Les placements de produits par le biais d'institutions financières et les investissements Soukouk sont gérés par le Département du Trésor de la Société. La Société a effectué des placements auprès d'institutions financières dans le cadre d'un mécanisme Wakala Bil Istismar. Des études adéquates avec la diligence requise sont réalisées avant tout placement et, à la clôture de l'exercice, la direction considère qu'aucun risque de crédit majeur ne pèse sur ces investissements.

La Société procède à une évaluation du financement Mourabaha, de la vente à tempérament et de l'Ijarah Muntahia Bittamleek et le financement Istisna'a (actifs de financement). Une évaluation du crédit est effectuée en interne et il est fait appel à l'expertise extérieure en cas de besoin. Le Comité exécutif du Conseil des Directeurs de la Société approuve tous les financements et ceux-ci sont généralement obtenus sur la base de garanties adéquates pour le financement. Dans le cadre des contrats de l'Ijarah Muntahia Bittamleek, la Société conserve la propriété du bien concerné qui n'est transférée au bénéficiaire qu'après règlement de tous les montants dus à l'expiration de la période de crédit-bail. La valeur comptable nette des biens de l'Ijarah Muntahia Bittamleek, après prise en compte de la provision pour dépréciation, ainsi qu'indiqué dans l'état de la situation financière, est considérée par la direction de la Société.

A la date de clôture, l'ancienneté des actifs financiers de la Société échus et soumis à un test de dépréciation, est la suivante :

	Financement Mourabaha USD	Financement de la vente à tempérament USD	Créances Ijarah Muntahia Bittamleek USD
0-90 jours	1 179 485	610 458	1 583 219
91-180 jours	747 946	200 296	637 159
181 jours et plus	18 796 015	2 472 694	81 631 606
31 décembre 2018	20 723 446	3 283 448	83 851 984
0-90 jours	2 023 333	-	4 766 072
91-180 jours	240 000	-	676 148
181 jours et plus	14 234 525	10 685 763	59 065 357
31 décembre 2017	16 497 858	10 685 763	64 507 577

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

Il est présenté ci-après l'ancienneté des actifs financiers échus de la Société mais qui n'étaient pas considérés par la direction comme étant dépréciés, compte tenu du fait qu'il n'y a pas eu de changement en ce qui concerne leur qualité de crédit :

	Financement Mourabaha USD	Financement de la vente à tempérament USD	Créances Ijarah Muntahia Bittamleek USD
0-90 jours	1 162 868	3 442 353	2 275 386
91-180 jours	-	85 746	453 535
181 jours et plus	2 731 643	284 310	2 475 810
31 décembre 2018	3 894 511	3 812 409	5 204 731
0-90 jours	2 974 502	-	1 633 163
91-180 jours	5 454 964	-	993 970
181 jours et plus	890 590	-	28 331 757
31 décembre 2017	9 320 056	-	30 958 890

Au 31 décembre 2018 la partie non encore échue des créances en souffrance au 31 décembre 2018 s'élevait à 93,2 million USD (31 décembre 2017: 39,3 million USD).

En plus des actifs de financement ci-dessus, certains autres actifs comprennent des soldes en souffrance et une provision appropriée a été comptabilisée à leur encontre.

La Société fait en sorte d'obtenir des garanties adéquates et emploie d'autres méthodes de rehaussement du crédit propres à lui permettre de préserver la valeur de ses investissements. Dans ce cadre, elle exige notamment des garanties bancaires, des garanties de société, le nantissement d'actifs, la possession d'un titre pour la propriété faisant l'objet de financement, etc. Dans l'ensemble, la valeur des garanties et autres formes de nantissement détenus par la Société en ce qui concerne ces éléments d'actif à la date de clôture, ont été jugés suffisants par rapport à l'encours total des risques. Chaque fois que la direction de la Société et son comité chargé des provisionnements jugent peu probable le recouvrement de la valeur intégrale d'une créance, une provision adéquate est constituée. La politique suivie par la Société en ce qui concerne les garanties et sûretés, dans le cadre d'opérations de financement à terme, est que la somme des garanties doit être supérieure ou égale à 125% de la valeur des actifs devant être financés.

Risque de marché

La Société, du fait de l'utilisation d'instruments financiers, est exposée à des risques de marché et, plus spécifiquement, au risque monétaire, au risque de taux de marge bénéficiaire et à certains autres risques liés aux prix des fonds propres.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité de variations des cours des monnaies étrangères susceptibles d'affecter la valeur des actifs et passifs financiers libellés en monnaies étrangères, au cas où l'entité concernée n'aurait pas eu recours à des instruments de couverture pour limiter son exposition à ce risque.

La Société est exposée à un risque de change puisqu'une partie de son portefeuille de liquidités et certains de ses placements en capital sont dans des monnaies autres que le Dollar des États-Unis, qui est la monnaie de présentation de ses états financiers. Elle a minimisé son exposition au risque de change lié aux liquidités, en faisant en sorte que toutes ses opérations concernant des liquidités soient effectuées sur la base du Dollar des États-Unis ou de monnaies indexées sur le Dollar. Pour les actifs et passifs monétaires, le risque de change est géré par le biais d'un alignement approprié des actifs et passifs libellés en devises étrangères.

La Société est exposée à des risques de marché, liés à des fluctuations défavorables du taux de change concernant une opération de Soukook libellée en devise. Elle gère ces risques en ayant recours à diverses stratégies, y compris celle concernant les contrats de change à terme.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

29 GESTION DU RISQUE (suite)

Risque de taux de marge bénéficiaire

Le risque de taux de marge bénéficiaire découle de la possibilité que des variations des taux de marges aient un effet négatif sur la valeur des instruments financiers (risque lié au taux de marge bénéficiaire de la juste valeur) ou aux flux de trésorerie futurs (risque lié au taux de marge bénéficiaire des flux de trésorerie) et les revenus ou pertes déclarés en résultant. La Société est principalement exposée à des variations de taux de marge bénéficiaire sur ses investissements Soukook, ses opérations de Mourabaha, ses ventes à tempérament, le financement Ijarah Muntahia Bittamleek le financement Istisna'a, les Soukook émis et le financement Mourabaha en raison de la variation des taux de marge sur les marchés.

Afin de gérer le taux de trésorerie, la politique de gestion de l'actif et du passif approuvée par le conseil exige que la société suive le principe du financement par contrepartie pour gérer ses actifs et ses passifs ainsi que ses swaps de taux de profit. Ainsi, la Société s'assure que le taux de marge bénéficiaire et les devises de tous les actifs financés par emprunt correspondent à ceux des passifs sous-jacents. Une telle approche garantit que l'écart de revenu de placement de la Société demeure largement constant, peu importe le taux de marge bénéficiaire et les fluctuations du taux de change.

La majorité des actifs et des passifs financiers de la Société sont à court terme. Cependant, certains produits de financement, placements Soukook et Soukook émis sont à taux fixe et à long terme et exposent la Société au risque de taux de marge bénéficiaire à la juste valeur. La direction évalue périodiquement les taux applicables au marché et évalue la valeur comptable de ces produits de financement.

A la date de l'état de la situation financière, la direction estime qu'un décalage estimatif de 25 points de base des taux de marge bénéficiaire du marché n'exposerait pas de façon importante la Société à des flux de trésorerie ou à un risque de marge bénéficiaire à la juste valeur.

Risque lié au prix

La Société est exposée à un risque sur instruments de capitaux propres pour ses placements détenus à la juste valeur. Un seul de ses placements concerne un instrument coté en bourse, d'où le fait que son exposition au risque lié au prix soit relativement limitée.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité concerne l'indisponibilité de ressources suffisantes pour faire face aux décaissements et aux autres engagements financiers à l'échéance.

Afin de se prémunir de ce risque, la Société suit une démarche prudente consistant à maintenir les niveaux élevés de liquidités investies sous forme de trésorerie et équivalents de trésorerie, de placements de produits par le biais d'institutions financières et de financement Mourabaha avec une échéance à court terme (de trois à douze mois). Voir la Note 27 pour les dates d'échéance des actifs.

30 JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées et consentantes, dans le cadre d'une transaction effectuée dans des conditions de concurrence normales. Par conséquent, des différences peuvent apparaître entre les estimations de la valeur comptable et de la juste valeur.

L'évaluation à la juste valeur des placements est présentée à la Note 11.

Tous les produits islamiques dérivés de la société ne sont pas cotés. Leurs justes valeurs sont estimées en utilisant une technique d'évaluation et, par conséquent, sont de niveau 3.

La valeur comptable de tous les autres actifs et passifs financiers de la Société se rapproche de leur juste valeur

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

31 ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2018 les engagements non décaissés pour des opérations et divers autres placements, se chiffraient à 248,36 million USD (2017: 253,6 million USD).

32 NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Les nouvelles normes de comptabilité financière suivantes ont été publiées, à l'exception du FAS 29 «Emissions de Soukook», qui en est au stade de l'exposé-sondage et qui devrait être publié dans un proche avenir. La Société a l'intention d'adopter ces normes d'information financière une fois entrées en vigueur et elle évalue actuellement l'impact de ces nouvelles normes de comptabilité financière sur ses états et ses systèmes financiers.

Norme de comptabilité financière – 30 «Dépréciation et pertes de crédit»

FAS 30 remplacera FAS 11 «Provisions et réserves» et a été développé sur la nouvelle approche d'identification et de comptabilisation des pertes de valeur et des pertes de crédit, en particulier l'approche prospective des pertes attendues, introduite dans la norme IFRS (norme internationale d'information financière) 9 «Instruments financiers». FAS 30 s'applique également aux expositions hors bilan.

Cette norme s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2020. L'adoption anticipée est autorisée.

Norme de comptabilité financière – 28 «Mourabaha et autres ventes à paiement différé»

FAS 28 définit les principes et exigences en matière de comptabilité et de déclaration pour la Mourabaha et les transactions de vente à paiement différé ainsi que les différents éléments de cette transaction. En outre, les normes anciennes ne traitaient pas de la question de la comptabilité de l'acheteur en Mourabaha et ne prévoyaient pas de transactions de vente à paiement différé pour lesquelles il était absolument nécessaire de prescrire des principes comptables. Cette norme remplace les anciennes normes FAS 2 «Mourabaha et Mourabaha au donneur d'ordre d'achat» et la norme FAS 20 «Ventes à paiement différé».

Cette norme s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est autorisée.

Norme de comptabilité financière – 29 «Emissions de soukook»

La norme vise à fournir des indications sur la comptabilité, la classification et la présentation des émissions de Soukook, principalement sur la base de la structure de Soukook, qui peut inclure une comptabilité au bilan ainsi qu'une comptabilité hors bilan. Ces classifications dépendent du contrôle de ces actifs, notamment du pouvoir de contrôle et de la nature du contrôle, c'est-à-dire des risques et des avantages, ainsi que de divers avantages pour l'institution ou de la responsabilité fiduciaire pour le compte des détenteurs de Soukook. Cette norme doit être appliquée à la comptabilité et à l'information financière pour l'émission de Soukook dans les livres de l'émetteur.

Cette norme s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2019.

Norme de comptabilité financière – 31 «Agence d'investissement (Al-Wakala Bi Al-Istithmar)»

Cette norme vise à définir les principes comptables et les exigences en matière de rapport pour les transactions et les instruments des agences d'investissement (Al-Wakala Bi Al-Istithmar), afin de s'aligner avec les meilleures pratiques globales en constante évolution, tant du mandant que du mandataire.

Cette norme s'applique aux états financiers de la Banque pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Pour l'exercice prenant fin au 31 décembre 2018

32 NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR (suite)

Norme de comptabilité financière – 33 «Investissement en Soukook, actions et instruments similaires»

Cette norme améliore et remplace la norme de comptabilité financière (FAS) 25 «Investissement en Soukook, actions et instruments similaires» de l'AAOIFI publiée en 2010. Cette norme vise à énoncer des principes pour le classement, la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et la divulgation des investissements en soukook, actions et autres instruments similaires d'investissements réalisés par des institutions financières islamiques (IFI / les institutions).

La norme définit les principaux types d'instruments d'investissements conformes à la Charia et définit les principaux traitements comptables en rapport avec les caractéristiques et le modèle économique de l'institution sous laquelle l'investissement est réalisé, géré et détenu.

Cette norme s'applique aux états financiers de la Banque pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020.

Norme de comptabilité financière – 34 «Information financière pour les détenteurs de Soukook»

Cette norme a pour objet de prescrire les principes comptables et les obligations en matière de rapport pour les actifs sous-jacents de l'instrument Soukook. L'objectif de cette norme est d'établir les principes de la comptabilité et de l'information financière pour les actifs et les activités sous-jacentes du Soukook afin d'assurer une information transparente et juste à toutes les parties prenantes, en particulier les détenteurs de Soukook.

Cette norme s'appliquera aux Soukook conformément aux règles et principes de la charia émis par une institution financière islamique ou une autre institution («initiateur»), directement ou par l'intermédiaire d'une entité ad hoc (SPV) ou d'un mécanisme similaire. S'agissant des soukook qui sont inscrits au bilan par l'initiateur conformément aux exigences de la norme FAS 29 «Soukook dans les livres de l'initiateur», l'initiateur peut choisir de ne pas appliquer cette norme. La présente norme entrera en vigueur à compter des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Norme de comptabilité financière – 35 «Réserves de risque»

L'objectif de cette norme est d'établir les principes de la comptabilité et de l'information financière pour les réserves de risque établies afin d'atténuer les divers risques auxquels sont exposées les parties prenantes, principalement les investisseurs qui prennent des profits et des pertes, des institutions financières islamiques. Cette norme s'applique aux réserves de risque établies par une entité IFI afin d'atténuer les risques de crédit, de marché, d'investissement en actions, de liquidité, de rendement ou de déplacement des risques commerciaux auxquels les parties prenantes sont confrontées. D'autre part, le risque opérationnel incombe à l'IFI elle-même. Par conséquent, la présente norme ne doit pas être appliquée à une réserve de risque créée pour atténuer le risque opérationnel.

Cette norme complète la norme FAS 30 «Dépréciation, pertes de crédit et engagements onéreux» et doit être adoptée simultanément. Les normes FAS 30 et FAS 35 remplacent toutes deux l'ancien FAS 11 «Provisions et réserves».

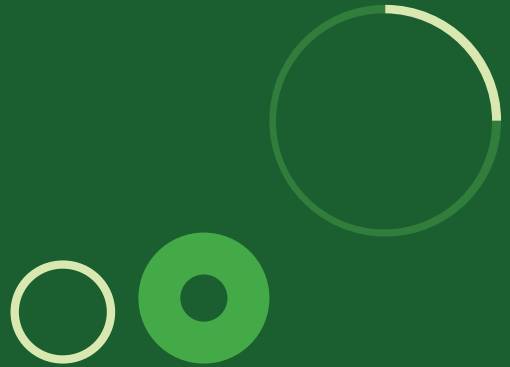
Cette norme s'applique aux états financiers de la Banque pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2021. L'adoption anticipée est autorisée uniquement si le IFI a décidé d'adopter par anticipation le FAS 30 «Dépréciation, pertes de crédit et engagements onéreux».

33 DONNEES COMPARATIVES

Certains des montants avant l'exercice ont été reclassés pour se conformer à la présentation durant l'exercice en cours. Ces reclassements sont présentés dans les notes respectives.

34 APPROBATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers ont été approuvés par le Conseil des Directeurs le 25 février 2019 (correspondant au 20 Jumada II 1440H).



RAPPORT ANNUEL

© La Société islamique pour le développement du secteur privé

Tous les droits sont réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, y compris la photocopie et l'enregistrement, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Une telle autorisation écrite doit également être obtenue avant qu'une partie de cette publication ne soit stockée dans un système de récupération de quelque nature que ce soit. Les demandes d'autorisation doivent être adressées à icd@isdb.org

Conçu et produit par Phoenix Design Aid A/S" (phoenixdesignaid.com) et la SID.

IsDB



البنك الإسلامي للتنمية
Banque Islamique de Développement

Membre du Groupe de la
Banque Islamique de Développement



**Société islamique
pour le Développement
du Secteur privé**

PO Box 54069,
Jeddah 21514
Arabie Saoudite

Tel: +966 12 644 1644
Fax: +966 12 644 4427
Email: icd@isdb.org



www.icd-ps.org

[in](#) [t](#) [f](#) [@](#) [v](#) [icd_ps](#)